

**Bernard Vermot-Desroches<sup>1</sup>**

**Régions limitrophes et accession  
du Québec à la souveraineté**

Cette étude commandée par la Commission n'a pas fait l'objet d'une présentation aux commissaires par l'auteur

- 
1. L'auteur remercie les différents collègues de l'UQTR et de l'Université de Montréal qui ont bien voulu l'aider dans la réalisation de cette étude. Il demeure cependant seul responsable des erreurs ou imprécisions qui auraient échappé à la vigilance.



## RÉSUMÉ

Cette étude traite du problème des régions québécoises limitrophes advenant l'accession du Québec à la souveraineté dans un cadre associatif incertain. Conformément au mandat donné, la Communauté Urbaine de l'Outaouais n'est pas prise en considération dans cette étude.

Il s'en dégage les éléments principaux suivants :

### *1. Sur la méthode de recherche*

#### *1.1 Hypothèse de travail*

Le maintien de la libre circulation des personnes des biens et des services dans le cadre du marché actuel est considéré comme une option souhaitable quel que soit l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

#### *1.2 Contraintes et limites*

Les données statistiques ne sont pas désagrégées au niveau interrégional - interprovincial. Par ailleurs, une souveraineté dans un cadre associatif incertain autorise à trop de «cas de figures» possibles et parfois contradictoires pour qu'il soit possible de dégager une tendance objective et globale. En conséquence et dans le contexte présent, une étude d'impact d'ensemble n'apparaît pas réaliste ou à tout le moins réalisable en un délai court.

#### *1.3 Méthode de travail : une recherche «qualitative quantifiée»*

Entrevues auprès des informateurs-clés identifiés à partir des différents répertoires puis selon la technique de la «boule de neige». Il s'agissait principalement des préfets, aménagistes ou secrétaires-trésoriers des MRC, des responsables de CRDE, CRCA, Commissions scolaires, CRSSS et autres organismes voués au développement des régions. Un accueil et une considération professionnels étaient réservés à l'enquête de la part de chacune des personnes interrogées.

Il en ressort beaucoup d'informations identifiées toujours qualitativement, souvent accompagnées d'ordre de grandeur et parfois appuyées par des études «maison» tout à fait valables.

#### *1.4 Quatre tendances lourdes encadrant tout scénario*

Les trois premières tendances sont observables à partir des statistiques de Statistique Canada et celles du BSQ.

. Les changements technologiques provoquent et accélèrent la mutation des espaces économiques.

. La proximité géographique ne constitue plus nécessairement un préalable à l'échange et à la dépendance économique.

. Les liens économiques historiques et naturels Nord-Sud ont une propension à s'accroître.

. Les spécificités régionales de certaines MRC limitrophes imposent des liens de dépendances «inaltérables».

## **2. Sur les principaux résultats**

### **2.1 Un cadre géopolitique diversifié**

. Quatre provinces sont concernées : l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, l'Île du Prince Édouard et Terre-Neuve/Labrador. Sept Régions administratives du Québec impliquant seize MRC qui, à leur tour, impliquent 96 municipalités, dont 9 Territoires non-organisés (TNO) constituent les régions limitrophes. Selon l'échelle de proximité envisagée, entre 150 000 et 400 000 habs sont concernés.

. Les interrelations considérées dans ce cadre géopolitique sont les flux commerciaux de biens et services, les flux industriels, les échanges de services publics (santé et éducation) et les liens divers tels que le tourisme ou la réglementation (schémas d'aménagement).

### **2.2 Les régions effectivement concernées**

On relève 4 cas de dépendance marginale : MRC Rimouski-Neigette, MRC La Mitis, MRC Caniapiscau, MRC Sept-Rivières; 10 cas de dépendances moyennes: MRC Abitibi-Ouest, MRC Rouyn-Noranda, MRC Pontiac, MRC Papineau, MRC Argenteuil, MRC Vaudreuil-Soulanges, MRC Le-Haut-Saint-Laurent, MRC Îles-de-la-Madeleine, MRC Minganie, Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent; et trois cas de dépendances majeures: MRC Témiscamingue, MRC Témiscouata et MRC Avignon.

### **2.3 Les liens majeurs**

Il ressort que ce sont les liens commerciaux qui sont le plus présents entre les régions limitrophes et les autres provinces, et ceci de façon très nette. Viennent ensuite les liens de services publics (santé), puis les liens de main-d'œuvre et enfin des liens plus divers comme le tourisme ou les ententes inter-municipales.

## 2.4 Les volontés et perceptions exprimées majoritairement

Les responsables souhaitent sans aucune ambiguïté le maintien de la libre circulation des personnes, des biens et services et des capitaux dans le périmètre limitrophe de leur région. Ils souhaitent donc maintenir l'accès aux marchés voisins, même si en général, la plupart de ces régions n'en dépendent pas d'une façon vitale.

Les responsables politiques et administratifs de ces régions limitrophes ainsi que les agents économiques principaux considèrent la problématique de l'accession du Québec à la souveraineté avec le plus grand sérieux, mais cependant dénué de toute inquiétude et de sentiment de panique. En revanche on observe souvent une certaine lassitude parfois même de la désinvolture face à la considération que les gouvernements semblent accorder à ces régions éloignées.

## 2.5 Les conséquences envisageables, le certain et le probable

À court terme, les régions limitrophes les plus impliquées subiraient de façon certaine des pénalisations socio-économiques parfois très dérangeantes mais non déstabilisantes.

À moyen et long termes, ces régions limitrophes les plus impliquées seraient moins pénalisées que leurs contre-parties de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.

Il existe dans les régions les plus concernées des relations de bon voisinage solidement ancrées.

À moyen et à long terme les relations commerciales seront très probablement conservées (ou rétablies). En d'autres termes, une absence d'association pour ces régions ne pourrait être que de courte durée.

Il est moins certain que les flux de main-d'oeuvre ainsi que les flux industriels puissent être maintenus en l'état.

## 2.6 Les solutions à envisager

Les pénalisations qu'infligerait aux régions limitrophes l'accession du Québec à la souveraineté dans un cadre associatif incertain ou incomplet seraient, au pire, de nature à accentuer le caractère périphérique de ces régions. En conséquence, tant au niveau micro-régional qu'au niveau national, le gouvernement d'un Québec souverain devrait, si nécessaire, tout mettre en oeuvre pour encourager, voire maintenir ou restaurer les services, l'entrepreneuriat et la compétitivité des régions impliquées.

Nous n'entrevoyons aucune innovation miracle dans ce domaine. Cependant les programmes d'action devraient être résolument tournés vers une réhabilitation de l'autonomie socio-économique de ces régions.

## *2.7 Trois recommandations*

. En tout état de cause la spirale-représailles qu'engendrerait une non-association imposée par le reste du Canada ne devrait être ni initiée ni suivie par le gouvernement du Québec.

. Un certain nombre de cas particuliers doivent d'ores et déjà être pris en considération si l'on veut éviter certaines tensions sociales (voir détails infra).

. Une étude d'impact doit être menée rapidement et en profondeur pour les MRC Avignon, Témiscouata et Témiscamingue.

## ***1. Le problème identifié***

### ***1.1 Rappel du mandat de la Commission***

La Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté s'interroge sur la problématique des régions limitrophes — qui deviendraient les régions frontalières — d'un Québec souverain (autres que la Communauté régionale de l'Outaouais) selon les hypothèses d'association ou d'absence d'association avec le reste du Canada.

L'étude doit d'abord examiner les régions ayant une frontière commune et/ou un lien direct avec une province canadienne, la nature de ces liens, le commerce interprovincial, le marché interprovincial du travail et les caractéristiques propres à chacune de ces régions.

L'étude doit aussi dresser le tableau des postes frontaliers qu'il serait nécessaire d'implanter dans l'hypothèse d'un contrôle des frontières.

L'étude doit enfin se pencher sur les impacts additionnels que pourraient entraîner l'imposition de barrières à la libre circulation des biens, des services et de la main-d'oeuvre dans ces régions par rapport à ceux que l'on peut raisonnablement anticiper pour l'ensemble des autres régions. Quelles sont les mesures d'adaptation qui pourraient être prises pour amoindrir ces chocs.

### ***1.2 L'interprétation et une reformulation du cadre de travail énoncé***

Un tel mandat nécessite une reformulation ou plus précisément une réécriture adaptée au contexte régional québécois et canadien, au contexte géopolitique ainsi qu'aux différentes sources d'informations disponibles. Cette réécriture est commandée par le sens à la fois très ambigu et très large que l'on veut bien donner aux vocables «conséquences économiques» ou encore «étude d'impact». On n'évalue pas l'impact d'une souveraineté comme on évaluerait l'impact d'une décision financière ou d'investissement précise et parfaitement bien identifiée. Toute mesure d'impact repose sur ce qu'il est convenu d'appeler un «choc initial» identifié et quantifié. De ce choc initial découle des chocs secondaires puis des vagues décalées — les fameux effets multiplicateurs — dont la somme des effets socio-économiques constitue l'impact global et final proprement dit.

Dans le cadre qui nous est imposé, le choc initial est décrit avec toute l'imprécision économique que revêt le mot «souveraineté». L'interprétation économique du mot souveraineté est vaste, elle s'étend sur un continuum bordé d'un côté par ce que A. Reynaud (1981) appelle les «isolats» et s'étend de l'autre côté jusqu'aux pratiques très associatives que l'on peut actuellement observer dans l'Europe de 1992.

Un juste milieu réaliste et opérationnel s'impose donc. Ce juste milieu doit s'inspirer des réalités et aussi des volontés politiques qui situent la problématique de la souveraineté quelque part entre «l'associat» de base (solution régressive) et le maintien d'un marché pan canadien intact (solution progressiste).

En conséquence, notre étude n'est pas concluante dans le sens où elle déboucherait sur des recommandations décisionnelles précises découlant généralement d'une situation limpide. Elle interprète davantage le mandat comme celui émanant d'un vaste questionnement qui s'impose aux députés: quid des régions limitrophes advenant un changement radical dans le statut actuel du Québec.

Il s'agit donc de poser le problème de ces interdépendances régionales en termes clairs et selon des dimensions acceptées de tous les partis. Bref, faire ressortir pour les régions limitrophes quelles peuvent être les déviations les plus probables par rapport à leur statut économique actuel advenant une accession du Québec à «une» souveraineté.

L'objectif de cette étude en est donc un d'aide à la prise de décision en ce qui concerne le statut politique et juridique d'un Québec souverain. C'est en ayant une meilleure connaissance des conséquences économiques potentielles qu'impliquerait un tel changement que l'on est en mesure de mieux formuler ce changement en question; de le nuancer si nécessaire selon les régions envisagées et de le proposer à la population en meilleure connaissance de cause.

L'ensemble de ce travail part d'un a priori généralement reconnu de tous et chacun, celui qui énonce que dans le cadre de nos économies développées, le maintien d'un marché libre et ouvert avec nos voisins est, d'une façon générale, tout à fait désirable. Ceci pourrait être reformulé dans l'énoncé de l'hypothèse de base de travail suivante :

**Hypothèse de travail :** Le maintien de la libre circulation des personnes, des biens et des services dans le cadre du marché actuel est considéré comme une option souhaitable quel que soit l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Face à ces considérations, notre étude présentera trois développements centraux importants: le premier situe le contexte géopolitique dans son ensemble. Le second dresse un inventaire des liens de dépendance économique (et socio-économique) que nos régions limitrophes entretiennent avec les provinces voisines. Le troisième enfin évalue les conséquences économiques envisageables dans le cadre d'un scénario où le Québec choisirait un statut plus autonomiste. Mais auparavant, il est important de fixer les limites naturelles que les méthodes et les données imposent à une telle étude.

### *1.3 Contraintes et limites méthodologiques*

Quelques précisions sur l'instrumentation et les données disponibles permettront au lecteur de mieux situer l'importance et surtout la portée de cette étude. Elles permettront aussi,

si ce n'est déjà fait, de démythifier aux yeux du non-spécialiste l'effet «boîte-noire» que certaines études économiques aiment à imposer, surtout de nos jours. Cette lecture peut être naturellement contournée par le lecteur pressé, elle peut cependant aider à une meilleure compréhension des points suivants.

Voyons dans un premier temps ce que peuvent apporter les expériences étrangères.

### *1.3.1 Les expériences étrangères*

Il n'y a pas eu à proprement parler d'expériences rigoureusement comparables à celle qui pourrait concerner le Québec dans un avenir rapproché. Parce que cette expérience probable n'est pas encore elle-même très bien cernée même si des progrès ont été faits depuis le référendum de 1980, mais aussi et surtout parce que chaque expérience que l'on peut recenser se place toujours dans un contexte bien particulier et unique.

L'institut de Géographie de l'Université de Fribourg (Suisse) a développé plusieurs projets dans ce sens, projets qui sont souvent de nature théorique mais qui parfois prennent appui sur des réalités observables. Le Professeur Walter Leimgruber, co-directeur de cet Institut ainsi qu'une recherche personnelle permettent d'établir que seul un nombre restreint d'études empiriques ont été effectuées dans ce domaine. Parmi les anciennes on peut citer celle de Robert S. Yuill (1960)<sup>2</sup> qui propose pour la première fois une approche méthodologique (fondée sur la théorie de la base économique et celle des multiplicateurs d'impacts régionaux) au problème de la dissuasion à l'échange dans un contexte de barrière douanière. Une étude plus hardie proposée par Reynolds et McNulty (1968) suggère une méthodologie fondée sur l'investigation par «comme si» en faisant abstraction hypothétique des barrières douanières. L'écart évalué entre la situation observée et la situation imaginée constituant à terme l'impact final!

Plus sérieusement deux cas ont été récemment étudiés de près. Il s'agit de la création du canton suisse du Jura et — phénomène inverse — l'ouverture longue et difficile qui se prépare entre les deux Corée.

#### *1.3.1.1 Le cas du Canton du Jura*

On comprend qu'il s'agit là d'un cas tout à fait pertinent puisque la création de cette entité géopolitique s'est constituée dans un contexte de souveraineté culturelle et surtout linguistique. Par ailleurs, le canton Suisse possède une juridiction propre très large; il

---

2. Cf. R.S. Yuill, *A Simulation Study of Barrier Effect in Spatial Diffusion Problems*, Evanston, Ill., Department of Geography, Northwestern University, Research Report 5, 1966.

constitue le maillon fort d'un État véritablement confédératif<sup>3</sup> et possède pleine juridiction sur ses leviers socio-économiques et juridiques (santé, école, justice, impôt, monnaie<sup>4</sup>, etc).

Après plus de dix ans d'accession à une certaine souveraineté, les études reconnues telles que celles de Philippe Jeanneret<sup>5</sup> (1985), Charles Hussy<sup>6</sup> (1990) ou Walter Leimgruber<sup>7</sup> (1991) démontrent qu'à très court terme une volonté réciproque s'est imposée pour conserver un paysage économique de libre-échange. Naturellement, aucune barrière douanière n'existe entre ce canton et ses voisins, cependant le jeu combiné des taxes cantonales et celui de la péréquation fiscale inter-cantons aurait pu permettre au Jura de développer une politique économique protectionniste vis-à-vis de ses voisins et réciproquement. L'état actuel de la question démontre le contraire, le marché intérieur Suisse est très fluide de même que celui qu'elle entretient avec ses voisins immédiats de la CEE.

### 1.3.1.2 Le cas des deux Corée

L'étude de Jai-Han Kim<sup>8</sup> montre qu'au delà des problèmes politiques et militaires issus du second conflit mondial et du conflit Coréen du début des années 50 la volonté actuelle de vouloir défaire les frontières est principalement animée par un besoin d'échange et surtout de désenclavement des régions limitrophes. Les spécialisations relatives développées indépendamment au Nord (activités primaires et agricoles) et au Sud (activités industrielles modernes) provoquent davantage ce besoin en révélant toutes les potentialités de cette complémentarité et de l'élargissement des marchés.

- 
3. À titre d'exemple on se souviendra que le pouvoir exécutif fédéral est exercé par un Conseil fédéral (Bundesrat) où chaque membre est égalitaire et où la Présidence est exercée par rotation annuelle.
  4. Chaque canton possède une «Banque d'État».
  5. Ph. Jeanneret (1985) *Régions et frontières internationales. L'exemple de la frontière franco-Suisse de Genève à Bâle*. Neuchâtel: EDES (Thèse effectuée à l'institut de recherches économiques et régionales, dirigé par Denis Maillat).
  6. Ch. Hussy (1990) *Limites et régions : études des phénomènes transrégionaux*. Cahier Géographique No 3, Département de Géographie de l'Université de Genève.
  7. Walter Leimgruber (1991) in *The geography of border landscapes* London: Routledge, Proceedings d'un symposium tenu à Perth en 1988.
  8. J.-H. Kim (1990) *Die Auswirkungen der Grenzziehung auf die Grenzgebiete — ein Vergleich zwischen Südkorea und der Bundesrepublik Deutschland*. Materialien zum Raumordnung, Vol XXXIX, Geogr. Institut d. Ruhr-Universität, Bochum (Thèse d'un chercheur coréen, mais limitée aux zones non communistes).

De ces différentes études, on retiendra principalement les deux éléments suivants:

- a) D'un point de vue méthodologique, elles sont toutes fondées sur des observations directes et interprétées sans validation statistique (absence d'information suffisante).
- b) La situation idéale prise en référence est toujours celle d'un marché élargi et libre de contraintes protectionnistes. À cet égard on peut naturellement déduire que dans le cas contraire un abolissement des frontières ne serait même pas envisagé et que toute revendication autonomiste se ferait précisément dans un but protectionniste. L'histoire des relations Canada-États-Unis est riche dans ce sens.

### *1.3.2 Les données quantitatives disponibles*

#### *1.3.2.1. À l'échelon provincial ou fédéral*

Le Québec et le Canada possède chacun un organisme de collecte et de traitement primaire de l'information socio-économique (Statistique Canada et le Bureau de la Statistique du Québec). Chacun publie régulièrement de nombreuses données régionales, sous-régionales et parfois même locales. Cependant, il ne semble pas exister de données concernant directement la problématique qui nous concerne, à savoir les liens de dépendance entre les régions limitrophes inter-provinciales. Cependant, de la part de ces organismes il a été possible de dégager des éléments pertinents concernant notamment :<sup>9</sup>

- . *Le commerce international du Québec*, données de 1984-1988 et publications 1991.
- . *Le portrait statistique régional des régions de l'Abitibi-Témiscamingue, et du Bas-St-Laurent-Gaspésie*, données de 1987.
- . *Les statistiques des PME manufacturières au Québec*, publiées en 1991.
- . *Les statistiques régionales* de la région administrative de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la région Chaudière-Appalaches du Bas-Saint-Laurent de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (principales caractéristiques de la population des MRC et de certaines municipalités) publiées en 1990.
- . *Les statistiques régionales des grandes régions du Québec, Principales caractéristiques de la population des MRC et de certaines municipalités*, données de 1990.
- . *Les destinations des expéditions des produits fabriqués par les manufacturiers exportateurs du Québec*, données de 1984 et de 1987.

---

9. L'annexe bibliographique donne les références précises et complètes de la documentation consultée provenant de ces organismes.

*Le profil statistique des régions du Québec*, publié en janvier 1991.

### 1.3.2.2 À l'échelon régional

Au niveau des régions, un certain nombre d'études «maison» permettent d'avancer quelques chiffres sur les échanges limitrophes en termes de biens et services ainsi que de main-d'oeuvre. Il reste cependant que ces documents sont rares, parfois anciens et de toutes façons jamais construits selon un protocole méthodologique identique.

En revanche, il est relativement aisé, au niveau des M.R.C. et des municipalités de collecter des données certes plus «informelles» mais très pertinentes et aisées à soumettre à une validation inter-institutions régionales (MRC, CRDE, SIDAC, CADC, CRCA, etc.)

### 1.3.3 Quelques éléments de méthode

On rappelle que l'objectif de l'étude est d'établir un inventaire des liens de dépendance entre nos régions limitrophes et celles contiguës qui appartiennent à une province voisine afin de mieux cerner quelles pourraient être les conséquences socio-économiques — vis-à-vis du marché actuel — advenant l'accession du Québec à une souveraineté.

L'inventaire statistique proprement dit, celui qui permettrait d'avoir une photographie rigoureusement fidèle et objective de la situation générale et de celle des régions prises une à une n'est pas réalisable en raison du manque d'information sur les échanges socio-économiques que les MRC limitrophes entretiennent avec le reste du Canada. Les données disponibles, recueillies auprès des organismes tels que Statistique Canada, le BSQ, ou l'OPDQ serviront surtout à dresser un portrait de base des régions concernées compte tenu de l'objectif énoncé.

L'inventaire lui-même a été réalisé selon une méthode empirique fréquemment utilisée dans des situations semblables, celle de la cueillette de l'information auprès des informateur-clés et selon le principe de la «boule de neige». À partir d'un premier informateur identifié selon l'évidence ou encore le répertoire des municipalités, l'information est recueillie par téléphone sur une grille-questionnaire semi-fermée; ce premier informateur guide alors l'interviewer vers d'autres informateurs et ainsi de suite jusqu'à ce que les dernières informations recueillies deviennent redondantes avec les précédentes.

Notons également qu'une mise en situation suivie d'un résumé des questions était envoyé par télécopieur aux personnes identifiées quelques heures ou quelques jours avant l'entrevue proprement dite. Parfois et selon la nécessité, deux entrevues ont été réalisées avec la même personne.

Cette technique de collecte permet d'identifier les traits saillants d'un point de vue essentiellement qualitatif bien que souvent agrémenté de données quantitatives pertinentes issues d'enquêtes-maison.

Dans le cadre de cette étude, la méthode s'appliquait d'autant mieux que les intervenants politiques et socio-économiques des régions identifiées se sentaient très concernés par ce problème qui somme toute fait partie de leur quotidien. Dans la plupart des cas, quatre ou cinq entrevues permettaient de collecter les éléments saillants propres à une MRC.

La grille-questionnaire reprenait 5 questions principales:

1. Quels sont les liens économiques et commerciaux que votre M.R.C. entretient avec la Province voisine, (achats par les résidents, projets de développement commun, tourisme, etc.)?
2. Quels sont les liens de dépendance au niveau de la main d'oeuvre?  
(Y a-t-il un nombre important de travailleurs résidents de votre M.R.C. qui opère dans la Province voisine?)
3. Quels sont les liens de dépendance au niveau des soins de santé et de l'éducation vis-à-vis de la Province voisine?
4. Quelles conséquences immédiates et à terme prévoiriez-vous si le Québec devait changer de statut et accéder à une souveraineté qui instaurerait un contrôle éventuel des nouvelles frontières?
5. Souhaitez-vous un changement de l'état ou de la nature de vos marchés inter-provinciaux actuels ou bien jugez-vous que pour l'instant ils présentent une structure d'interdépendance et d'interaction acceptable (voire optimale)?

De nombreuses sous-questions, adaptées aux besoins spécifiques et destinées à mieux cerner le type de réponse attendue, s'adressaient à chacune des personnes concernées.

Concrètement, la démarche méthodologique s'est faite selon les opérations suivantes:

1. Interprétation du mandat pour fin d'opérationnalisation.  
(De concert avec les responsables du mandat au niveau de la Commission)
2. Recension de toutes les MRC concernées.
3. Étude approfondie des cartes frontalières (1/100 000° et 1/500 000°) et des cartes des MRC. Physiographie, socio-économie, localisation relative par rapport au contexte canadien et américain, réseaux routiers, navigables et aériens).

4. Recherche systématique de toute la documentation pertinente en bibliothèque, correspondance intense avec Statistique Canada, le BSQ, l'OPDQ et un bibliothécaire-rechercheur attitré à l'UQTR.
5. Correspondance téléphonique avec les informateurs-clés identifiés dans le *Répertoire des Municipalités*, généralement l'aménagiste de chaque MRC concernée. Les informateurs de «rondes» ultérieures ont été généralement: les secrétaires-trésoriers des MRC (des gens toujours très informés), des directeurs d'organismes voués à la promotion du développement de leur région (CRCA, SIDAC, Conseils régionaux de développement, Chambres de commerce, Conseils d'expansion économique, Commissions scolaires, CRSSS, etc.). Ces correspondances sont précédées ou suivies (selon le cas) d'un résumé du questionnement de l'étude.
6. Validation systématique de l'information auprès d'autres informateurs ou avec l'aide des statistiques disponibles.
7. Composition d'un «inventaire-synthèse».
8. Élaboration d'un scénario des conséquences probables à partir d'un corps d'hypothèses réalistes.
9. Composition des annexes techniques.
10. Rédaction du rapport final.

## 2. *Le cadre géopolitique*

La présentation d'un cadre géopolitique dans le cadre d'une telle étude apparaît tout à fait indispensable. Il permet de situer les composantes territoriales mises en présence et de situer l'étude dans une perspective d'ensemble beaucoup plus large.

### 2.1 *Les territoires mis en présence*

Le Québec est directement limitrophe avec quatre provinces canadiennes. En partant du Nord-Ouest et en tournant face à la carte dans le sens inverse des aiguilles d'un montre: l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard, Labrador Terre-Neuve. Sept Régions administratives du Québec impliquant seize MRC qui à leur tour impliquent 96 municipalités, dont 9 Territoires non-organisés constituent les régions limitrophes du Québec avec les quatre provinces canadiennes précitées<sup>10</sup>. La plupart de ces régions entretiennent depuis longtemps (parfois plus de 150 ans) des liens économiques ou socio-

---

10. Les cartes détaillées apparaissent en annexe.

économiques avec leurs voisines. Pour les fins de la présente étude, l'aire géographique de base est, conformément au mandat, la MRC; cependant pour un certain nombre de données il a fallu s'en tenir au niveau de la région administrative.

En détail, les MRC impliquées sont les suivantes:

#### **FRONTIÈRE COMMUNE AVEC L'ONTARIO**

##### **ABITIBI-TÉMISCAMINGUE 08**

MRC Abitibi-Ouest 890

MRC Rouyn-Noranda 820

MRC Témiscamingue 810

##### **OUTAOUAIS 07**

MRC Pontiac 740

MRC Papineau 710

##### **LAURENTIDES 15**

MRC Argenteuil 686

##### **MONTÉRÉGIE 16**

MRC Vaudreuil-Soulanges 628

MRC Le Haut-Saint-Laurent 620

#### **AVEC LE NOUVEAU-BRUNSWICK**

##### **BAS-SAINT-LAURENT 01**

MRC Témiscouata 300

MRC Rimouski-Neigette 190

MRC La Mitis 180

##### **GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE 11**

MRC Avignon 110

#### **AVEC L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD**

##### **GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

MRC Les-Îles-de-la-Madeleine 100

## AVEC LABRADOR TERRE-NEUVE

CÔTE-NORD 09

MRC Caniapiscau

MRC Sept-Rivières

MRC Minganie 910

Municipalité Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent

L'ensemble de toutes ces régions limitrophes totalise une population de 412 179 hbts (1987). Il faut naturellement tenir compte que certaines de ces MRC pénètrent assez profondément à l'intérieur de la Province de Québec et donc qu'une bonne partie de leur territoire peut être considéré raisonnablement comme non limitrophe. Une correction grossière consiste à diviser ce nombre par trois tout en supposant une densité de population plus importante proche des limites. Il y aurait donc une population d'environ 150 000 habitants directement concernée par la proximité immédiate d'une des quatre provinces voisines.

### 2.2 *Les tendances lourdes pour l'ensemble du Québec*<sup>11</sup>

Les territoires impliqués font partie de l'entité géopolitique que constitue la Province de Québec et partant sont concernés par un certain nombre de tendances lourdes qui portent sur la structure des échanges économiques de la Province.

L'économie québécoise possède une ouverture proportionnellement inférieure à son poids relatif dans l'économie canadienne.

Ceci est vrai tant du point de vue des importations que de celui des exportations. À ce titre on note que les exportations québécoises ne sont que 17% de celles de l'ensemble du Canada alors que son poids dans l'économie canadienne se situe dans les 24-25%.

---

11. La plupart des statistiques utilisées dans ce paragraphe sont empruntées à la récente étude de P.P. PROULX et G. CAUCHY : «Un examen des échanges commerciaux du Québec avec les autres provinces canadiennes, les États-Unis et le reste du Monde» in: *Éléments d'analyse économiques pertinents à la révision du statut politique et constitutionnel du Québec*, Document de travail #1, Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1991.

Le secteur primaire n'est plus dominant au niveau des exportations québécoises.

L'étude de Proulx et Cauchy (1991)<sup>12</sup> reprise dans P.P. Proulx (1991)<sup>13</sup>, fait ressortir en effet que l'image conventionnelle de l'économie du Québec comme économie primaire ne correspondrait pas à la réalité. Le rapport des exportations du secteur primaire sur l'ensemble des exportations et importations du secteur secondaire est passé de 9,6% en 1984 à 5,5% en 1989 pour le Québec, alors que pour l'ensemble du Canada ce rapport est passé de 27,8% en 1984 à 20,0% en 1989 (voir tableau 1).

Tableau 1

**Ratios des exportations et importations des secteurs primaires sur les exportations et importations du secteur manufacturier, 1984-1989**

Source: BSQ, données corrigées pour le transit, et calculs de Proulx-Cauchy (1991)

Année	QUÉBEC		CANADA	
	% exportations prim./second.	% importation prim./second.	% exportations prim./second.	% importation prim./second.
1984	9,6	19,1	27,8	11,2
1985	9,7	18,4	26,8	10,2
1986	8,9	14,6	20,5	9,0
1987	7,1	14,5	21,7	8,9
1988	6,2	12,4	21,1	7,9
1989	5,5	11,3	20,0	8,2

Le Canada n'est pas le seul premier client du Québec pour les produits manufacturés.

12. PROULX, Pierre-Paul et Guilain CAUCHY, «Un examen des échanges commerciaux du Québec avec les autres provinces canadiennes, les États-Unis et le reste du Monde». In : *Éléments d'analyse économique pertinents à la révision du statut politique et constitutionnel du Québec*, chap.3, Document de travail no 1, Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

13. Pierre-Paul PROULX, *La globalisation des marchés et l'évolution de l'espace économique du Québec. Examen de ses exportations et importations interprovinciales et internationales*. Texte présenté au colloque 1991 de l'ASRDLF «Nouvelles activités nouveaux espaces», 3 septembre 1991, Montréal.

En effet, nos calculs sur la base des données du BSQ révèlent que pour les données de 1987, la destination des produits manufacturiers du Québec se répartissait ainsi :

**Tableau 2**

**Répartition des destinations des produits manufacturiers québécois, données de 1987**

Source: BSQ, calcul de l'auteur

DESTINATIONS (Données 1987) ↓		
Québec	43%	
Reste du Canada	30%	
Ontario		20%
Atlantique		3,6%
Ouest		6,4%
Étranger	27%	

On constate donc que «l'Étranger» dont une très forte proportion est constituée par les États-Unis (77%) s'impose comme un lieu d'expédition dont le poids est presque égal à celui du «Reste du Canada».

La proximité géographique constitue un facteur d'échange dont l'importance est parfois décroissante.

Cette proximité est toujours déterminante en ce qui concerne nos échanges avec les États-Unis; la plupart de nos échanges avec eux se font entre nos régions frontalières et le Nord-Est américains. En revanche cette proximité perd de son poids en ce qui concerne le commerce interprovincial dans le secteur manufacturier. À cet égard, P.P. Proulx relève qu'en 1967 nos expéditions vers l'Ontario représentaient 81% de toutes les expéditions canadiennes vers cette province tandis qu'en 1984 elles n'en représentent plus que 76%.

Il convient cependant de ne pas généraliser ce cas puisque pour l'autre région proximale, celle de l'Atlantique, on note un renversement plus conforme à la logique de la distance dissuasive: la proportion québécoise des expéditions canadiennes passe de 36,3% (1967) à 48,2% (1984) tandis que la proportion des expéditions en provenance des provinces de l'Atlantique à destination du Québec passe de 3,9% à 7,6%.

La dépendance du Québec sur le «Reste du Canada» demeure très importante.

L'étude de Proulx et Cauchy fait valoir, à partir de données de Statistiques-Canada et du BSQ (1984), que le Québec se situe immédiatement derrière l'Ontario au chapitre de la dépendance par rapport au «Reste du Canada» pour l'écoulement des produits manufacturiers (tableau 3).

Malgré cette dépendance commerciale, le Québec a vu son taux d'autoapprovisionnement augmenter entre 1974 et 1984 nettement plus vite que tous ses voisins limitrophes.

Le tableau 3 montre que le Québec et l'Ontario demeurent les deux provinces les plus autosuffisantes en termes de produits manufacturiers. Ce même tableau révèle aussi de façon dynamique qu'au cours de ces dix années, le Québec a connu un accroissement dans son taux d'autoapprovisionnement de 6,4 % contre 1,3 % pour l'Ontario et 5,1 % pour les provinces de l'Atlantique. Cela porte naturellement à conclure que la dépendance du Québec en est une de commerce et d'échange liée à ses activités d'économie ouverte (incluant les transits) sans toutefois mettre en cause son autosuffisance.

En termes de «voisinage», le Québec a donc bénéficié au cours de la période considérée d'une meilleure dynamique d'autosuffisance vis-à-vis de l'Ontario et des provinces de l'Atlantique.

Tableau 3

Taux d'approvisionnement(\*) entre les régions canadiennes (%), 1974-1984

1974-1984	Région de destination				
Région d'origine ↓	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	C.-B.
Atlantique	<b>48,7</b>	2,1	1,3	1,0	0,8
variation %	<b>51,2</b> 5,1	2,1 0,0	0,9 -30,8	0,6 -40,0	0,5 -37,5
Québec	17,6	<b>67,4</b>	13,6	9,6	7,8
variation %	23,5 33,5	<b>71,7</b> 6,4	12,8 -5,9	7,3 -24,0	7,2 -7,7
Ontario	30,3	26,7	<b>82,1</b>	28,3	22,4
variation %	23,3 -23,1	23,4 -12,4	<b>83,2</b> 1,3	24,0 -15,2	17,8 -20,5
Prairies	2,1	3,0	2,1	<b>54,3</b>	9,6
variation %	1,3 -38,1	2,1 -30,0	2,3 9,5	<b>62,4</b> 14,9	9,8 2,1
C.-B.	1,2	0,8	0,9	6,8	<b>59,3</b>
variation %	0,6 -50,0	0,7 -12,5	0,8 -11,1	5,6 -17,6	<b>64,7</b> 9,1
Total	100	100	100	100	100

(\*) Le taux d'approvisionnement mesure la valeur des expéditions d'une province vers la province de destination en pourcentage des expéditions de l'ensemble du Canada vers la même destination. Les chiffres en gras de la diagonale correspondent aux taux d'auto-approvisionnement. Source: calculs du MEIR et de Statistique Canada, Cat. 31-530. Repris dans Proulx et Cauchy (1991, p.103).

### 3. La situation actuelle: une synthèse

Tel qu'indiqué plus haut, ce développement présente un inventaire des liens de dépendance observables entre les MRC limitrophes et les provinces immédiatement contiguës. Cet inventaire n'est pas présenté à l'état brut de façon linéaire, MRC par MRC. On a jugé qu'une présentation par grand thème de dépendance serait plus accessible et moins fastidieuse pour le lecteur. Naturellement, chaque cas particulier digne de mention est soigneusement souligné.

Le lecteur est de plus invité à consulter l'annexe B qui identifie MRC par MRC les différentes composantes spécifiques de la problématique.

### *3.1 Les flux de main-d'oeuvre entre les MRC limitrophes et les provinces correspondantes*

D'une façon générale les flux de main-d'oeuvre entre les 16 MRC concernées et les provinces voisines sont marginaux. Ils ne concernent que quelques secteurs particuliers de l'économie et plus spécifiquement quelques-unes des MRC. Un fait à noter est que ces migrations alternantes — départ au travail le matin et retour le soir — concernent presque exclusivement le sens Québec -> Ontario.

#### *3.1.1 Le secteur forestier*

**Quelques groupes relativement peu nombreux opèrent en Abitibi ontarienne et au Nouveau-Brunswick**

Par le passé et encore à l'heure actuelle pour un bon nombre de régions, le secteur forestier constitue l'une des sources principales de revenu des ménages. Il s'agit autant des activités reliées au bois d'ouvrage que celles en rapport avec l'industrie des pâtes et papiers. Le Nord-Ouest du Québec, L'Abitibi-Témiscamingue notamment ainsi que les régions limitrophes du Nouveau-Brunswick sont concernées au premier chef.

Les législations plus souples que celles qui nous régissent actuellement permettaient à une certaine époque que les compagnies d'exploitation forestière puissent opérer sur de vastes territoires indépendamment de leur localisation pourvu qu'ils n'empiètent pas sur les terres des municipalités «organisées». Ainsi des compagnies comme Tembec ou Normic-Perron à La Sarre ou encore Consolidated Bathurst et les quelques 27 autres usines situées à proximité de la Baie de Chaleurs, opèrent depuis longtemps sur des coupes en bail ou même sur leurs propres propriétés en territoire ontarien ou au Nouveau-Brunswick. Il s'ensuit naturellement que de nombreux travailleurs forestiers engagés par ces compagnies opèrent en Ontario conformément aux pratiques bien établies des «camps».

D'autres cas moins significatifs mais révélateurs d'une situation particulière peuvent aussi être signalés. La compagnie Tembec qui regroupe près de 800 employés près de la ville de Témiscaming a coutume «d'installer» certains de ces cadres itinérants ou autres visiteurs dans les hôtels ou motels de North-Bay. Les capacités d'accueil, limitées dans cette région, sont dans ce sens pénalisantes; cependant le marché devrait régler ce type de situation si l'opportunité est financièrement valable.

### **3.1.2 Le secteur minier**

#### **Des migrations temporaires Abitibi-Ontario en régression**

Le secteur minier est un secteur en nette régression depuis de nombreuses années<sup>14</sup>. Depuis toujours, le mineur est un travailleur essentiellement nomade. Là encore, d'un point de vue historique et à l'instar des travailleurs des camps forestiers, le mineur s'établit temporairement là où la mine donne de l'emploi durant le temps où celle-ci demeure en opération.

Bon nombre de québécois des MRC d'Abitibi-Ouest et de Rouyn-Noranda ont été impliqués dans ce type de migration «semi-alternante». Il convient de noter cependant que ces situations sont devenues de plus en plus marginales au fur et à mesure que le secteur des mines connaissait sa décroissance.

### **3.1.3 Le secteur de la santé et de l'éducation**

#### **Quelques dépannages, ententes de services ou opportunités**

On sait que la juridiction des services publics de la santé et de l'éducation relève des compétences provinciales. Il n'en demeure pas moins que certaines configurations géographiques et urbaines du territoire québécois obligent des municipalités à composer avec leur voisine.

Au niveau des déplacements de l'emploi cela reste cependant très peu significatif. On peut citer à titre d'exemple le cas d'une école de la MRC Témiscamingue louée par le Témiscamingue en Ontario mais avec du personnel québécois.

En ce qui concerne le secteur de la santé, les flux de main-d'oeuvre sont parfois plus importants, ils correspondent cependant à des cas particuliers peu nombreux. Trois cas sont dignes de mention: 1) La région du Témiscamingue semble utiliser fréquemment les services spécialisés en soins de santé offerts par les institutions de North Bay. Ainsi des médecins internes (bilingues), de l'Université McGill pour la plupart, travaillent avec les médecins de North Bay à North Bay et également de concert avec des spécialistes torontois. 2) Une situation tout à fait identique mais impliquant moins de distance s'est développée entre les institutions hospitalières de Lachute (MRC Argenteuil) et de Hawkesbury (Ontario). 3) Le nouvel hôpital régional de Campbellton (Nouveau-Brunswick) attire de nombreux travailleurs des services de la santé en provenance de la MRC Avignon.

---

14. On peut consulter à cet effet l'important travail réalisé par Laurent Deshaies (1978) à propos des villes minières du Québec.

### **3.2 Les flux de biens et services entre les MRC limitrophes et les provinces correspondantes**

C'est au niveau des flux de biens et services qu'il faut chercher la véritable dépendance des MRC limitrophes concernées vis-à-vis des autres provinces. On distingue ici les flux commerciaux des flux industriels, les flux de services publics et les flux liés aux activités touristiques.

#### **3.2.1 Les flux commerciaux de biens**

**Des échanges importants parfois très significatifs et qui sont véritablement révélateurs de l'interdépendance régions limitrophes-provinces voisines**

C'est devenu un lieu commun que de parler du «magasinage hors-Québec». Il s'agit cependant d'une image qui semble tout à fait justifiée et même de plus en plus renforcée pour la plupart des 16 MRC concernant cette étude.

Malheureusement, peu de chiffres sont disponibles au niveau spécifique MRC -> province voisine. On dispose seulement de quelques études «maison» réalisées au niveau des MRC. Mais la plupart sont trop anciennes ou trop discutables d'un point de vue méthodologique. En revanche certaines comme celles réalisées pour la région du Témiscouata<sup>15</sup> sont remarquables.

D'une façon générale ces enquêtes révèlent que le phénomène de consommation en Ontario et au Nouveau-Brunswick est important et parfois suffisant pour perturber le tissu commercial intérieur. Ainsi par exemple, aucun centre commercial de moyenne importance n'existe présentement au Témiscouata. Les raisons évoquées pour justifier ce magasinage à l'extérieur de la province concernent invariablement les prix, le choix et la qualité.

Ainsi, l'enquête de l'équipe «Rues principales» de Dégelis au Témiscouata, réalisée au printemps 1990 révèle que plus de 3 800 000\$ ont été dépensés par la population Dégelisienne en alimentation au cours des douze derniers mois à l'extérieur de la municipalité. De ce chiffre, 860 000\$ sont dépensés à l'extérieur de la province

---

15. Maryse Levesque et Nathalie Picard : *Le magasinage à l'extérieur de la région du Témiscouata*, étude réalisée pour C.A.D.R.E., Août 1989, 66 p. (annexes)  
*Rapport étude de marché* réalisé par l'équipe «Rues principales», avril, mai 1990, projet Défi 89.

(Nouveau-Brunswick et États-Unis<sup>16</sup>). Ce chiffre représente 9,3% des dépenses totales en alimentation. De même près de 1 274 000\$ soit 49% des dépenses en habillement ont été faites cette fois-ci uniquement au Nouveau-Brunswick.

L'enquête réalisée par M. Lévesque et N. Picard au niveau de toute la MRC Témiscouata est plus systématique, mais va dans le même sens : on y apprend que sur les 73 millions de dollars dépensés au cours des 12 derniers mois<sup>17</sup> environ 9,3 millions (12,74%) l'ont été à l'extérieur de la MRC. Edmundston-St-Basile (N.B.) viennent au second rang de la fréquentation avec 29,4% derrière Rivière-du-Loup (45,6%). On constate également que seulement 0,4% de ces consommateurs vont dans l'État du Maine. Enfin on constate que près de un consommateur sur deux achète quelque chose à l'extérieur de la MRC dans un délai de six mois.

Quatre autres MRC semblent concernées de très près par cette pratique du magasinage à l'extérieur : Abitibi-Ouest, Témiscamingue et Pontiac vis-à-vis de l'Ontario et Avignon vis-à-vis du Nouveau-Brunswick.

On serait naturellement tenté d'évaluer l'impact total de ce phénomène sur l'économie des MRC impliquées. Ce type d'étude dépasse largement le cadre du mandat confié, cependant, et à la lumière des enquêtes citées et des entrevues réalisées auprès d'observateurs concernés (journaux locaux et secrétaires-trésoriers des MRC), il ne fait aucun doute que dans les cas les plus aigus il s'agit de sommes dont l'ordre de grandeur se situe autour du milliard de dollars.

Dans la MRC Témiscamingue, on cite le cas d'une entreprise qui possède 175 travailleurs ontariens qui dépensent en Ontario près des 6 millions de dollars que constituent leurs revenus. Les habitants des petits villages ontariens viennent à leur tour commercer au Québec mais pour des produits de «dépanneurs» seulement.

Il convient enfin de signaler dans ce même ordre d'idées que les flux commerciaux limitrophes bien que déficitaires pour le Québec ne se font pas à sens unique et leur contrepartie ontarienne contribue à renforcer les liens de dépendance et d'association informelle.

À titre d'exemple, on peut citer les achats que certains consommateurs de la région de Timmins ou de New Liskeard dans l'Abitibi ontarienne font dans les municipalités de la

---

16. Le cas du Témiscouata est particulier en raison de la configuration des frontières. La ville d'Edmundston est située à quelques kilomètres du Québec et se trouve également située sur la ligne des États-Unis, en face de Madawaska. Une double opportunité pour les gens du Témiscouata!

17. Ce chiffre tient compte des dépenses effectuées dans les 14 secteurs de consommation les plus importants et retenus par les auteurs.

MRC Abitibi-Ouest (marché de l'entretien automobile, produits de quincaillerie liés à la construction, produits de soudure, poêle à combustion lente, etc). De la même façon il est connu que de nombreuses personnes de la région d'Edmundston viennent acheter leur véhicule automobile au Témiscouata, les différences de taxation et donc de prix justifiant ces mouvements.

### 3.2.2 *Les flux industriels de biens*

#### **Seul le secteur forestier semble véritablement concerné**

Si l'on veut s'en tenir aux flux dominants, on constate que ceux-ci sont en étroite relation avec les secteurs cités au niveau des flux de main-d'oeuvre. Il s'agit principalement du secteur forestier et des secteurs situés immédiatement en aval de celui-ci (pâtes et papier et bois d'ouvrage). Là encore, le Nord-Ouest et l'Est du Québec sont largement concernés. Les schémas régionaux publiés par l'OPDQ constituent une excellente source d'information dans ce domaine.

Ainsi qu'il a été mentionné plus haut, le secteur forestier de par sa nature et son histoire chevauche depuis bien longtemps plusieurs secteurs contigus s'étendant parfois simultanément sur deux provinces. Et ceci dans les deux sens. Ainsi par exemple, Normic-Perron dans la MRC Abitibi-Ouest exploitait en 1987 130 500m<sup>3</sup> de bois en provenance de l'Ontario tandis que la New Brunswick International Paper exporte son bois brut vers le Nouveau-Brunswick (chiffres non disponibles). Les documents de l'OPDQ<sup>18</sup> rapportent que d'autres compagnies (québécoises celles-là) doivent acheminer une partie importante des coupes qui ne peuvent être vendues aux moulins de sciage directement au Nouveau-Brunswick (exemple de la région de New-Richmond).

### 3.2.3 *Les flux de services publics*

#### **Quelques ententes de services souvent fort utiles**

Les flux de services publics concernent les échanges que la proximité pourrait favoriser au niveau des services sociaux et de santé ainsi qu'au niveau scolaire.

Il a été établi plus haut (point 3.1.3) que les flux de main-d'oeuvre dans les secteurs de la santé et de l'éducation étaient marginaux et ne concernaient que quelques ententes de service ou encore quelques opportunités comme dans le cas du nouvel hôpital de Campbellton sur la rive sud de la Baie-des-Chaleurs.

---

18. OPDQ, Collection: Les schémas régionaux.

Naturellement les échanges exprimés cette fois-ci en termes de services vont dans le même sens et ne s'imposent pas comme des liens majeurs. Ils constituent cependant pour les populations concernées des composantes importantes de leur qualité de vie.

### *3.2.4 Les services de santé*

On a observé qu'à l'exception de la MRC Vaudreuil-Soulanges qui bénéficiait de la proximité évidente de Montréal, les MRC limitrophes devaient à de nombreuses reprises avoir recours au services spécialisés dispensés dans les centres hospitaliers des provinces voisines et ce parfois sans qu'il n'y ait d'ententes de services avec la RAMQ. Les mouvements inverses sont rarement observables à l'exception peut-être de Rouyn-Noranda. À ce chapitre, les MRC les plus concernées sont celles de Témiscamingue, Argenteuil, Témiscouata et Avignon.

Les ententes de services sont généralement bien respectées et semblent adéquates. Elles sont la plupart du temps rendues nécessaire pour contrer les files d'attente souvent très longues au Québec. Le cas de la MRC Pontiac et de l'hôpital de Pembroke est évoqué à plusieurs reprises. Le cas de Lachute (MRC Argenteuil) est souvent cité, l'hôpital d'Hawkesbury (corporation privée) possède une meilleure réputation, l'accueil y est plus chaleureux et la file d'attente pour les soins spécialisés beaucoup plus courte. Le cas de Campbellton au Nouveau-Brunswick est également intéressant puisqu'à sa création une dizaine de lits étaient spécialement affectés pour les Québécois des MRC voisines.

### *3.2.5 Les services éducatifs*

Au niveau du primaire et du secondaire il est rapporté qu'à de très rares exceptions près les enfants peuvent tous bénéficier des services de leur commission scolaire respective. Les familles qui préfèrent envoyer leurs enfants dans les écoles limitrophes le font par choix, à titre privé et généralement pour des raisons linguistiques.

En ce qui concerne le collégial, les MRC concernées sont également très bien desservies même si de grandes distances peuvent parfois séparer les résidents de leur lieu d'études. Les collèges des provinces voisines sont fréquentés dans la mesure où ils offrent des spécialités non disponibles au Québec ou encore pour des raisons linguistiques.

Au niveau universitaire, l'importance de la proximité est considérablement réduite, les étudiants n'hésitant pas à se rendre soit dans les grandes villes ou bien même aux États-Unis ou en Europe. Mais ce phénomène est normal et non spécifique aux MRC concernées par cette étude.

### 3.2.6 *Les flux de tourisme*

#### **Des chalets ontariens en territoire québécois**

Au chapitre du tourisme c'est surtout du côté des chalets et résidences secondaires qu'il faut porter l'attention. Ainsi, l'Abitibi-Ouest possède sur des municipalités telles que Duparquet ou Rapide-Danseur ou encore sur ses territoires non-organisés de nombreux chalets appartenants à des résidents ontariens (estimations d'environ 400 chalets, soit 50% de la totalité). Mêmes observations pour les MRC Témiscamingue, Pontiac, Papineau et dans une moindre mesure Témiscouata et Avignon. Dans le cas de la MRC Papineau le nombre de résidences secondaires totales est d'environ 5 000; quand on sait que la MRC ne compte qu'approximativement 9 000 ménages, on en déduit aisément que le nombre de résidences secondaires ontariennes peut être considérable. En revanche, aucune information n'a pu être obtenue en ce qui regarde les flux de tourisme symétriques Québec -> Ontario.

### 3.2.7 *Les ententes particulières*

#### **Des schémas d'aménagement souverains**

On a pu observer, pour quelques MRC, des problèmes particuliers de dépendance réciproque. Le cas de la MRC Témiscamingue et de son lac est connu, il s'agit du projet important de désenclavement de ce lac pour le rendre plus accessible aux bateaux de plaisance directement par voie d'eau. Le schéma d'aménagement de la MRC tient compte de cette problématique de concert avec les municipalités ontariennes voisines. Le cas de l'exploitation de certaines rivières à saumon nécessite aussi parfois des ententes particulières entre les municipalités interprovinciales.

Il convient cependant de noter que les MRC ont été en mesure d'établir et de suivre leur schéma d'aménagement indépendamment de contraintes spécifiques que la configuration des lieux ou encore l'histoire auraient pu imposer.

### 3.3 *Une synthèse des liens de dépendance effectifs*

À l'issue de cet inventaire relativement exhaustif<sup>19</sup> on est en mesure d'évaluer les lieux principaux et les cas de dépendance majeure au niveau de chacune des régions concernées.

---

19. On renvoie le lecteur à l'annexe B qui relate avec plus de détails la synthèse des entrevues effectuées pour chacune des MRC.

### *3.3.1 Les cas de dépendances marginales*

Il s'agit des MRC pour lesquelles la frontière avec la province voisine n'a pas de véritable signification socio-économique en raison de l'éloignement ou de l'absence de réseau de communications.

Toujours dans le sens Nord-Ouest -> Sud -> Nord-Est, il s'agit des MRC suivantes:

- 1- MRC Rimouski-Neigette
- 2- MRC La Mitis
- 3- MRC Caniapiscau
- 4- MRC Sept-Rivières

On y signale quelques possibilités d'échange au niveau des travailleurs forestiers ou encore le partage d'une rivière à saumon. Aucun lien digne de mention n'est à signaler dans ces cas-là.

### *3.3.2 Les cas de dépendances moyennes*

On retrouve dans cette catégorie la plus grande partie des MRC concernées par cette étude. Il peut s'agir de MRC dont les liens majeurs sont naturellement tournés vers des grands centres québécois ou encore de MRC dont l'éloignement de leur frontière avec la province voisine rend difficile toute dépendance intensive.

Les MRC concernées sont dans l'ordre retenu:

- 1- MRC Abitibi-Ouest
- 2- MRC Rouyn-Noranda
- 3- MRC Pontiac
- 4- MRC Papineau
- 5- MRC Argenteuil
- 6- MRC Vaudreuil-Soulanges
- 7- MRC Le-Haut-Saint-Laurent
- 8- MRC Îles-de-la-Madeleine
- 9- MRC Minganie
- 10- Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent

Il s'agit dans la plupart des cas de liens de dépendance ayant trait aux services publics et avec une certaine mesure aux échanges commerciaux (magasinage). Deux cas particuliers sont à signaler, la MRC Îles-de-la-Madeleine et la Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent

Les Îles-de-la-Madeleine étaient par le passé, et surtout d'un point de vue historique de par son ancienne appartenance à l'Évêché de Charlottetown, reliées de façon dépendante à

l'Île-du-Prince-Édouard. Depuis bientôt deux décennies cependant, et pour toutes sortes de raisons<sup>20</sup>, les Îles se sont progressivement tournées vers leur Province d'appartenance et n'entretiennent plus que quelques liens avec la province voisine (tourisme et coopérative d'alimentation)

Le cas de la Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent située hors MRC est très spécifique puisqu'il s'agit d'une quinzaine de localités regroupant environ 6 000 personnes, anglophones unilingues à 85 % et reliées aux centres québécois seulement par bateau caboteur. Cette municipalité est fortement orientée vers Terre-Neuve distante à 2 heures par bateau-passeur à partir de Lourdes-de-Blanc-Sablon<sup>21</sup>.

### 3.3.3 *Les cas de dépendances majeures*

Trois MRC sont fortement dépendantes des provinces voisines et ce pour des raisons historiques combinées de proximité d'opportunités et d'éloignement des grands centres québécois. Ce sont dans l'ordre géographique retenu:

- 1- MRC Témiscamingue
- 2- MRC Témiscouata
- 3- MRC Avignon

Ces trois MRC vivent à bien des égards en étroite dépendance avec la province voisine. L'Ontario ou le Nouveau-Brunswick sont omniprésents au niveau des échanges commerciaux, industriels et de services.

Dans ce sens, un élément révélateur s'impose: ces trois MRC sont celles qui ont le plus d'informations objectives ou informelles à donner et ce sont elles qui ont répondu avec le plus d'empressement et de précision aux entrevues sollicitées. De toute évidence, la proximité immédiate de la province voisine fait partie d'une problématique quotidienne.

## 4. *Éléments d'un scénario probable*

L'analyse économique n'a jamais permis et ne permettra probablement jamais de deviner le futur, même proche. Au mieux, l'économiste est capable d'annoncer un horizon probable assorti d'une marge de précision et d'un risque d'erreur donnés si la clause «Ceteri paribus» est observée. Or c'est précisément cette clause qui est ici remise en considération puisqu'il s'agit d'envisager un nouveau statut politique et constitutionnel pour

---

20. Voir détails dans annexe B.

21. Sur ce point on peut consulter des articles de presse tel que celui paru dans le quotidien *Le Soleil* du 6/11/1991.

le Québec. On ne peut malheureusement que supputer quelques éléments économiques généraux de ce que serait vraisemblablement ce nouveau statut. Trop d'inconnues sont encore présentes et de nombreuses indéterminations n'ont toujours pas été levées.

Dans cet esprit et par souci de réalisme, on énonce un élément additionnel au cadre de travail:

**Compte tenu du contexte actuel et des nombreux impondérables liés aux composantes politiques qui gouvernent la réflexion sur le futur statut du Québec et qui continueront a posteriori de présider le climat dans lequel s'effectueront les futures relations économiques Québec-Canada, nous prétendons qu'il n'existe pas ici de scénario économique véritablement articulé qui soit «annonçable» et muni d'une forte probabilité d'apparition.**

Cela ne signifie nullement que les économistes doivent jeter l'éponge et s'en remettre à leur bonne étoile. Cela signifie seulement que tout diagnostic et régime curatif proposés doivent être assortis de nuances importantes et des circonspections qu'impose l'honnêteté intellectuelle.

Dans le cas qui nous préoccupe, on se contentera donc à la lumière de l'inventaire dressé des dépendances «MRC limitrophes -> provinces voisines» et compte tenu de l'hypothèse de travail retenue<sup>22</sup> de présenter un scénario d'ensemble dont la probabilité d'apparition, inévaluable, est nécessairement liée à un corpus d'hypothèses que nous jugeons réaliste mais qui cependant demeure restrictif vis-à-vis des futurs possibles.

#### *4.1 Les tendances lourdes, quatre hypothèses additionnelles de travail*

Différentes hypothèses concernant l'avenir des échanges interprovinciaux ont déjà été émises dans le cadre d'études sur la problématique de l'avenir politique et constitutionnel du Québec<sup>23</sup>.

---

22. Énoncée en Page 11.

23. Les études pertinentes et les plus récentes sont consignées dans les documents publiés par la Commission sur l'Avenir Politique et Constitutionnel du Québec (1991).

Trois hypothèses sont retenues ici :

**4.1.1 Hypothèse 1 : Les changements technologiques provoquent et accélèrent la mutation des espaces économiques**

Il s'agit d'une hypothèse communément admise au niveau québécois, canadien et international, les travaux de P.P. Proulx<sup>24</sup>, ceux du GREPME<sup>25</sup> ou encore de B. Vermot-Desroches<sup>26</sup> convergent à partir de différentes problématiques vers cet énoncé.

En termes simples, cette hypothèse traduit le fait que les progrès technologiques contribuent à changer certaines «recettes» de production et que pour un produit donné les intrants utilisés à sa fabrication verront leurs lieux d'origine changer ou tout simplement se diversifier. Le secteur de l'électro-ménager est classique : les différentes composantes électriques et électroniques se sont multipliées mais sont devenues du même coup beaucoup plus «transportables». Dans le cas des États-Unis, il s'en est suivi une diversification accompagnées d'une décentralisation remarquable de ces différents intrants.

**4.1.2 Hypothèse 2 : La proximité géographique ne constitue plus nécessairement un préalable à l'échange et à la dépendance économique**

Les chiffres présentés plus haut à propos de l'évolution du commerce Québec - reste du Canada établissent clairement un déclin de l'importance de l'Ontario. En revanche les provinces de l'Atlantique semblent se rapprocher tendanciellement du Québec.

Ces résultats permettent donc de nuancer la portée de cette hypothèse. Certes le déclin relatif de l'importance des secteurs primaires — exigeants en inputs transports — intervenants dans les échanges Québec - Canada contribue à ouvrir au Québec de nouvelles portes pour ses nouveaux produits; cependant il faut tenir compte que cette évolution lente et progressive ne remet pas nécessairement en considération tous les centres d'échanges habituels.

---

24. Cf par exemple P.P. PROULX, op.cit. p.55 et suivantes.

25. Cf les nombreux documents techniques publiés par le GREPME (Université du Québec à Trois-Rivières) sur les impacts divers engendrés par les changements technologiques.

26. Cf B. VERMOT-DESROCHES, «L'impact des changements technologiques sur la redistribution des cartes scolaires, l'exemple de deux pays africains» in *Prévision de la clientèle universitaire pour les institutions Rwandaises et Tchadiennes*, UQTR et UNESCO, Oct. 1991.

#### *4.1.3 Hypothèse 3 : Les liens économiques historiques et naturels Nord-Sud ont une propension à s'accroître*

C'est un lieu commun de rappeler que le développement Est-Ouest a été d'un point de vue historique provoqué par les gouvernements canadiens qui se sont succédés depuis 1867, la National Policy et l'histoire du Grand-Tronc ne sont que deux exemples parmi d'autres<sup>27</sup>. Les chiffres mis en évidence dans la récente étude de Proulx et Cauchy (1991) confirment cet état de fait. Le récent accord de libre échange entre le Canada et les États-Unis ne peut dans un avenir rapproché que renforcer cette tendance naturelle.

Pour ce propos et à titre d'exemple, la MRC Le-Haut-Saint-Laurent conçoit sa dépendance et ses liens de proximité d'abord et avant tout avec l'État de New-York et non avec la ville de Cornwall (Ontario) qui lui est pourtant contiguë.

#### *4.1.4 Hypothèse 4 : Les spécificités régionales de certaines MRC limitrophes imposent des liens de dépendances «inaltérables»*

Au cours des nombreuses entrevues effectuées, il est remarquable à quel point certaines MRC accueillent avec scepticisme l'objet même de cette étude. Il s'agit naturellement et principalement des trois MRC classées plus haut comme «cas de dépendances majeures» (cf. 3.3.3). Les différentes personnes impliquées dans le développement de ces régions ne peuvent concevoir qu'un changement de statut pour la province de Québec puisse perturber les marchés et interrelations déjà en place. En d'autres termes on nous a souvent sorti ce vieux leitmotiv : «Oui à une certaine souveraineté (qui reste à définir) mais non à l'abandon des associations implantées de longue date».

Dans ce sens, plusieurs gens d'affaires du Témiscamingue ou du Témiscouata nous ont fait savoir «leur» économie au dessus de «ces querelles intellectuelles stériles» (dixit).

Au delà de cette perception quelque peu exacerbée par le sempiternel discours politique, il semble raisonnable cependant de tenir compte du fait qu'il y a des régions dont la socio-économie est fortement imbriquée dans celle de la province voisine et que tout changement imposé pourrait avoir des conséquences d'ensemble néfastes.

### *4.2 Le type de souveraineté envisagée*

Conformément au mandat de cette étude nous supposons ici un Québec qui accédera prochainement à une souveraineté assortie d'une association restreinte avec le reste du Canada, et ce dans le cadre des hypothèses qui viennent d'être énoncées. Il s'agit donc

---

27. On peut consulter à cet effet une étude effectuée par l'auteur pour le compte de l'Association des Études Canadiennes: B. VERMOT-DESROCHES, *L'importance historique du régionalisme au Canada* UQTR et Association des Études Canadiennes, 1988.

d'une supposition économiquement pessimiste, mais assortie de balises réalistes. On s'impose de rester dans ce cadre suffisamment général afin d'éviter d'avoir à envisager tous les cas de figures possibles qui rendraient rapidement l'analyse confuse.

Notons enfin et a contrario que si l'association actuelle devait être maintenue, nous anticiperions alors que les statu quo interrégionaux-interprovinciaux établis à ce jour se maintiendraient ou au mieux se renforceraient. Mais dans pareil cas ils évolueraient indépendamment du statut du Québec.

### *4.3 Les conséquences envisageables, le certain et le probable*

De l'inventaire dressé tant quantitatif que qualitatif, et compte tenu du type de souveraineté envisagé, il ressort un certain nombre d'évidences advenant un changement notoire du statut du Québec, et ceci quel que soit ce changement. Il s'agit du «certain» ou, à tout le moins, du «très probable». D'autres conséquences demeurent envisageables mais dépendent des différentes modalités d'application du changement de statut: s'agira-t-il d'une souveraineté totale et inconditionnelle accompagnée d'un protectionnisme renforcé ou plus simplement d'une souveraineté-association à la 1980 accompagnée d'un exercice de représailles temporaires de la part du reste du Canada?

Dans cet esprit il faut aussi tenir compte que de part et d'autre les réactions possibles se feront probablement à deux niveaux :

- a) Il y aura d'abord des réactions immédiates, celles qui incluent les représailles et les paniques inconsidérées mais tout à fait localisées.
- b) Il y aura ensuite les réactions durables qui prendront forme et s'établiront sur une période plus longue.

#### *4.3.1 Le certain*

Les éléments certains sont ceux qui font partie des acquis d'un statu quo désiré. On y retrouve notamment:

##### **Des relations privilégiées de bon voisinage bien ancrées**

À aucun moment les différents interlocuteurs ne nous ont fait sentir qu'ils nourrissaient des attentes particulières à l'égard d'un changement éventuel du statut du Québec. Certaines relations socio-économiques sont depuis longtemps établies à la micro-échelle régionale ou locale et les gens semblent unanimes pour dire que ces relations ne pourraient être interrompues que par l'édification d'une «Muraille de Chine», et encore!

Il ressort très nettement que les responsables économiques, et probablement une grande partie de la population, placent le débat politique et constitutionnel actuel en marge de leurs intérêts socio-économiques. Dans bien des cas une vie de région est créée et celle-ci se place délibérément dans l'esprit des gens au dessus de toute autre mêlée.

Un cas flagrant est celui qui unit la sous-région de Ville-Marie (MRC Témiscamingue) et la ville de New Liskeard. Un autre cas encore plus évident concerne les liens importants qui unissent Lachute (MRC Argenteuil) et Hawkesbury francophone à plus de 85 %.

#### **Des relations commerciales maintenues à moyen et long terme**

Il semble également admis que quel que soit l'avenir politique et constitutionnel du Québec les échanges commerciaux seront maintenus en l'état toute chose égale par ailleurs. En d'autres termes, on estime qu'un contrôle douanier ne peut pas être plus pénalisant que le contrôle actuel qui existe entre le Canada et les États-Unis — concurrence oblige — et que tout contrôle excessif imposé sous l'impulsion du court terme imposerait une spirale de représailles protectionnistes qui irait à l'encontre des intérêts communs et à l'encontre des relations privilégiées établies de longue date.

Cela ne signifie nullement qu'il faille accepter notre dépendance commerciale actuelle comme une fatalité permanente, les études évoquées plus haut pour le Témiscouata cherchent d'ailleurs à démontrer que pour une bonne partie, ces fuites commerciales sont récupérables et qu'il demeure un potentiel tout à fait exploitable dans la MRC.

En revanche, il est clair que ces marchés locaux ne seront jamais anéantis à partir de barrières douanières régulières. Au contraire, l'expérience<sup>28</sup> montre qu'en plus des frustrations que cela apporte au niveau des populations concernées vis-à-vis du gouvernement central, se développent toutes sortes d'économies informelles, «de combines», légales ou illégales qui relèvent plus de la contrebande que d'une économie normale.

#### **4.3.2 *Le probable***

D'autres conséquences pouvant aller dans le sens du changement dépendent au premier chef du type de renouveau que l'on voudra bien donner au statut du Québec.

---

28. Les études effectuées sur les régions frontalières des Jura Suisse et Français sont très révélatrices. Des conclusions analogues ont été également tirées à partir de données sur l'économie régionale des deux Irlande.

**Une absence d'association ne peut-être que de courte durée**

L'observation minutieuse des différents liens socio-économiques existant entre le Québec et ses deux principales voisines que sont l'Ontario et le Nouveau-Brunswick révèle de façon évidente que les flux de biens et services circulent de façon très majoritaire dans le sens Ontario/Nouveau-Brunswick -> Québec.

Nous occupons donc à cet égard la position favorable de client.

Et dans le cas qui nous préoccupe, la rupture de cette relation client-fournisseur pénalise nécessairement et au premier chef le fournisseur. En effet le client en demeurant dans sa région provoquera la prolifération de nouveaux investissements commerciaux et ceci à l'avantage du développement de nos régions limitrophes tandis que le fournisseur perd un potentiel de marché incalculable. Mêmes observations pour ce qui est des services publics.

De ce même point de vue il faut aussi garder à l'esprit les investissements considérables en matière touristique que bon nombre d'Ontariens ont faits au Québec en établissant sur nos MRC limitrophes leur résidence secondaire. Il s'agit de plusieurs centaines de millions qui lient l'Ontario au Québec et ce pratiquement dans un sens unique.

Ces considérations amènent donc à la conclusion assez solide que pour ces régions limitrophes, l'Ontario se pénaliserait de vouloir maintenir sur le long terme une absence d'association. Tôt ou tard des ententes particulières auraient à être négociées.

**Il est incertain que les flux de main-d'oeuvre puissent être maintenus**

Une absence d'association permet le développement d'une législation particulière qui peut-être de nature à pénaliser les travailleurs étrangers. Il est bien connu que ce sont les emplois et les mains-d'oeuvre nationales que les gouvernements favorisent en premier lieu. La Suisse, le Canada et les États-Unis ont des politiques d'émigration très éloquentes à cet égard.

En revanche, il ne faudrait pas exagérer la portée de ce phénomène puisque les flux actuels ne concernent de façon significative que les secteurs forestier et minier et dans une mesure moindre et très localisée le secteur de la santé.

**Il est incertain que les flux industriels puissent être maintenus**

Les flux industriels concernant les régions limitrophes sont de deux ordres. Il y a ceux qui existent entre les autres régions des provinces concernées et qui ne font que transiter par les régions limitrophes. Ces flux n'ont généralement pas de retombées pour ces régions. Mais il y a aussi les flux dont la zone d'origine ou celle de destination est précisément une région limitrophe. Dans un cas de non-association il est fort probable que

le protectionnisme ontarien vis-à-vis de ses forêts s'accroît et que les papetières de l'Abitibi aient à rechercher de nouveaux domaines d'exploitation. Mais là encore notre position de client peut contrebalancer ces effets pervers.

#### *4.4 Les cas particuliers à considérer en priorité*

L'inventaire des liens de dépendance entre le Québec et ses régions voisines révèle un certain nombre de points chauds qui seraient concernés en priorité advenant une accession à la souveraineté sans association. Par ordre d'importance et tous critères confondus, ils peuvent se classer ainsi :

- 1) MRC Témiscouata (25 000 hbts) : Des liens qui semblent omniprésents dans les secteurs commerciaux, industriels, de main-d'oeuvre et d'une façon moindre des services.
- 2) MRC Témiscamingue (17 000 hbts): idem à 1) avec en plus les investissements ontariens en termes de résidences secondaires.
- 3) MRC Avignon (14 000 hbts): idem à 1).
- 4) MRC Abitibi-Ouest  
MRC Pontiac  
MRC Argenteuil

On y observe également des liens socio-économiques déjà décrits et qui sont de nature à être perturbés par une non-association.

#### *4.5 Les solutions à envisager*

On ne s'intéresse ici qu'aux solutions devant remédier aux difficultés socio-économiques induites à court terme. Le long terme semble moins pertinent pour deux raisons:

- Tout d'abord parce qu'il est peu probable, selon le scénario présenté, qu'une absence d'association soit de longue durée (cf. 4.3.2).
- Ensuite parce que si cette absence d'association devait durer, les régions se tourneraient alors vers leur province d'attache pour réorienter leur développement en profitant de certains des bienfaits du protectionnisme local, récupération des fuites, réinvestissement dans le commercial local, etc., les solutions à long terme devenant alors celles qui appartiennent à la batterie des remèdes administrés aux régions défavorisées si tel devait être leur devenir.

Les seules solutions à envisager sont donc celles qui devraient venir suppléer aux interruptions partielles (et parfois momentanées) dans les relations MRC - province voisine.

Ces solutions devraient opérer à partir de deux niveaux distincts:

. Au niveau micro-régional : il s'agirait de favoriser l'adaptation au changement en aidant les localités touchées à retrouver leur équilibre socio-économique. Concrètement il conviendrait alors de fournir ou de renforcer les services publics perdus, surtout en ce qui regarde la santé et les services sociaux; il conviendrait également de favoriser l'entrepreneuriat local au moyen des techniques habituelles, dégrèvement fiscaux, subventions au démarrage, réorientation professionnelle, etc.

. Au niveau national : il serait du devoir du gouvernement d'un nouveau Québec souverain de s'occuper en priorité des régions les plus directement concernées par un tel changement. Dans ce sens, et surtout si l'association tarde à venir, on devra naturellement s'attendre à une redistribution importante de nos rapports de dépendance vis-à-vis de l'extérieur et partant à une reconfiguration au moins partielle de nos économies régionales.

Les régions limitrophes alors devenues régions frontalières deviendront par la force des choses encore plus périphériques et devront être prises en considération de façon prioritaire. Cela devrait se traduire en un usage judicieux des programmes d'aide au développement régional (et non en une mise sous tutelle).

Toutes ces solutions sont celles que l'on met généralement de l'avant pour les régions défavorisées. Elles reviennent à un encouragement et à une sollicitation de la «base» locale favorisés par une aide plus directe du pouvoir central.

## **5. Conclusions**

À l'issue de cette étude et compte tenu de l'information disponible et du type d'investigation qui a dû être mené, les conclusions principales et les recommandations qui s'imposent sont les suivantes :

### **5.1 Rappel des conclusions principales**

Si l'on voulait réduire à leur plus simple expression les résultats de cette étude, on pourrait dire de façon lapidaire :

**Les régions limitrophes veulent conserver la libre-circulation des personnes, des biens et des services c'est-à-dire l'accès aux marchés voisins, mais en général, elles n'en dépendent pas d'une façon vitale.**

**Une analyse quantitative d'impact global est dans le contexte actuel irréalisable**

Le lecteur sera sans doute déçu de ne pas voir en conclusion de ce travail un chiffre précis quantifiant les retombées de l'accession du Québec à la souveraineté au niveau des régions limitrophes.

Une telle étude demeure réalisable à l'intérieur de certaines limites; il conviendrait cependant de préciser le cadre du mandat et plus spécifiquement de définir les règles de jeu de l'association ou surtout de la non-association qui serait conséquente.

Une extrapolation grossière effectuée sur la base des quelques études actuellement disponibles et prenant en considération les seuls liens d'échanges de biens et services et de main-d'oeuvre qui pourraient être perturbés conduit rapidement à une évaluation globale qui dépasse le milliard de dollars.

**Les responsables politiques et administratifs de ces régions limitrophes ainsi que les agents économiques principaux considèrent la problématique de l'accession du Québec à la souveraineté avec le plus grand sérieux, mais cependant dénué de toute inquiétude et de sentiment de panique.**

Il est très important, à notre avis, de donner beaucoup de considération aux divers avis émis par l'ensemble des personnes interrogées. Certes l'information livrée à un économiste qui travaille pour le compte d'une Commission Parlementaire peut être entachée de subjectivisme voire d'opportunisme; il s'en dégage cependant un certain nombre de tendances qui semblent s'imposer sans équivoque.

Entre autres choses, les personnes interrogées réitèrent clairement les désavantages relatifs que leur impose leur situation périphérique ainsi que du peu d'attention que leur porte les pouvoirs publics. Dans ce sens elle considèrent les retombées éventuelles d'une souveraineté avec un brin de scepticisme et parfois beaucoup de désinvolture.

Ces personnes ont participé aux entrevues avec empressement et le plus souvent munies d'une documentation riche et adéquate; à quelques exceptions près elles ne manifestent pas d'inquiétude sur les futurs envisageables. Là encore il peut y avoir une part de désinvolture, mais au-delà de ce réflexe compréhensif, on sent nettement une volonté évidente tournée vers la recherche d'un auto-développement. Si ce développement peut continuer à se promouvoir de concert avec la province voisine alors tant mieux.

**Ces responsables souhaitent sans aucune ambiguïté le maintien de la libre circulation des personnes, des biens et services et des capitaux dans le périmètre limitrophe de leur région.**

Plus qu'une tendance, il s'agit là d'une volonté clairement exprimée et sans équivoque possible. Plusieurs personnes se sont déclarées souverainistes, voire indépendantistes de

la première heure et au premier degré<sup>29</sup> mais chacune d'elle souhaite que sa région puisse continuer à commercer et échanger avec sa voisine. Confronté à ce paradoxe apparent, les personnes réagissent en arguant au sujet de la continuité naturelle de certaines régions.

Il s'agit bien sûr des régions enclavées et/ou éloignées des grands centres du Québec. La plupart des MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, du Bas-Saint-Laurent ainsi que celle d'Argenteuil sont intervenues dans ce sens. Ce serait comme si la véritable frontière n'était pas à sa place...

. **L'accession du Québec à la souveraineté dans un contexte de non-association n'aurait de retombées socio-économiques significatives que dans un nombre restreint de régions.**

De cette étude ressortent clairement les grandes disparités régionales qui caractérisent les régions limitrophes par rapport aux régions centrales, mais également les disparités importantes qui sont observables à l'intérieur même de ce groupe constitué de 17 MRC. C'est ainsi que les trois points chauds les plus clairement identifiés sont les MRC de Témiscouata, Témiscamingue et Avignon, et ceci compte tenu de leurs poids économiques et de l'importance de leurs populations.

. **À court terme, ces régions limitrophes les plus impliquées subiraient de façon certaine des pénalisations socio-économiques dérangeantes mais non déstabilisantes.**

Une pénalisation socio-économique se mesure toujours par rapport à une situation régionale d'ensemble et de base. Ainsi le rappel de quelques travailleurs forestiers serait catastrophique pour les familles impliquées mais ne pourrait pas être de nature à déstabiliser la région concernée.

Dans ce sens, il n'a pas été observé de situation, même sous-régionale (municipale) où l'on serait en présence d'une dépendance cruciale et tout à fait incontournable vis-à-vis de la province voisine. Il y aurait certes dans le pire des cas des solutions temporaires et immédiates à mettre en place notamment au niveau des services.

. **À moyen et long termes, ces régions limitrophes les plus impliquées seraient moins pénalisées que leurs contre-parties de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.**

La relation de client que les régions québécoises limitrophes entretiennent avec leur province voisine accompagnée des investissements importants en termes de résidences secondaires ontariennes sur les MRC correspondantes est de nature à pénaliser plus

---

29. Il s'agit naturellement de déclarations fortuites et volontaires puisque ce type de question plus personnelle n'était nullement abordé au cours de l'entrevue.

sévèrement ces provinces voisines advenant un «refroidissement» de longue durée au niveau des échanges établis.

**Un certain nombre de cas particuliers seraient à prendre immédiatement en considération si l'on veut éviter certaines tensions sociales.**

Ces cas particuliers «plus aigus» concernent les trois MRC Témiscouata, Témiscamingue et Avignon. Il s'agit des avantages actuellement retirés des pratiques de magasinage et de l'usage de certains services publics dans les municipalités d'Edmundston, de Campbellton ou de New Liskeard.

## *5.2 Trois recommandations principales*

**1. En tout état de cause la spirale-représailles qu'engendrerait une non-association ne devrait être ni initiée ni suivie par le gouvernement du Québec.**

Il ne fait aucun doute qu'à de très rares exceptions près les responsables sont conscients des bienfaits que le maintien d'un marché libre et ouvert peut apporter à leurs régions. Advenant une politique macro-économique plus protectionniste ou davantage orientée vers le marché américain, elle devrait être assortie de dispositions particulières visant à supporter l'intégrité socio-économique de ces régions.

**2. Un certain nombre de cas particuliers doivent d'ores et déjà être pris en considération si l'on veut éviter certaines tensions sociales.**

On fait références ici aux trois MRC dont il vient d'être fait mention.

**3. Une étude d'impact devrait être menée en profondeur au niveau des MRC Avignon, Témiscouata et Témiscamingue.**

Il s'agit des trois régions visiblement les plus concernées par cette problématique et pour lesquelles une quantité suffisante et pertinente d'information est disponible.

## **Bibliographie**

Cette bibliographie contient tous les documents cités dans le texte principal ou en annexes y compris les sources statistiques. La documentation plus éparpillée telle que les découpages de journaux ou encore les «notes internes» des organismes n'est pas reprise ici.

Bélanger, M. et J. Campeau, *L'avenir politique et constitutionnel du Québec, Rapport de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec*, Québec, mars 1991.

Bureau de la Statistique du Québec, *Statistiques Régionales, Région administrative de la Chaudière-Appalaches, Principales caractéristiques de la population des MRC et de certaines municipalités*, Québec, 1990.

Bureau de la Statistique du Québec, *Statistiques Régionales, Région administrative du Bas-Saint-Laurent, Principales caractéristiques de la population des MRC et de certaines municipalités*, Québec, 1990.

Bureau de la Statistique du Québec, *Statistiques Régionales, Région administrative de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Principales caractéristiques de la population des MRC et de certaines municipalités*, Québec, 1990.

Bureau de la Statistique du Québec, *Statistiques Économiques, Destination des expéditions des produits fabriqués par les manufacturiers exportateurs du Québec*, Québec, 1987.

Bureau de la Statistique du Québec, *Statistiques Régionales, le Québec et ses régions, Principales caractéristiques de la population des MRC et de certaines municipalités*, Québec, 1990.

Bureau de la Statistique du Québec, *Statistiques Régionales, Région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue, Principales caractéristiques de la population des MRC et de certaines municipalités*, Québec, 1990.

Bureau de la Statistique du Québec, *Commerce international du Québec*, Québec, 1991.

Bureau de la Statistique du Québec, *Portrait statistique régional, Région de l'Abitibi-Témiscamingue et municipalités régionales de comté*, Québec, 1987.

Bureau de la Statistique du Québec, *Commerce International du Québec*, Éditions de 1984-1988.

Bureau de la Statistique du Québec, *Portrait statistique régional, Région du Bas-saint-Laurent-Gaspésie et municipalités régionales de comté*, Québec, 1987.

Bureau de la Statistique du Québec, *Statistiques de PME manufacturières au Québec*, Québec, 1991.

Bureau de la Statistique du Québec, *Statistiques Économiques, Destination des expéditions des produits fabriqués par les manufacturiers exportateurs du Québec*, Québec, 1984.

Bureau de la Statistique du Québec, *Statistiques Régionales, Région administrative de la Côte Nord, Principales caractéristiques de la population des MRC et de certaines municipalités*, Québec, 1990.

C.L.S.C. Malauze, *Avignon, un tiers-Monde à l'âge d'or*, mars 1984.

Hussy, Ch. (1990) *Limites et régions : études des phénomènes transrégionaux*. Cahier Géographiques No 3, Département de Géographie de l'Université de Genève.

Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, *Éléments d'analyse économique pertinents à la révision du statut politique et constitutionnel du Québec*, document de travail, numéro 1, 1991.

Deshaies, Laurent, *Les villes minières au Québec*, Thèse, 1979, disponible auprès de l'auteur à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Équipe «Rues principales», *Rapport étude de marché*, avril, mai 1990, projet Défi 89.

Gagnon A.-G. et D. Latouche, *Allaire, Bélanger, Campeau et les autres*, Québec/Amérique, Montréal, 1991.

Jeanneret, Ph. (1985) *Régions et frontières internationales. L'exemple de la frontière franco-Suisse de Genève à Bâle*. Neuchâtel : EDES (Thèse effectuée à l'institut de recherches économiques et régionales, dirigé par Denis Maillat).

Kim J.-H. (1990) *Die Auswirkungen der Grenzziehung auf die Grenzgebiete — ein Vergleich zwischen Südkorea und der Bundesrepublik Deutschland*. Materialien zum Raumordnung, Vol XXXIX, Geogr. Institut d. Ruhr-Universität, Bochum (Thèse d'un chercheur coréen, mais limitée aux zones non communistes).

*L'État du Monde 1992, Annuaire économique et géopolitique mondial*, Édition la découverte/Éditions du Boréal, Montréal, 1991.

Les schémas d'aménagement des M.R.C concernées

Lévesque, Maryse et Nathalie Picard: *Le magasinage à l'extérieur de la région du Témiscouata*, étude réalisée pour C.A.D.R.E., Août 1989, 66 p. (annexes)

Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, *Le secteur Manufacturier et le Commerce au Québec en 1990*, Québec, 1990.

Office de Planification et de Développement du Québec, *Profil statistique des régions du Québec*. Collection Dossiers de développement régional, Québec, janvier 1991.

Proulx, Pierre-Paul et Guilain Cauchy, «Un examen des échanges commerciaux du Québec avec les autres provinces canadiennes, les États-Unis et le reste du Monde». In : *Éléments d'analyse économique pertinents à la révision du statut politique et constitutionnel du Québec*, chap.3, Document de travail no 1, Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Proulx, Pierre-Paul, *La globalisation des marchés et l'évolution de l'espace économique du Québec. Examen de ses exportations et importations interprovinciales et internationales*. Texte présenté au colloque 1991 de l'ASRDLF «Nouvelles activités nouveaux espaces», 3 septembre 1991, Montréal.

Tremblay, D.-G. et V. Van Schendel, *Économie du Québec et de ses régions*, Télé-université, Édition Saint-Martin, Montréal, 1991.

Vermot-Desroches, Bernard, «L'impact des changements technologiques sur la redistribution des cartes scolaires, l'exemple de deux pays africains» in *Prévision de la clientèle universitaire pour les institutions Rwandaises et Tchadiennes*, UQTR et UNESCO, Oct. 1991.

Vermot-Desroches, Bernard, *L'importance historique du régionalisme au Canada*, UQTR et Association des Études Canadiennes, 1988.

Walter Leimgruber (1991) in *The geography of border landscapes*, London : Routledge, Proceeding d'un symposium tenu à Perth en 1988.

Yuill, R.S. *A simulation study of barriers effect in spatial diffusion problems*, Evanston, Ill., Department of Geography, Northwestern University, Research Report 5, 1966.



## **Annexe A**

### ***Répartition des destinations des expéditions des produits manufacturiers du Québec (1987)***

#### ***Présentation***

Cette annexe présente sous différentes formes quelles sont les destinations des expéditions des entreprises manufacturières du Québec.

L'information est tirée principalement des données du Bureau de la Statistique du Québec (BSQ) les plus récentes à notre disposition.

Il s'agit en fait de données fondées sur l'enquête de Statistique Canada puis consolidées et désagrégées sur la base de l'information recensée par le Bureau de la Statistique du Québec (Références exactes en bibliographie du texte principal).

Cette information est donnée par région administrative et non par MRC concernée. Le lecteur devra donc interpréter ces tableaux avec prudence. Ainsi, par exemple, la région Laurentides (15) n'est impliquée dans cette étude que pour la seule MRC Argenteuil.

Cette information est traitée et présentée sous forme de classements des régions administratives selon la destination considérée (Tableaux A-3 à A-8).

À chaque fois qu'une région administrative contient au moins l'une des 16 MRC concernées, celle-ci est assortie d'une croix X.

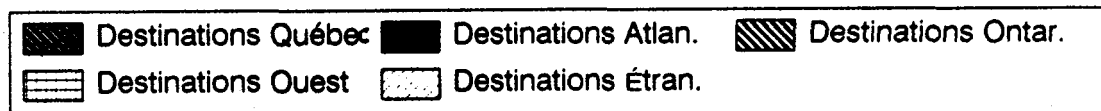
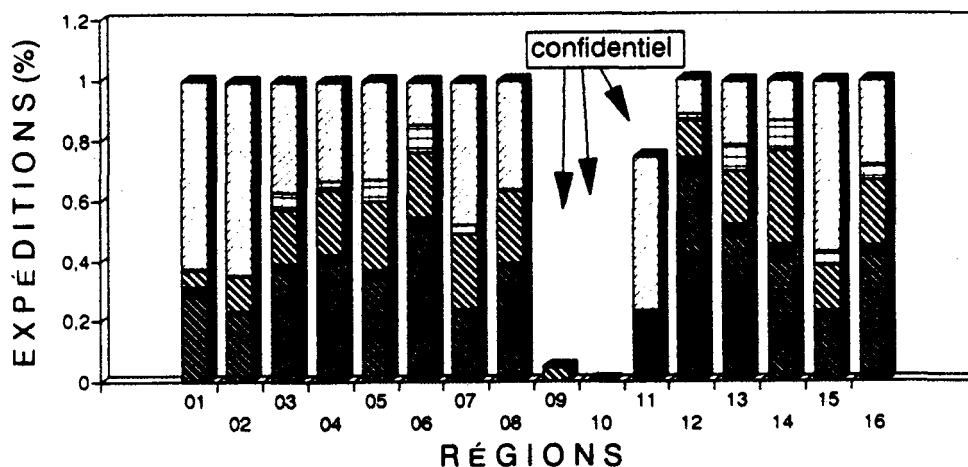


Tableau A-1

## DESTINATIONS DES EXPÉDITIONS

Manufacturiers exportateurs, Québec 1987

Source: BSQ, Statistiques des PME manufacturières au Québec, données 1987  
(édit. 1991)



#	RÉGION	#	RÉGION
1	Bas-St-Laurent	9	Côte-Nord
2	Saguenay-Lac-St-Jean	10	Nord-du-Québec
3	Québec	11	Gaspésie Îles-de-la-Mad.
4	Mauricie-Bois-Francis	12	Chaudière-Appalaches
5	Estrie	13	Laval
6	Montréal	14	Lanaudière
7	Outaouais	15	Laurentide
8	Abitibi-Témiscamingue	16	Montréal



Tableau A-2

**TABLEAU A-2:** Destinations des expéditions, secteurs manufacturiers exportateurs, Québec 1987.  
Tableaux de base à partir desquels sont effectués les rangements subséquents (pages suivantes).  
**LES 16 RÉGIONS DU QUÉBEC: EXPÉDITIONS DES MANUFACTURIERS EXPORTATEURS. ANNÉE 1987, SOURCE BSQ 1991 (CALCULS DE L'AUTEUR)**

MILLIONS DE \$CDN	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16
<b>DESTINATIONS</b>																
<b>TOTAL</b>	1030	2728	1866	3677	1538	19216	1130	722	929	326	338	2897	688	912	2286	9685
CANADA	380	980	1183	2808	1031	16416	583	459	C	C	165	2559	543	788	980	7178
QUEBEC	290	625	673	1531	517	9842	252	275	C	C	82	1982	328	358	467	4163
PROV ATLANT	36	19	57	107	53	857	17	6	C	1	C	180	30	56	68	312
ONTARIO	56	325	342	844	348	4127	286	175	43	C	C	351	123	284	346	2147
QUEST	8	11	111	126	113	1790	38	3	0,3	0,45	C	66	62	90	109	556
ÉTRANGER	640	1748	683	1269	507	2800	537	263	C	C	173	338	145	124	1286	2787

**LES 16 RÉGIONS DU QUÉBEC: EXPÉDITIONS DES MANUFACTURIERS EXPORTATEURS. ANNÉE 1987, SOURCE BSQ 1991 (CALCULS DE L'AUTEUR)**

POURCENTAGES	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16
<b>DESTINATIONS</b>																
<b>TOTAL</b>	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CANADA	37,86%	35,92%	63,40%	67,27%	67,04%	85,43%	52,49%	63,57%	C	C	48,82%	88,33%	78,82%	86,40%	43,31%	72,00%
QUEBEC	28,16%	22,91%	36,07%	39,49%	33,62%	50,16%	22,30%	38,09%	C	C	24,26%	67,73%	47,87%	39,25%	20,43%	41,78%
PROV ATLANT	3,50%	0,70%	3,05%	2,76%	3,45%	4,46%	1,50%	0,83%	C	0,31%	C	6,21%	4,36%	6,14%	2,97%	3,13%
ONTARIO	5,44%	11,91%	18,33%	21,77%	22,63%	21,48%	25,31%	24,24%	4,83%	C	C	12,12%	17,86%	31,14%	15,14%	21,55%
QUEST	0,78%	0,40%	5,95%	3,25%	7,35%	9,32%	3,36%	0,42%	0,03%	0,14%	C	2,28%	9,01%	9,87%	4,77%	5,58%
ÉTRANGER	62,14%	64,08%	36,80%	32,73%	32,96%	14,57%	47,52%	36,43%	C	C	51,18%	11,67%	21,09%	13,80%	56,68%	27,97%

(C: Données confidentielles)



Tableau A-3

LES 16 RÉGIONS DU QUÉBEC RANGÉES SELON L'IMPORTANCE DES EXPÉDITIONS DES MANUFACTURIERS EXPORTATEURS. ANNÉE 1987, SOURCE BSQ 1991 (CALCULS DE L'AUTEUR)

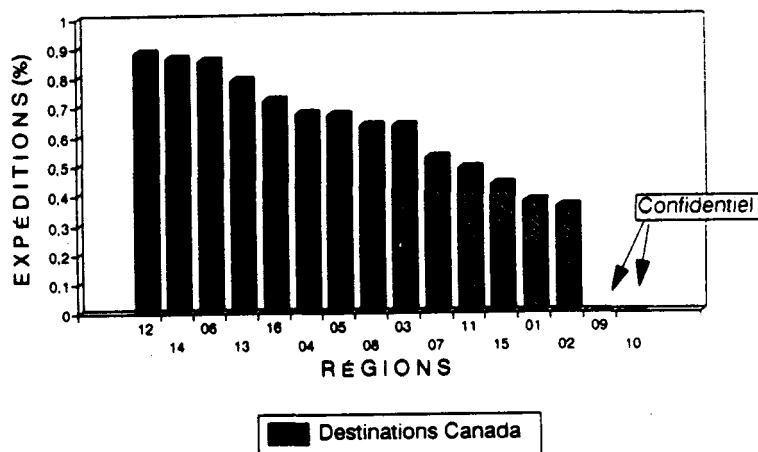
1- RANGEMENT DECREISSANT PAR RAPPORT À LA DESTINATION "CANADA"															
DESTINATIONS	12	14	06	13	16	04	05	08	03	07	11	15	01	02	10
TOTAL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CANADA	88,33%	86,40%	85,43%	78,92%	72,03%	67,27%	67,04%	63,57%	63,40%	52,48%	46,82%	43,31%	37,86%	35,92%	C
QUEBEC	67,73%	39,25%	50,18%	47,67%	41,78%	39,49%	33,62%	38,09%	36,07%	22,30%	24,26%	20,43%	28,16%	22,91%	C
PROV. ATLANT.	6,21%	6,14%	4,46%	4,36%	3,13%	2,76%	3,45%	0,83%	3,05%	1,50%	C	2,97%	3,50%	0,70%	C
ONTARIO	12,12%	31,14%	21,46%	17,88%	21,55%	21,77%	22,63%	24,24%	18,33%	25,31%	C	15,14%	5,44%	11,91%	4,63%
OUEST	2,28%	9,87%	9,32%	9,01%	5,58%	3,25%	7,35%	0,42%	5,95%	3,36%	C	4,77%	0,78%	0,40%	0,14%
ÉTRANGER	11,67%	13,60%	14,57%	21,08%	27,97%	32,73%	32,96%	36,43%	36,60%	47,52%	51,18%	56,69%	62,14%	64,08%	C

(C: Données confidentielles)

## DESTINATIONS DES EXPÉDITIONS -&gt; CANADA

Manufacturiers exportateurs, Québec 1987

Source: BSQ, Stat. PME manufact. au Québec, données 1987 (édit. 1991)



RANG#	RÉGION
1	Chaudière-Appalaches (12)
2	Lanaudière (14)
3	Montréal (06)
4	Laval (13)
X 5	Montréal (16)
6	Mauricie-Bois-Francs (04)
7	Estrie (05)
X 8	Abitibi-Témiscamingue (08)
9	Québec (03)
X 10	Outaouais (07)
X 11	Gaspésie Îles-de-la-Mad. (11)
X 12	Laurentide (15)
X 13	Bas-St-Laurent (01)
14	Saguenay-Lac-St-Jean (02)
X 15	Côte-Nord (09)
16	Nord-du-Québec (10)

(\*) Les régions marquées X sont celles qui possèdent une ou plusieurs des 16 MRC limitrophes



Tableau A-4

LES 16 RÉGIONS DU QUÉBEC RANGÉES SELON L'IMPORTANCE DES EXPÉDITIONS DES MANUFACTURIERS EXPORTATEURS. ANNÉE 1987, SOURCE BSQ 1991 (CALCULS DE L'AUTEUR)

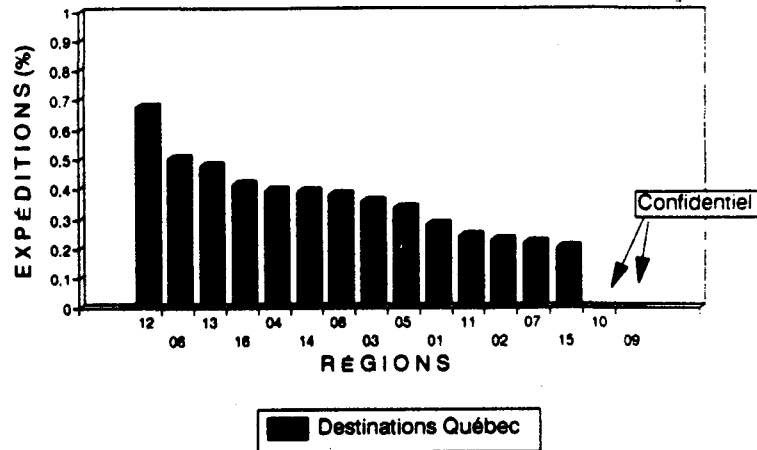
2. RANGEMENT DÉCROISSANT PAR RAPPORT À LA DESTINATION "QUÉBEC"		12	06	13	16	04	14	08	03	05	01	11	02	07	15	10	09
DESTINATIONS	TOTAL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CANADA	QUÉBEC	88,33%	85,43%	76,92%	72,03%	67,27%	86,40%	63,57%	63,40%	67,04%	37,86%	48,82%	35,92%	52,48%	43,31%	C	C
PROV. ATLANT.		67,73%	50,16%	47,67%	41,76%	39,49%	39,25%	38,09%	36,07%	33,62%	28,16%	24,24%	22,91%	22,30%	20,43%	C	C
ONTARIO		6,21%	4,46%	4,36%	3,13%	2,76%	6,14%	0,83%	3,05%	3,45%	3,50%	C	0,70%	1,50%	2,97%	0,31%	C
QUEST		12,12%	21,48%	17,88%	21,55%	21,77%	31,14%	24,24%	18,33%	22,63%	5,44%	C	11,91%	25,31%	15,14%	C	4,63%
ÉTRANGER		2,28%	9,32%	9,01%	5,58%	3,25%	9,87%	0,42%	5,95%	7,35%	0,78%	C	0,40%	3,36%	4,77%	0,14%	0,03%
		11,67%	14,57%	21,08%	27,97%	32,73%	13,60%	36,43%	36,60%	32,96%	62,14%	51,18%	64,08%	47,52%	56,69%	C	C

(C): Données confidentielles

## DESTINATIONS DES EXPÉDITIONS -&gt; QUÉBEC

Manufacturiers exportateurs, Québec 1987

Source: BSQ, Stat. PME manufact. au Québec, données 1987 (édit. 1991)



RANG# RÉGION (\*)

- 1 Chaudière-Appalaches (12)
- 2 Montréal (06)
- 3 Laval (13)
- X 4 Montérégie (16)
- 5 Mauricie-Bois-Francs (04)
- 6 Lanaudière (14)
- X 7 Abitibi-Témiscamingue (08)
- 8 Québec (03)
- 9 Estrie (05)
- X10 Bas-St-Laurent (01)
- X11 Gaspésie Îles-de-la-Mad. (11)
- 12 Saguenay-Lac-St-Jean (02)
- X13 Outaouais (07)
- X14 Laurentide (15)
- 15 Nord-du-Québec (10)
- X16 Côte-Nord (09)

(\*) Les régions marquées X sont celles qui possèdent une ou plusieurs des 16 MRC limitrophes



Tableau A-5

LES 16 RÉGIONS DU QUÉBEC RANGÉES SELON L'IMPORTANCE DES EXPÉDITIONS DES MANUFACTURIERS EXPORTATEURS. ANNÉE 1987, SOURCE BSQ 1991 (CALCULS DE L'AUTEUR).

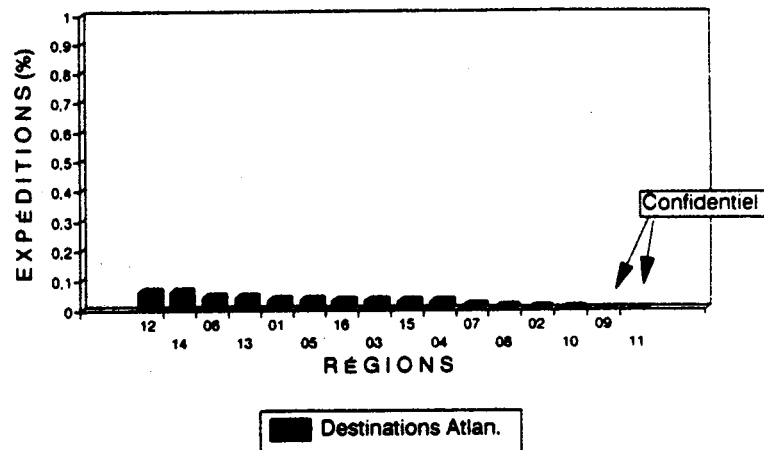
3. RANGEMENT DÉCROISSANT PAR RAPPORT À LA DESTINATION "PROV. ATLANT."															
DESTINATIONS	12	14	06	13	01	05	16	03	15	04	07	08	02	10	11
TOTAL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CANADA	88,33%	86,40%	85,43%	78,92%	37,96%	67,04%	72,03%	63,40%	43,31%	67,27%	52,48%	63,57%	35,92%	C	48,82%
QUEBEC	67,73%	39,25%	50,18%	47,67%	28,16%	33,62%	41,78%	36,07%	20,43%	39,49%	22,30%	38,05%	22,91%	C	24,26%
PROV. ATLANT.	6,21%	6,14%	4,46%	4,36%	3,50%	3,45%	3,13%	3,05%	2,97%	2,76%	1,50%	0,83%	0,70%	0,31%	C
ONTARIO	12,12%	31,14%	21,46%	17,88%	5,44%	22,63%	21,55%	18,33%	15,14%	21,77%	25,31%	24,24%	11,91%	C	4,63%
OUEST	2,28%	9,87%	9,32%	9,01%	0,78%	7,35%	5,58%	5,95%	4,77%	3,25%	3,36%	0,42%	0,40%	0,14%	C
ETRANGER	11,67%	13,60%	14,57%	21,08%	62,14%	32,96%	27,97%	36,60%	56,69%	32,73%	47,52%	36,43%	64,08%	C	51,18%

(C) Données confidentielles

## DESTINATIONS DES EXPÉDITIONS -&gt; ATLANT.

Manufacturiers exportateurs, Québec 1987

Source: BSQ, Stat. PME manufact. au Québec, données 1987 (édit. 1991)



RANG#	RÉGION (*)
1	Chaudière-Appalaches (12)
2	Lanaudière (14)
3	Montréal (06)
4	Laval (13)
X 5	Bas-St-Laurent (01)
6	Estrie (05)
X 7	Montérégie (16)
8	Québec (03)
X 9	Laurentide (15)
10	Mauricie-Bois-Francs (04)
X11	Outaouais (07)
X12	Abitibi-Témiscamingue (08)
13	Saguenay-Lac-St-Jean (02)
14	Nord-du-Québec (10)
X15	Côte-Nord (09)
X16	Gaspésie Îles-de-la-Mad. (11)

(\*) Les régions marquées X sont celles qui possèdent une ou plusieurs des 16 MRC limitrophes



Tableau A-6

LES 16 RÉGIONS DU QUÉBEC RANGÉES SELON L'IMPORTANCE DES EXPÉDITIONS DES MANUFACTURIERS EXPORTATEURS. ANNÉE 1987, SOURCE BSQ 1991 (CALCULS DE L'AUTEUR).

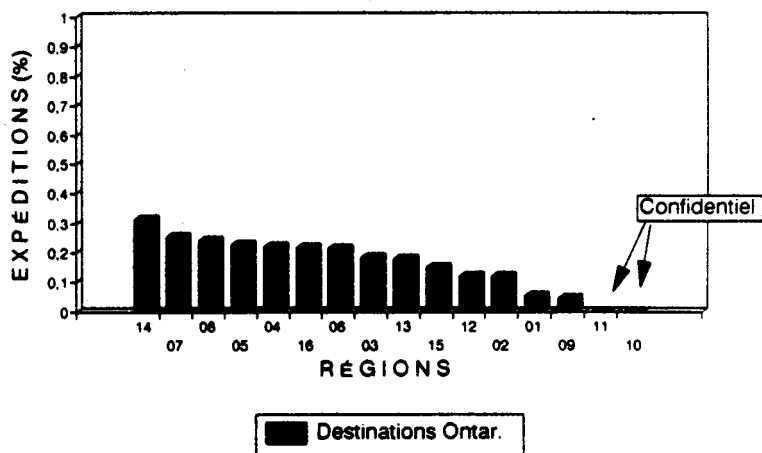
4- RANGEMENT DECREISSANT PAR RAPPORT À LA DESTINATION "ONTARIO"															
DESTINATIONS	14	07	08	05	04	16	06	03	13	15	12	02	01	09	10
TOTAL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CANADA	86,40%	52,48%	63,57%	67,04%	67,27%	72,03%	85,43%	63,40%	78,92%	43,31%	86,33%	35,92%	37,86%	C	C
QUÉBEC	39,25%	22,30%	38,09%	33,62%	39,49%	41,78%	50,18%	36,07%	47,67%	20,43%	67,73%	22,91%	28,16%	C	48,82% C
PROV. ATLANT.	6,14%	1,50%	0,83%	3,45%	2,76%	3,13%	4,46%	3,05%	4,36%	2,97%	6,21%	0,70%	3,50%	C	24,26% C
ONTARIO	31,14%	25,31%	24,24%	22,63%	21,77%	21,55%	21,48%	18,33%	17,88%	15,14%	12,12%	11,91%	5,44%	4,63% C	0,31%
OUEST	9,87%	3,36%	0,42%	7,35%	3,25%	5,58%	9,32%	5,95%	9,01%	4,77%	2,28%	0,40%	0,78%	0,03% C	C
ÉTRANGER	13,60%	47,52%	36,43%	32,96%	32,73%	27,97%	14,57%	36,60%	21,08%	56,69%	11,67%	64,08%	62,14%	C	51,18% C

(C: Données confidentielles)

## DESTINATIONS DES EXPÉDITIONS -&gt; ONTARIO

Manufacturiers exportateurs, Québec 1987

Source: BSQ, Stat. PME manufact. au Québec, données 1987 (édit. 1991)



RANG#	RÉGION (*)
1	Lanaudière (14)
X 2	Outaouais (07)
X 3	Abitibi-Témiscamingue (08)
4	Estrie (05)
5	Mauricie-Bois-Francis (04)
X 6	Montréal (16)
7	Montréal (06)
8	Québec (03)
9	Laval (13)
X10	Laurentide (15)
11	Chaudière-Appalaches (12)
12	Saguenay-Lac-St-Jean (02)
X13	Bas-St-Laurent (01)
X14	Côte-Nord (09)
X15	Gaspésie Îles-de-la-Mad. (11)
16	Nord-du-Québec (10)

(\*) Les régions marquées X sont celles qui possèdent une ou plusieurs des 16 MRC limitrophes



Tableau A-7

LES 16 RÉGIONS DU QUÉBEC RANGÉES SELON L'IMPORTANCE DES EXPÉDITIONS DES MANUFACTURIERS EXPORTATEURS. ANNÉE 1987, SOURCE BSQ 1991 (CALCULS DE L'AUTEUR).

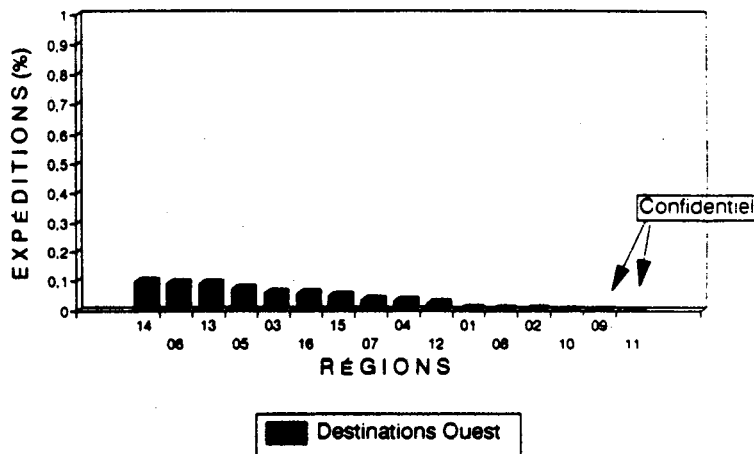
5- RANGEMENT DÉCROISSANT PAR RAPPORT À LA DESTINATION "OUEST"															
DESTINATIONS	14	06	13	05	16	15	07	04	12	01	08	02	10	09	11
TOTAL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CANADA	86,40%	85,43%	78,92%	67,04%	72,03%	43,31%	52,46%	67,27%	88,33%	37,86%	63,57%	35,92%	C	C	48,82%
QUÉBEC	39,25%	50,18%	47,67%	33,62%	41,76%	20,43%	22,30%	39,49%	67,73%	28,16%	38,09%	22,91%	C	C	24,26%
PROV. ATLANT.	4,40%	4,40%	4,36%	3,45%	3,13%	2,97%	1,50%	2,76%	6,21%	3,50%	0,83%	0,70%	C	C	C
ONTARIO	31,14%	21,46%	17,86%	22,63%	21,55%	15,14%	25,31%	21,77%	12,12%	5,44%	24,24%	11,91%	C	4,63%	C
OUEST	9,97%	9,32%	9,01%	7,35%	5,56%	4,77%	3,36%	3,25%	2,28%	0,76%	0,42%	0,40%	0,14%	0,03%	C
ÉTRANGER	13,60%	14,57%	21,08%	32,96%	27,97%	56,69%	47,52%	32,73%	11,67%	62,14%	36,43%	64,08%	C	C	51,18%

(C: Données confidentielles)

## DESTINATIONS DES EXPÉDITIONS -&gt; OUEST

Manufacturiers exportateurs, Québec 1987

Source: BSQ, Stat. PME manufact. au Québec, données 1987 (édit. 1991)



RANG#	RÉGION (*)
1	Lanaudière (14)
2	Montréal (06)
3	Laval (13)
4	Estrie (05)
5	Québec (03)
X 6	Montréal (16)
X 7	Laurentide (15)
X 8	Outaouais (07)
9	Mauricie-Bois-Francs (04)
10	Chaudière-Appalaches (12)
X11	Bas-St-Laurent (01)
X12	Abitibi-Témiscamingue (08)
13	Saguenay-Lac-St-Jean (02)
14	Nord-du-Québec (10)
X15	Côte-Nord (09)
X16	Gaspésie Îles-de-la-Mad. (11)

(\*) Les régions marquées X sont celles qui possèdent une ou plusieurs des 16 MRC limitrophes



Tableau A-8

LES 16 RÉGIONS DU QUÉBEC RANGÉES SELON L'IMPORTANCE DES EXPÉDITIONS DES MANUFACTURIERS EXPORTATEURS. ANNÉE 1987, SOURCE BSQ 1991 (CALCULS DE L'AUTEUR)

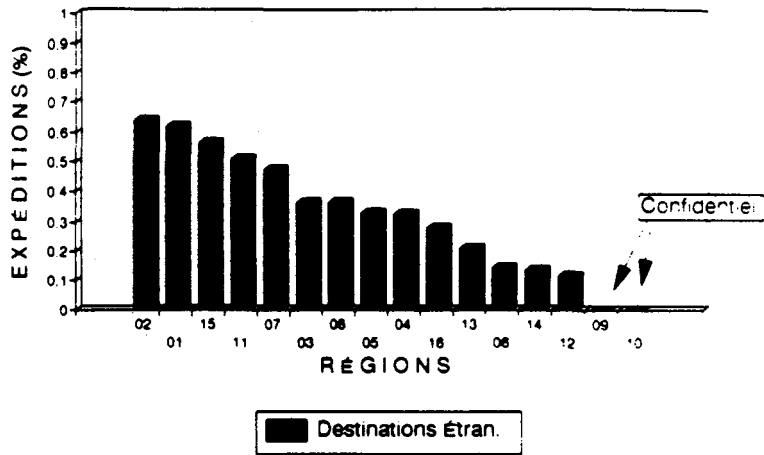
RANGEMENT DÉCROISSANT PAR RAPPORT À LA DESTINATION "ÉTRANGER"		02	01	15	11	07	03	08	05	04	16	13	06	14	12	09	10
DESTINATIONS	TOTAL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CANADA	QUEBEC	35,92%	37,86%	43,31%	48,82%	52,48%	63,40%	63,57%	67,04%	67,27%	72,03%	78,92%	85,43%	86,40%	88,33%	C	C
	PROV. ATLANT.	22,91%	28,16%	20,43%	24,26%	22,30%	36,07%	38,09%	33,62%	39,49%	41,78%	47,67%	50,16%	39,25%	67,73%	C	C
	ONTARIO	0,70%	3,50%	2,97%	1,50%	3,05%	0,83%	0,83%	3,45%	2,76%	3,13%	4,36%	4,46%	6,14%	6,21%	C	0,31%
	QUEST	11,91%	5,44%	15,14%	25,31%	18,33%	18,33%	24,24%	22,63%	21,77%	21,55%	17,88%	21,46%	31,14%	12,12%	4,63%	C
		0,40%	0,78%	4,77%	3,36%	5,95%	5,95%	0,42%	7,35%	3,25%	5,58%	9,01%	9,32%	9,87%	2,28%	0,03%	0,14%
ÉTRANGER		64,08%	62,14%	56,69%	51,18%	47,52%	36,60%	36,43%	32,96%	32,73%	27,97%	21,08%	14,57%	13,60%	11,67%	C	C

(C: Données confidentielles)

## DESTINATIONS DES EXPÉDITIONS -&gt; ÉTRANGER

Manufacturiers exportateurs Québec 1987

Source: BSQ, Stat. PME manufact. au Québec, données 1987 (édit. 1991)



RANG#	RÉGION (*)
1	Saguenay-Lac-St-Jean (02)
X 2	Bas-St-Laurent (01)
X 3	Laurentide (15)
X 4	Gaspésie Îles-de-la-Mad. (11)
X 5	Outaouais (07)
6	Québec (03)
X 7	Abitibi-Témiscamingue (08)
8	Estrie (05)
9	Mauricie-Bois-Francs (04)
X10	Montréal (16)
11	Laval (13)
12	Montréal (06)
13	Lanaudière (14)
14	Chaudière-Appalaches (12)
X15	Côte-Nord (09)
16	Nord-du-Québec (10)

(\*) Les régions marquées X sont celles qui possèdent une ou plusieurs des 16 MRC limitrophes



## **Annexe B**

### ***Les liens de dépendance recensés MRC par MRC (Résultats bruts des entrevues)***

#### ***Avertissement***

Cette annexe présente à l'état brut une synthèse des différentes entrevues effectuées. Aucune interprétation n'est extrapolée ici par l'auteur. Elle ne reprend que les seuls éléments qui s'imposent comme tendance et non les avis isolés mal argumentés.

Afin de «compresser» certaines informations ou encore pour faciliter la compréhension, un style plus «journalistique» a été volontairement employé.

Naturellement la qualité de l'information peut différer d'une MRC à l'autre; l'accueil n'a pas nécessairement été aussi bon dans une MRC que dans une autre. Mentionnons cependant les éléments factuels suivants :

Au total 297 coups de téléphone ont été donnés. De ceux-ci 231 ont été «informatifs»; ils totalisent exactement 27 heures de conversations intensives menées auprès de 65 personnes résidentes ou attachées aux MRC impliquées au cours du mois de janvier 1992. 13 autres personnes ont été également rejointes en entrevue. L'appel moyen était de 7 minutes, allant de 1 minute à 72 minutes.

Les entrevues ont été menées auprès de responsables administratifs (aménagistes, secrétaires-trésoriers ou préfets de MRC), ou gouvernementaux (députés ou anciens députés), ainsi qu'auprès de divers intervenants impliqués dans le développement régional (Conseils régionaux de développement économique, Société d'aménagement de l'Outaouais, Commission scolaire, MSSS, compagnies forestières, coopératives régionales, etc.)



---

RÉGION ADMINISTRATIVE :  
**Abitibi – Témiscamingue 08**

---





**Abitibi-Ouest 890 (870)**

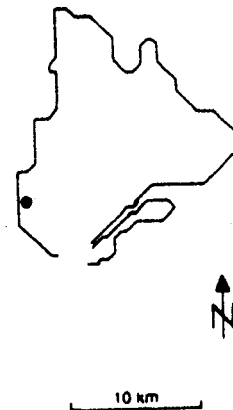
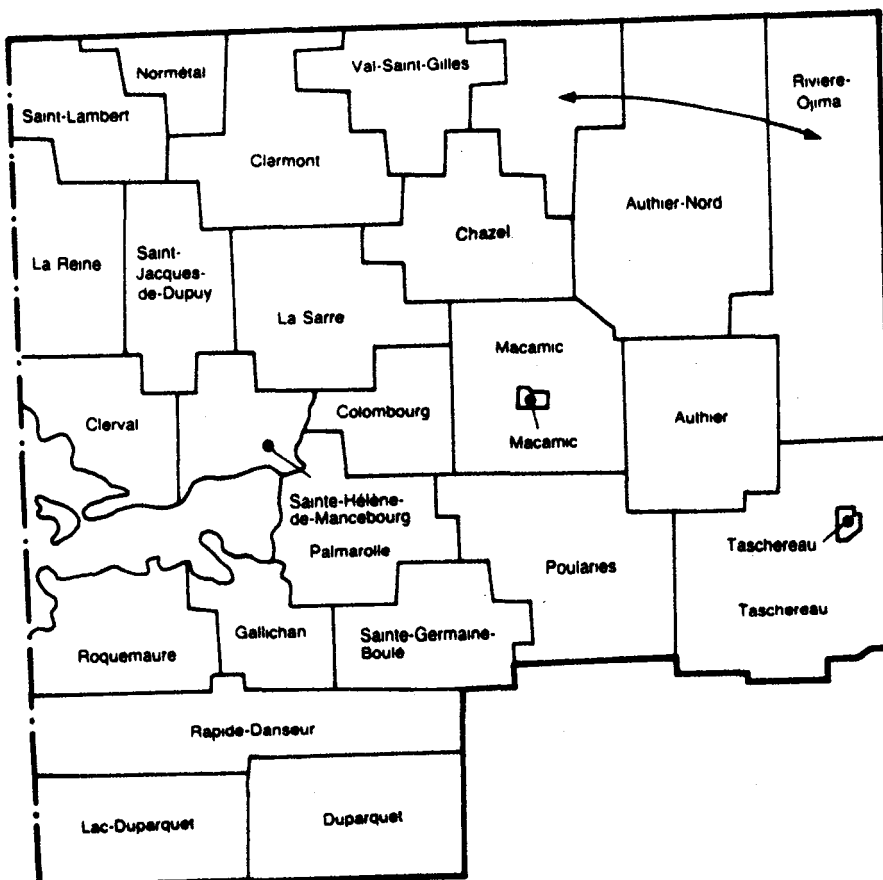
6, 8e Avenue Est, bureau 105  
La Sarre (Québec)  
J9Z 1N6  
(819) 339-5671

Code	Désignation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
84390	SD	Authier	370	139,72
84735	SD	Authier-Nord	420	289,79
84670	SD	Chazel	430	134,57
84720	CT	Clermont	530	155,89
84325	SD	Clerval	350	101,60
84360	SD	Colombourg	870	77,90
84310	V	Duparquet	630	157,40
84340	SD	Gallichan	520	73,32
84975	NO	Lac-Duparquet	0	132,93
84725	SD	La Reine	500	100,01
84685	V	La Sarre	9 000	418,21
84365	V	Macamic	1 890	3,00
84370	P	Macamic	590	111,05

Date d'entrée en vigueur  
Préfet  
Secrétaire-trésorière

1982-01-01  
Caron Marcel  
Breton Nicole

Code	Désignation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
84740	SD	Normétal	1 210	55,89
84350	SD	Palmarolle	1 550	118,36
84380	SD	Poularies	860	192,95
84315	SD	Rapide-Danseur	200	185,18
84979	NO	Rivière-Ojima	170	365,80
84320	SD	Roquemaure	530	121,67
84345	SD	Sainte-Germaine-Boulé	1 150	108,46
84330	P	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	410	68,29
84700	SD	Saint-Jacques-de-Dupuy	1 160	123,48
84750	P	Saint-Lambert	280	101,76
84400	VL	Taschereau	720	8,08
84410	SD	Taschereau	510	233,12
84730	SD	Vai-Saint-Gilles	210	110,54
<b>Total</b>			<b>25 060</b>	<b>3 688,97</b>





## **ABITIBI-OUEST 890**

Entrevues: 5  
Organismes  
et sociétés: 4

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

La région subit le contre-coup de la récession, mais pas de façon comparable à ce qui se passe ailleurs. Elle vit un problème de fond, celui de l'éloignement et se trouve présentement dans une situation difficile (13,5% de chômage officiel, mais 20% réel).

Au niveau de l'entrepreneurship, c'est un gros point d'interrogation car la population est en déclin continu; en dix ans elle est passée de 28 000 à 24 000 habitants

### **LIENS COMMERCIAUX**

Ceux-ci se passent dans les deux sens. Au niveau des échanges commerciaux un peu de magasinage, pourcentage faible. Ceux-ci se font avec Timmins, New-liskeard et North-Bay.

Québec-> Ontario: Essence, boissons alcoolisées, linge, etc.

Ontario-> Québec: marché de l'auto et surtout tout ce qui concerne la construction en raison des différences de taxes. L'Ontario est un gros client. Certains commerçants peuvent faire jusqu'à 50% de leur chiffre d'affaires avec l'Ontario.

Le magasinage à Timmins (35 000 hbt) est important (1h30 de déplacement)

### **LIENS INDUSTRIELS**

Les échanges industriels concernent surtout le secteur forestier et celui des mines. Des usines comme Tembec et Normic-Perron (La-Sarre) opèrent en Ontario sur des coupes en bail ou sur leurs propriétés. Il y a sept usines forestières importantes qui sont dans ce cas. Ex. pour Normic-Perron, 130 500 m<sup>3</sup> proviennent de l'Ontario (1 132 000 m<sup>3</sup> sont exploités par 4 usines donc 1/10° environ).

L'Ontario limite les quantités de bois autorisées à sortir de son territoire; ainsi actuellement, une compagnie comme McLaren est pénalisée.

On évoque les nombreuses interrelations économiques qui découlent du bois, camionnage, bûchage...

La région exporte aussi beaucoup vers l'Ontario et ceci jusque vers Toronto (poêle à combustion lente, soudure, etc.)

## **LIENS TRAVAIL**

Concernant le secteur minier plusieurs travailleurs vont en Ontario (cuivre, or, zinc), et ceci de façon significative mais difficile à évaluer car le mineur est le plus souvent une personne nomade. Mouvements observables également à partir de Val-Paradis.

## **LIENS SERVICES**

Santé: les hôpitaux et centres de santé de la région sont généralement suffisants; sinon les patients sont dirigés sur Rouyn-Noranda ou Montréal. Il subsiste encore quelques liens autrefois beaucoup plus forts entre la région et les institutions de Kirkland Lake (Ontario).

Éducation: rien à signaler de façon significative aux niveaux primaire et secondaire, seuls les élèves désireux d'étudier dans le contexte anglophone vont en Ontario sur une base volontaire et privée. Rouyn-Noranda, dans la MRC voisine (Sud) est tout à fait suffisant au niveau collégial.

Il faut également souligner l'importance de l'attraction par le gouvernement de l'Ontario qui donne des bourses de 2 000\$ aux étudiants collégiaux francophones qui viennent étudier en Ontario. L'Université Laurentienne et North-Bay attirent passablement; cependant l'UQAT est très présente de même que les autres universités québécoises.

## **AUTRES LIENS**

Schéma d'aménagement : le schéma d'aménagement n'est pas impliqué, mais on doit tenir compte de certaines vieilles ententes comme celle à Iroquois-Falls qui donne à la Compagnie papetière Abitibi-Price un droit de régulation sur le lac.

Sports : Beaucoup de liens sportifs pour permettre aux ligues de fonctionner (Bantam et plus grands)

Tourisme : les ontariens viennent souvent dans les municipalités de Duparquet ou de Rapide-Danseur, beaucoup de chalets. Le Lac Abitibi est une zone protégée en haut de Rapide-Danseur, pas de pêche ni de chasse.

## **RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION**

La situation fait tendre souvent les gens sur un repli souverainiste, cependant on désire ardemment que le marché économique actuel soit maintenu.

Le réseau ferroviaire et l'accès à Churchill pour les équipements et les échanges avec le reste du Monde pour le lourd ou le semi-lourd (bois) constitue une activité importante et un lien de dépendance non négligeable pour la région qu'il convient de maintenir impérativement.



**Rouyn-Noranda 820 (860)**

332, rue Perrault Est  
Rouyn-Noranda (Québec)  
J9X 3C6  
(819) 762-6541

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
83740	SD	Arntfield	430	464,98
83630	SD	Beaudry	1 010	121,21
83580	SD	Bellecombe	710	738,14
84260	V	Cadillac	900	407,44
83610	SD	Cloutier	340	104,89
84300	SD	D'Alembert	730	408,59
84305	SD	Destor	450	271,30
83710	SD	Évain	3 350	204,82
84285	SD	Lac-Dufault	600	45,38
84945	NO	Lac-Montanier	31	463,85

Date d'entrée en vigueur

1981-04-01

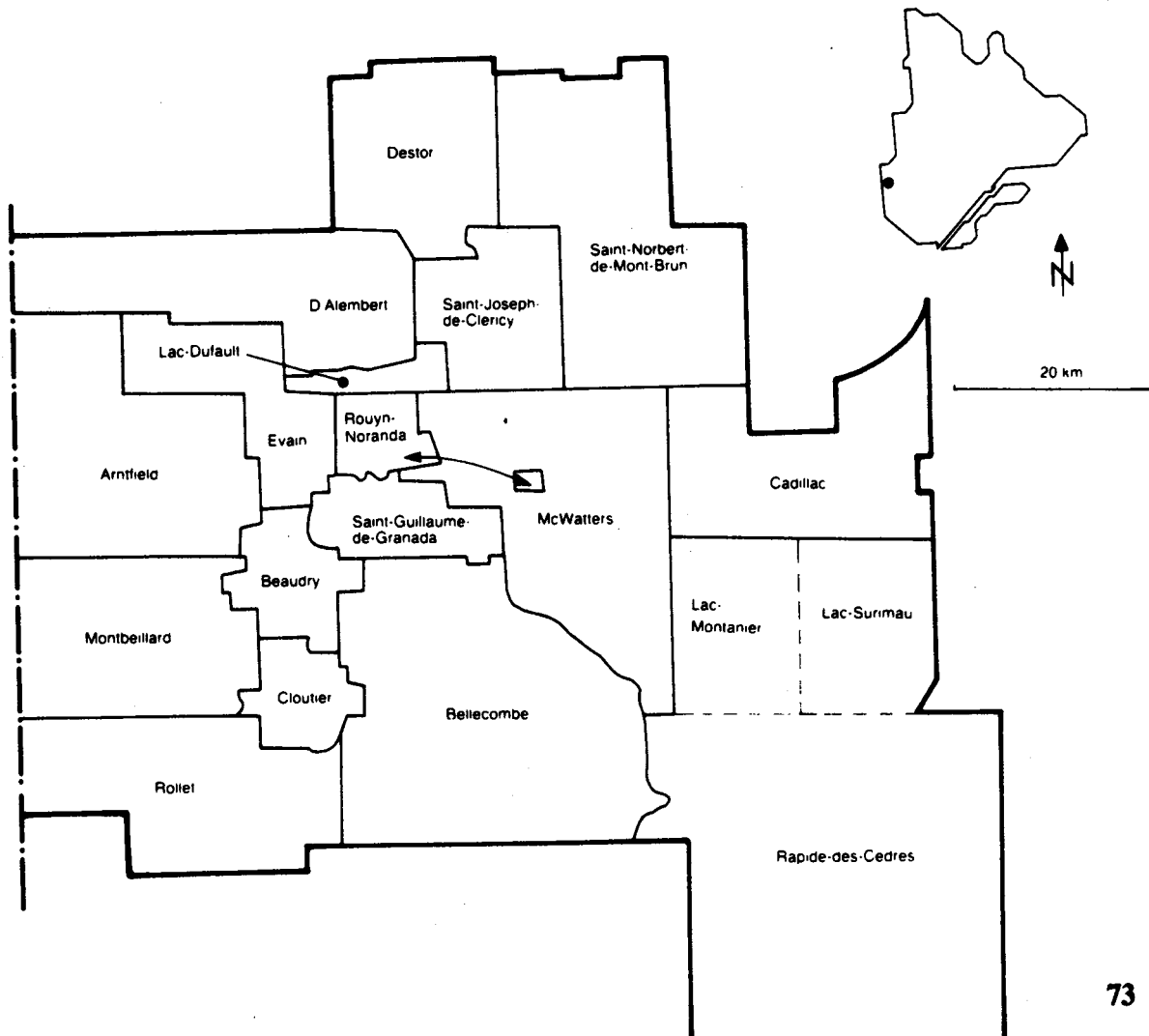
Préfet

Dickey Paul-Arthur

Secrétaire-trésorier

Monfette Pierre

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
84959	NO	Lac-Surimau	0	160,00
83650	SD	McWatters	1 610	499,86
83620	SD	Montbeillard	510	360,00
83919	NO	Rapide-des-Cèdres	12	1 060,56
83600	SD	Rollet	360	415,20
83700	V	Rouyn-Noranda	27 800	73,90
83670	SD	Saint-Guillaume-de-Granada	2 220	127,89
84290	SD	Saint-Joseph-de-Cléricky	570	193,54
84280	SD	Saint-Norbert-de-Mont-Brun	630	516,39
<b>Total</b>			<b>42 263</b>	<b>6 637,94</b>





## **ROUYN-NORANDA 820**

Entrevues: 5  
Organismes  
et sociétés: 4

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

Le cas de Rouyn-Noranda est spécifique en ce sens qu'il constitue un pôle de développement et d'attraction régional assez important. Dans ce sens, l'Ontario est attirée pour de nombreux biens et services et l'ensemble des municipalités de la MRC qui sont sur les lignes ontariennes restent fidèles à Rouyn. Cependant l'ensemble de ces échanges ne constitue vraisemblablement pas de gros chiffres.

### **LIENS COMMERCIAUX**

D'un point de vue commercial, la MRC ne magasine pas beaucoup en Ontario sauf peut-être l'essence et quelques produits plus compétitifs en raison du jeu des taxes. Il ne s'agit pas cependant d'un problème évoqué comme majeur.

Le magasinage dans le sens Kirkland Lake -> Rouyn-Noranda est également présent les fins de semaines, les deux centres sont à environ 1h30 l'un de l'autre.

### **LIENS INDUSTRIELS**

Les Québécois ouvrent parfois des succursales de leurs magasins à Timmins ou North-Bay, ex. d'une grosse quincaillerie de Rouyn. Des études récentes viennent d'être complétées mais ne sont pas encore divulguées.

Au niveau industriel et manufacturier, mines et forêts, l'économie de la MRC est interconnectée et «maillée» de façon importante avec celle de l'Ontario voisine. Par exemple, Noranda fabrique l'acide qui va autant à North-Bay qu'à Toronto. Des liens importants sont solidement installés.

### **LIENS TRAVAIL**

Au niveau de la main d'oeuvre, quelques travailleurs vont vers les mines ontariennes (pas très important). Peu de travailleurs migrants dans l'ensemble.

## ***LIENS SERVICES***

Santé: certains médecins réfèrent à Kirkland lake après entente avec la RAMQ pour certaines interventions pour lesquelles la file d'attente serait trop longue à Rouyn-Noranda. Idem pour certains services spécialisés.

Éducation: migrations vers l'ontario seulement par choix individuel; de nombreux bilingues et anglophones de Noranda vont vers l'Ontario par choix sans qu'il n'y ait pour autant de quelconques ententes.

Santé: aucune dépendance significative, sauf exception, Montréal sera le deuxième choix après le local.

## ***AUTRES LIENS***

Schéma d'aménagement: malheureusement rien de commun, cependant il y aurait des choses à faire puisque sur le plan touristique, par exemple, il y a des montagnes et des plans d'eau communs. L'Office du tourisme de Kirkland lake, dynamique et sans doute mieux financé, a déjà approché la MRC pour de tels projets.

Tourisme: Arntfield au Nord de la MRC constitue aussi un centre de villégiature (chalets) pour bon nombre d'ontariens.

## ***RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION***

Une souveraineté ne devrait pas se faire sans association. On cite beaucoup de cas où des Québécois et des Ontariens sont associés en affaires et qui semblent au dessus de ces débats qu'ils considèrent davantage comme des débats d'intellectuels.

**Témiscamingue 810 (850)**

21, rue Notre-Dame-de-Lourdes  
Case postale 548  
Ville-Marie (Québec)  
J0Z 3W0  
(819) 629-2829

Code	Désignation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
83480	VL	Angliers	350	378,20
83310	SD	Béarn	1 070	586,48
83440	V	Bellettre	430	606,33
83330	SD	Duhamel-Ouest	620	127,61
83410	SD	Fugèreville	410	163,79
83520	CT	Guérin	300	203,10
83250	SD	Kipawa	450	47,20
83450	SD	Laforce	480	612,65
83420	CU	Latulipe-et-Gaboury	400	298,38
83390	P	Laverlochère	890	107,01
83350	VL	Lorrainville	1 190	3,85
83460	SD	Moffet	230	431,46

Date d'entrée en vigueur

1981-04-15

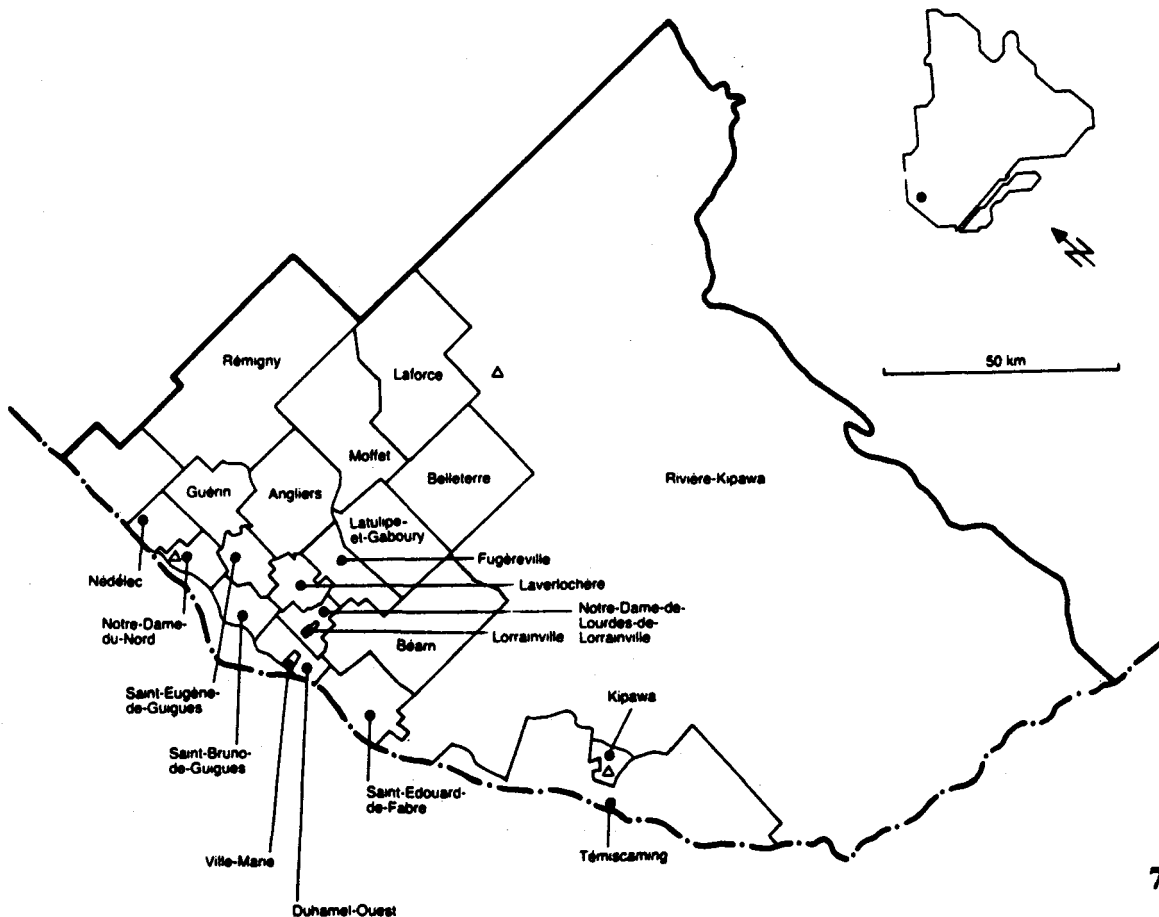
Préfet

Lafrenière Ronald

Secrétaire-trésorier

Clermont Denis

Code	Désignation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
83530	CT	Nédélec	510	114,04
83360	P	Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville	340	81,27
83500	SD	Notre-Dame-du-Nord	1 310	103,60
83560	SD	Rémigny	410	985,03
83910	NO	Rivière-Kipawa	103	12 768,36
83980	NO	Roulier	54	255,86
83380	P	Saint-Bruno-de-Guigues	1 120	188,99
83300	P	Saint-Édouard-de-Fabre	770	216,18
83490	SD	Saint-Eugène-de-Guigues	450	113,02
83220	V	Témiscaming	2 730	861,77
83320	V	Ville-Marie	2 700	13,59
<b>Total</b>			<b>17 317</b>	<b>19 245,77</b>





## **TÉMISCAMINGUE 810**

Entrevues: 11  
Organismes  
et sociétés: 7

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

Le Témiscamingue constitue véritablement la Porte d'entrée du Nord pour l'Ontario (la CIP a grandement favorisé cet état de fait). C'est une zone de transit important. Des Hauts représentants de la MRC ont déjà fait savoir que le problème de la souveraineté n'était qu'une «question secondaire» par rapport à l'avenir de la région. Les entrevues révèlent cependant sans équivoque qu'il s'agit là d'une région dont la socio-économie est nettement reliée à l'Ontario voisine.

### **LIENS COMMERCIAUX**

Une circulation des résidents s'effectue de part et d'autre de la frontière Ontario-Québec. Des échanges commerciaux sont relativement nombreux. Beaucoup de citoyens magasinent «hors frontières» et assistent aux événements touristiques. Toutefois, les gens de la MRC ont plus de liens avec Rouyn-Noranda.

Ceci étant dit, les gens du Secteur Nord de la MRC ont plus tendance à fréquenter le côté ontarien. Cela est particulièrement vrai pour les amérindiens.

La dépendance commerciale dans le sens Québec -> Ontario semble beaucoup plus forte. À titre d'exemple on observe qu'au Témiscamingue il n'y a ni distributeur General Motors, ni magasin Canadian Tire.

Cette région frontalière manque d'infrastructure commerciale. On cite le cas d'une entreprise qui possède 175 travailleurs ontariens qui dépensent en Ontario près de 6 millions.

La ville de North-Bay (50 000 hbts) constitue un pôle d'attraction important pour la région.

Les petits villages ontariens viennent commercer au Québec mais pour des produits dépanneurs seulement.

En fait le lieu d'attraction principal est New Liskeard (10 000 hbts), centre commercial important pour l'ensemble du Témiscamingue.

Il a été estimé que des échanges vers l'Ontario d'une valeur de 30 millions de dollars s'effectuaient chaque année.

### ***LIENS INDUSTRIELS***

Un plan d'action est présentement en cours pour développer les bases économiques, définir un plan d'action pour mettre en valeur les forces et réduire les fuites vers l'Ontario.

Exemple de Tembec (plusieurs usines, 800 employés) qui est obligé de louer des motels à North-Bay pour certains cadres itinérants ou autres visiteurs.

L'industrie forestière du secteur sud de la MRC (Témiscaming) emploie directement plus de 600 personnes dont une grande partie vivent directement en Ontario.

### ***LIENS TRAVAIL***

Peu de migrations au niveau du travail à part les mines les forêts et un peu le commerce.

### ***LIENS SERVICES***

Scolaire :

1. Services spécialisés : La ville de Témiscaming est isolée du reste du territoire de la CS. Située au Sud à 90 km de Ville-Marie et 120 km de Notre-Dame du Nord, les élèves en difficultés d'adaptation et d'apprentissage préfèrent fréquenter les élèves de North-Bay (65km). Pour les élèves anglophones, c'est la seule porte d'accès à des services appropriés à leur situation.

2. Recrutement : Pour le secteur anglophone, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick procurent la majorité des nouvelles recrues. Les ententes bilatérales sont importantes: Transfert de fonds de pension; reconnaissance de la qualification légale. Ces provinces fournissent également des personnes pour enseigner l'anglais langue seconde au secteur francophone.

Pas de problème avec le primaire et le secondaire. Il y a cependant une entente de principe avec le Nipissing Board of Éducation de North-Bay pour donner des cours non disponibles. On cite également le cas d'une école louée par le Témiscamingue en Ontario mais avec du personnel québécois. Le collégial peut aller autant sur Rouyn, North-Bay, Montréal et Trois-Rivières.

Santé : Un super CLSC à Témiscaming permet d'agir comme centre de santé et mini CHCD incluant dix lits pour longue durée. Il y a également un pavillon pour dépendance légère. Donc dépendance vis-à-vis de l'Ontario faible en ce qui concerne les soins de santé. Maintien à domicile très bien développé, personnes âgées prises en charge. il n'y a pas cependant de services spécialisés. Les médecins des internes bilingues de McGill

pour la plupart travaillent avec les médecins de North-Bay à North-Bay et aussi de concert avec certains spécialistes qui montent de Toronto. Les accouchements se font à Ville-Marie, sinon il y a aussi une unité d'urgence à Témiscaming (notamment pour les accouchements).

Il faut cependant ajouter que les résidents de notre-Dame du Nord, et particulièrement les amérindiens, fréquentent l'établissement hospitalier de la province voisine.

### ***AUTRES LIENS***

Schéma d'aménagement : cas spécifique et tout à fait particulier du projet commun de désenclavement du Lac Témiscaming (principalement pour la plaisance); ce projet implique les municipalités de Mattawa, Rapides-des-Joachims et New-Liskeard.

Tourisme : toute cette région est occupée environ par 300 chalets dont 130 sont propriétés et habités par des ontariens.

Sport : Le hockey est très développé avec les voisins ontariens.

### ***RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION***

Les gens de la région se sentent peu compétitifs et désarmés face à l'Ontario voisine. Cependant ils en retirent de nombreux avantages.

Couper les liens avec l'Ontario, sans préparation aucune ne ferait qu'accroître notre niveau de pauvreté: accroissement des coûts d'approvisionnement, accroissement des coûts de services ou diminution de ceux-ci. Une période d'adaptation très difficile suivrait. C'est vraiment l'hypothèse du pire.

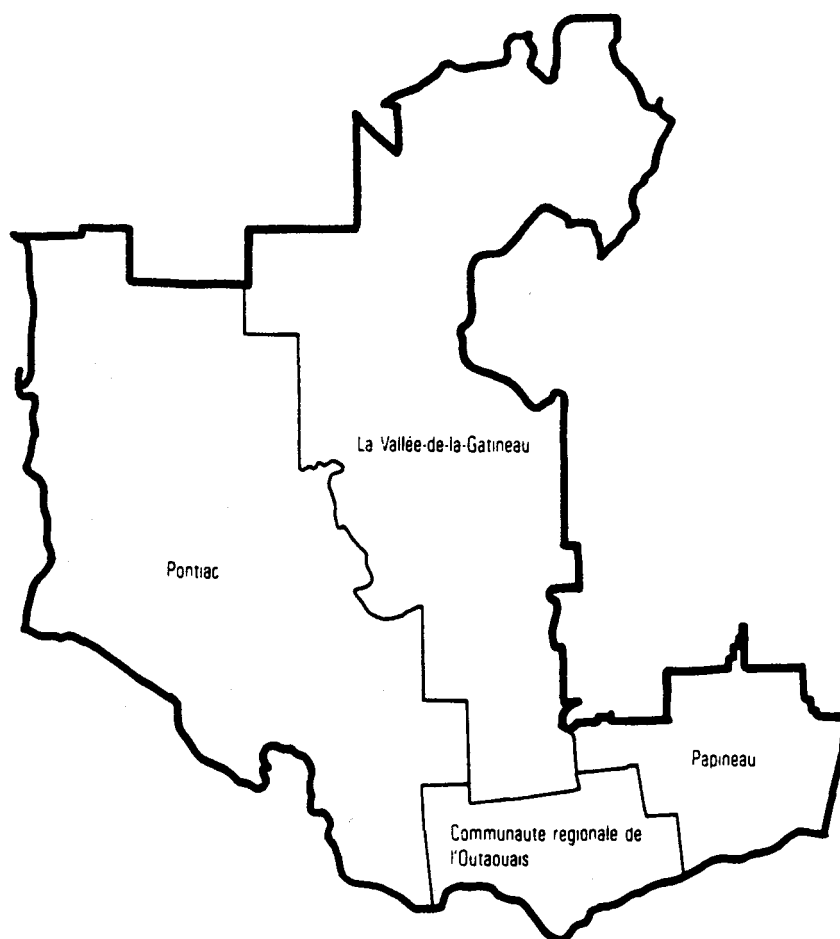


---

RÉGION ADMINISTRATIVE :

**Outaouais 07**

---





### *Avertissement concernant la région de l'Outaouais*

La région 07 est divisée en 4 grands secteurs: la MRC La Vallée-de-la-Gatineau laquelle n'a aucune limite commune avec l'Ontario, les deux MRC Pontiac et Papineau limitrophes de l'Ontario et qui concernent naturellement cette étude. Et enfin la Communauté régionale de l'Outaouais située entre les deux MRC précédentes et qui est également limitrophe de l'Ontario mais qui en raison de l'ampleur et des spécificités des liens n'entre pas dans le cas de ce travail.

Les renseignements obtenus sont de deux ordres. Il y a ceux qui émanent directement des deux MRC concernées et ceux obtenus à partir de la Société d'Aménagement de l'Outaouais (SAO). Cette SAO en place depuis une vingtaine d'années regroupe 10 commissaires industriels et remplace les traditionnels Conseils régionaux de développement économique (projet pilote).

Dans l'ensemble la SAO estime que près du quart de l'économie des deux MRC de Pontiac et Papineau est concernée de près ou de loin par la province voisine. Ces liens constituent donc un trait important de la socio-économie de cette région prise dans son ensemble, surtout si l'on prenait en considération la Communauté régionale de l'Outaouais



**Pontiac 740 (840)**

Routes 148 et 301  
Case postale 460  
Campbell's Bay (Québec)  
J0X 1K0  
(819) 648-5689

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
80410	CU	Alleyne-et-Cawood	180	346,64
80150	CT	Bristol	1 120	224,08
80250	VL	Bryson	770	3,10
80260	VL	Campbell's Bay	880	3,08
80350	VL	Chapeau	410	6,42
80520	CT	Chichester	480	225,71
80200	CT	Clarendon	1 470	327,27
80470	VL	Fort-Coulonge	1 640	3,44
80300	CT	Grand-Calumet	850	130,61
80918	NO	Lac-Nilgaut	14	9 840,00
80450	CU	Leslie-Clapham-et- Huddersfield	1 010	496,21

Date d'entrée en vigueur

1983-01-01

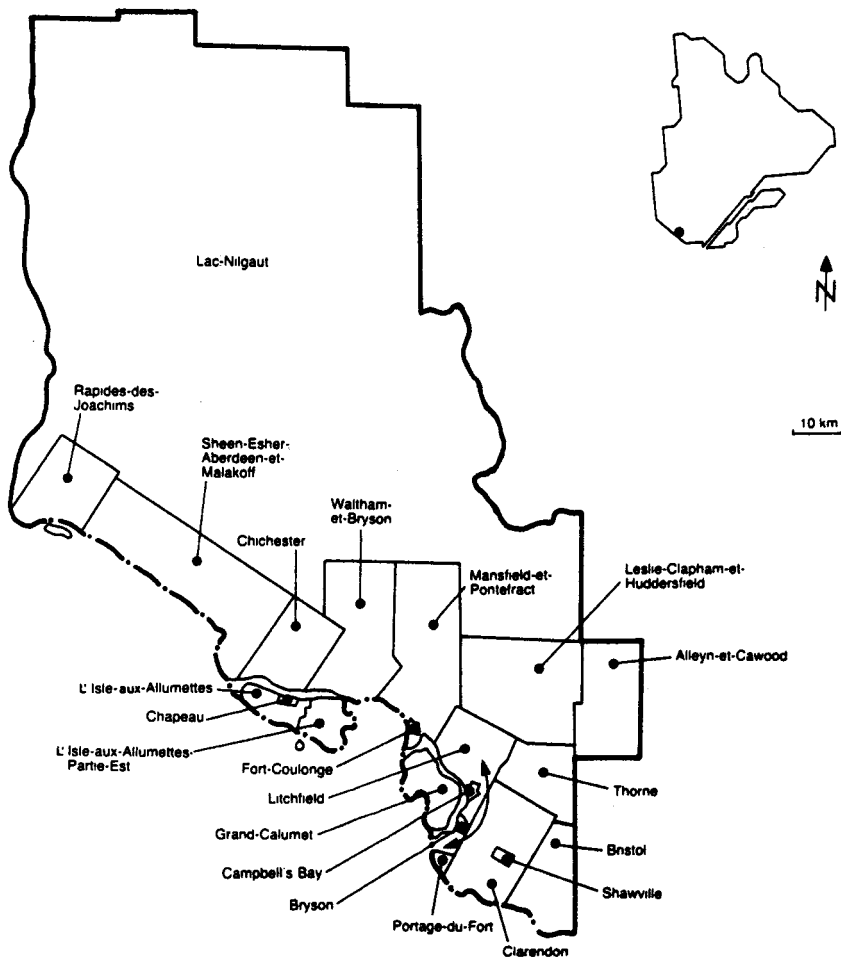
Préfet

Ladouceur Robert

Secrétaire-trésorier

Gagnière André

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
80370	CT	L'Isle-aux-Allumettes	560	87,04
80330	CT	L'Isle-aux-Allumettes-Partie- Est	470	96,73
80280	CT	Litchfield	520	178,96
80480	CU	Mansfield-et-Pontefract	1 980	420,79
80240	VL	Portage-du-Fort	330	4,24
80560	SD	Rapides-des-Joachims	180	248,92
80180	VL	Shawville	1 640	5,25
80540	CU	Sheen-Esher-Aberdeen-et- Malakoff	110	571,01
80220	CT	Thorne	420	177,33
80500	CU	Waltham-et-Bryson	490	451,43
<b>Total</b>			<b>15 524</b>	<b>13 848,26</b>





## **PONTIAC 740**

Entrevues: 2  
Organismes  
et sociétés: 2

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

En général la MRC est «polarisée» par le Haut-Pontiac. Il faut garder à l'esprit que cette région n'est qu'à une heure et demie en moyenne de la région de Gatineau.

### **LIENS COMMERCIAUX**

Les petits centres urbains de Shawville, Cambell's Bay et de Fort Coulonge et qui regroupent la plus grande partie de la population de la MRC effectuent environ 20% de leurs achats dans les plus grands centres ontariens de Pembroke ou de Renfrew; ceci représente des fuites d'environ 7 à 8 millions de dollars.

Grand-Calumet et la région avoisinante est très attirée par Pembroke (35 000) et aussi par Renfrew et Arnprior. Il y a des échanges importants d'autant plus que près de 50% de la population est anglophone.

Il semble qu'il n'y ait pas d'études précises permettant de donner un ordre de grandeur à ces échanges.

Il y a aussi une attirance et une dépendance naturelle avec le Sud, notamment Gatineau située à moins d'une heure et demie.

### **LIENS INDUSTRIELS**

Des quantités importantes de matières premières sont acheminées à chaque année sur le territoire de la MRC et en provenance de l'Est ontarien. À titre d'exemple, on cite l'usine de pâte et papier de Portage du fort en face de Renfrew.

Dans le sens Québec -> Ontario un centre important de sciage importe du Québec la plus grande partie de son pin blanc.

### **LIENS TRAVAIL**

Observations négligeables à part quelques travailleurs forestiers dans la région de l'Île du Grand-Calumet.

## ***LIENS SERVICES***

Scolaire: les commissions scolaires desservent sans problème l'ensemble de la MRC. Un certain nombre d'élèves choisissent d'eux même, à titre privé d'aller étudier en Ontario pour des raisons de langue première.

Santé: L'hôpital de Pembroke est utilisé par la population pour contrer la file d'attente ou pour les cas spécifiques. Des ententes sont prises à cet effet. Mais à ce chapitre, la dépendance est davantage orientée vers Gatineau-Hull et Montréal.

## ***AUTRES LIENS***

Schéma d'aménagement: sans lien avec la province voisine.

L'accès à la dernière municipalité, Rapides-des-Joachims au Nord-Ouest, ne peut se faire que par l'Ontario.

Tourisme: On dénombre environ 15 000 chalets et résidences secondaires sur le territoire de la MRC. De ce nombre, 20 % sont la propriété d'ontariens.

## ***RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION***

En cas de séparation, on peut envisager un exil assez important vers l'Ontario, surtout si une barrière physique est imposée. En effet on doit se souvenir que près de 50% de la population de la MRC Pontiac est anglophone et qu'il subsiste encore des opportunités d'emplois dans certains secteurs de l'économie de l'Est de l'Ontario.

**Papineau 710 (800)**

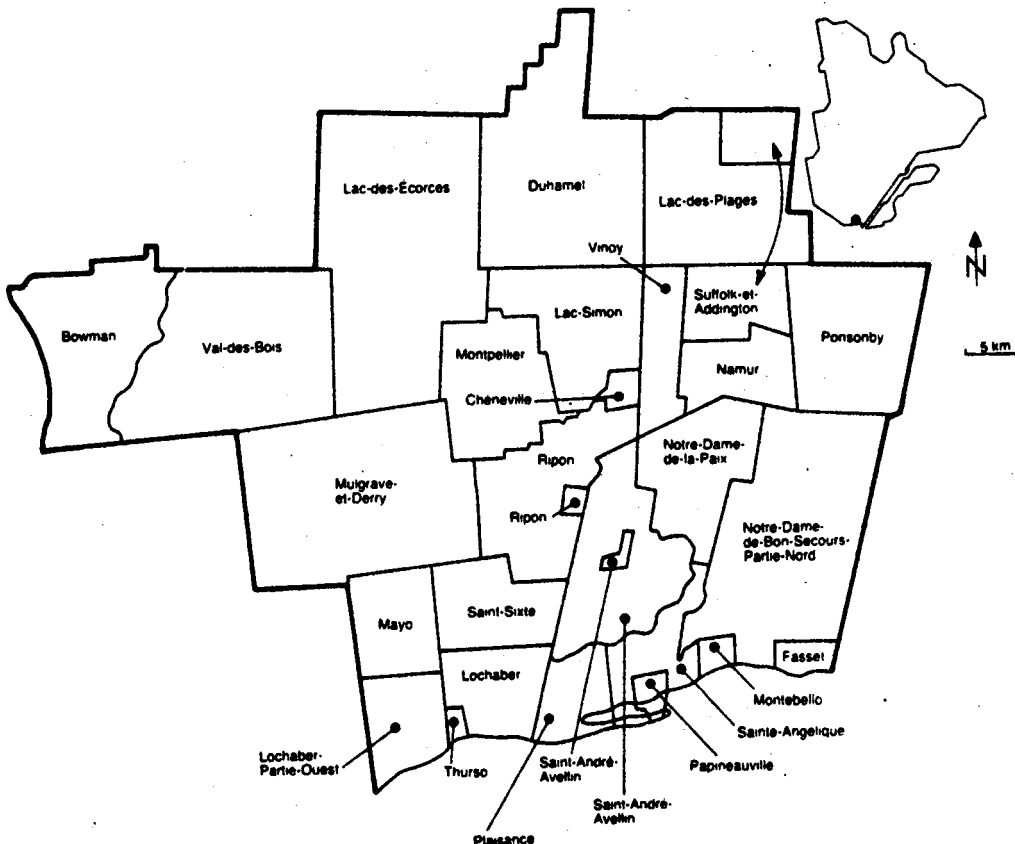
266, rue Viger  
Case postale 278  
Papineauville (Québec)  
J0V 1R0  
(819) 427-6243

Date d'entrée en vigueur  
Préfet  
Secrétaire-trésorier

1983-01-01  
Laframboise Mario  
Servant Hugues

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
75780	SD	Bowman	480	166,99
75530	VL	Chénéville	670	11,28
75700	SD	Duhamel	380	243,45
75110	SD	Fassett	490	13,98
75900	NO	Lac-des-Écorces	0	355,62
75660	SD	Lac-des-Plages	380	121,72
75540	SD	Lac-Simon	530	96,83
75320	CT	Lochaber	505	63,50
75340	CT	Lochaber-Partie-Ouest	540	61,22
75380	SD	Mayo	370	72,67
75120	VL	Montebello	1 050	7,95
75520	SD	Montpellier	740	107,46
75470	CU	Mulgrave-et-Derry	250	297,74
75560	SD	Namur	500	61,07
75150	P	Notre-Dame-de-Bon-Secours-Partie-Nord	350	265,75

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
75170	P	Notre-Dame-de-la-Paix	750	105,90
75240	VL	Papineauville	1 640	6,75
75280	SD	Plaisance	990	34,29
75580	CT	Ponsonby	230	142,42
75480	VL	Ripon	630	4,09
75500	CT	Ripon	710	128,62
75200	VL	Saint-André-Avellin	1 540	2,77
75220	P	Saint-André-Avellin	1 480	135,84
75260	P	Sainte-Angélique	730	50,09
75360	SD	Saint-Sixte	420	83,44
75570	CU	Suffolk-et-Addington	520	84,77
75300	V	Thurso	2 665	5,44
75750	SD	Val-des-Bois	600	224,34
75550	SD	Vinoy	120	53,94
<b>Total</b>			<b>20 240</b>	<b>3 009,93</b>





## **PAPINEAU 710**

Entrevues: 6  
Organismes  
et sociétés: 6

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

La MRC de Papineau possède un grand territoire regroupant deux régions, La Lièvre et la Petite-Nation, lesquelles possèdent chacune des spécificités distinctes au niveau des interactions provinciales.

### **LIENS COMMERCIAUX**

La ville de Hawkesbury représente, pour les résidents de l'Est de la MRC (Petite-Nation), un lieu d'achat privilégié et important puisque celle-ci est située à environ 30 minutes de certaines municipalités de l'Est de la MRC. Ce pôle commercial, aussi important soit-il, tend cependant à diminuer depuis l'explosion commerciale des villes de Gatineau et de Hull.

On estime ces fuites à plusieurs millions de dollars par années. Pour la Petite-Nation ces fuites sont évaluées à 5% des achats totaux; il s'agit surtout de produits en rapport avec des achats dispendieux tels que l'automobile ou les produits connexes (2 à 3 millions de dollars pour ce seul secteur).

L'est de la ville d'Ottawa s'est beaucoup développé et on y retrouve quelques centres d'achats importants et intéressants pour le québécois de la MRC de Papineau qui n'a qu'à utiliser le traversier de Masson ou Thurso pour y être à moins de 30 minutes.

Le centre-ville d'Ottawa s'approprie aussi une bonne proportion des achats de la population de Papineau surtout en ce qui regarde les commerces et services spécifiques aux grands centres.

Les taxes, moins élevées en Ontario, jouent évidemment un rôle de premier plan dans cet état de fait; d'autant plus qu'il y a la possibilité de se faire rembourser les taxes ontariennes payées. On ne note aucun achat des Ontariens sur le territoire de la MRC de Papineau.

### **LIENS INDUSTRIELS**

Quelques liens industriels sont établis depuis longtemps dans les deux sens. On cite par exemple la région de la Petite-Nation qui importe (mais de moins en moins) du bois de

pulpe directement de l'Ontario. On cite aussi l'exemple de la scierie Brunet à Fassett qui importe du bois d'oeuvre de l'Est ontarien.

## **LIENS TRAVAIL**

La MRC Papineau repose sur les secteurs d'activités des industries primaires et manufacturières ainsi que sur les commerces et services. En 1986, 7,5% des travailleurs oeuvraient dans le secteur de l'administration publique. Par extrapolation (en excluant le palier municipal et provincial), on peut prétendre que le pourcentage des travailleurs oeuvrant dans le secteur de l'administration publique fédérale gravite autour de 1% à 2% de la main-d'oeuvre totale. 3 à 5% du total de la population active trouve son emploi en Ontario.

Du côté de Hawkesbury, on observe quelques migrations alternantes pour le travail dans les secteurs manufacturiers comme le textile; mais par la force des choses (chute de ces secteurs), le nombre de travailleurs québécois impliqués diminue à chaque année.

À l'inverse, le nombre d'Ontariens travaillant sur le territoire de la MRC Papineau est négligeable.

## **LIENS SERVICES**

Santé : Depuis l'ouverture d'un hôpital à Gatineau, les hôpitaux d'Ottawa sont beaucoup moins utilisés qu'auparavant par les résidents de la MRC. On ne les utilise à l'heure actuelle que pour les services spécialisés non offerts dans les hôpitaux de Buckingham, Gatineau et Hull.

À noter enfin qu'une faible partie de la population de l'Est de la MRC utilise l'hôpital de Hawkesbury.

Scolaire : Rien de significatif si ce n'est cette possibilité d'étudier en anglais en Ontario et que plusieurs enfants exploitent.

## **AUTRES LIENS**

Schéma d'aménagement : Aucun projet de développement connu n'est actuellement en cours de réalisation ou en projet.

Tourisme : La MRC de Papineau compte un important volet villégiature, d'une part pour la région de Montréal et d'autre part pour la région Ottawa-Hull. Ainsi advenant une «non-association», plusieurs Ontariens pourraient reconsidérer l'opportunité de leur résidence secondaire sur le territoire. Par extrapolation, il est estimé que des quelque 15 000 chalets et résidences secondaires situés sur le territoire de la MRC Papineau (entre autre près du Lac Simon et de Duhamel), 13% sont de propriété

ontarienne. On estime que les retombées totales pour la MRC dans ce secteur sont de l'ordre de 20 millions de dollars.

Un flux important des touristes enregistrés provient de l'Ontario. La MRC s'appuie nécessairement sur ce bassin de population pour assurer le développement de ce secteur de l'économie.

### ***RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION***

Une non-association est à proscrire en raison de la nature des liens en place. Le tourisme est une activité très volatile, le consommateur ontarien peut choisir beaucoup d'autres endroits que cette MRC ou le Québec. Une barrière aux échanges commerciaux favoriserait la contrebande et, à court terme pénaliserait les consommateurs de la MRC.

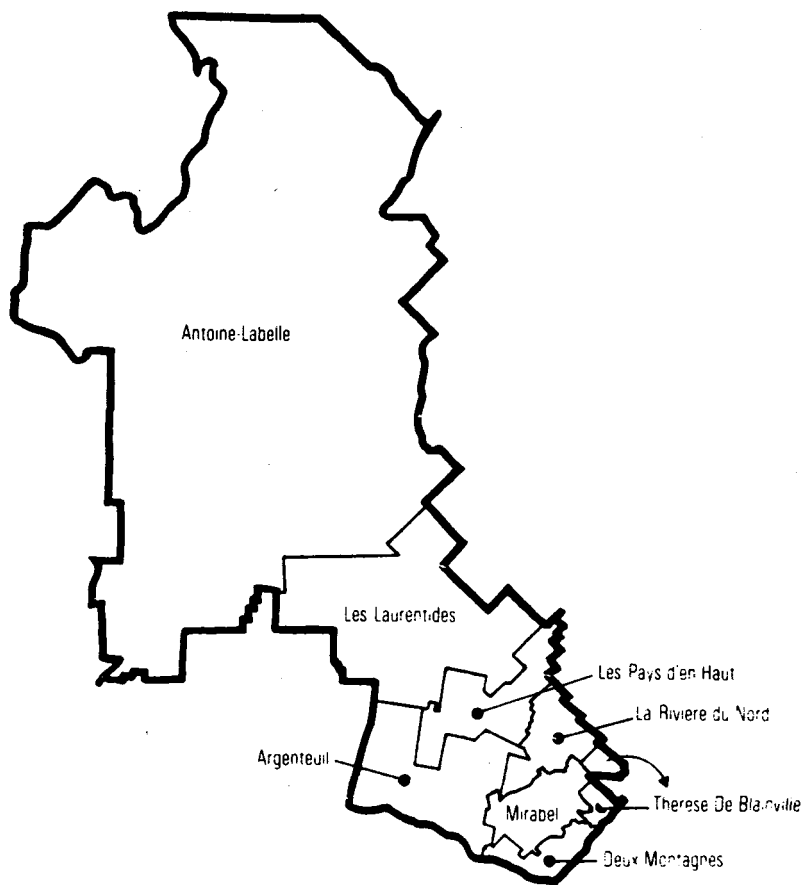
Une non-association pourrait amener un départ de 10 à 20% des ménages anglophones (évaluation fondée sur la base des observations faites depuis les élections de novembre 1976).



---

RÉGION ADMINISTRATIVE :  
**Laurentides 15**

---





**Argenteuil 686 (760)**

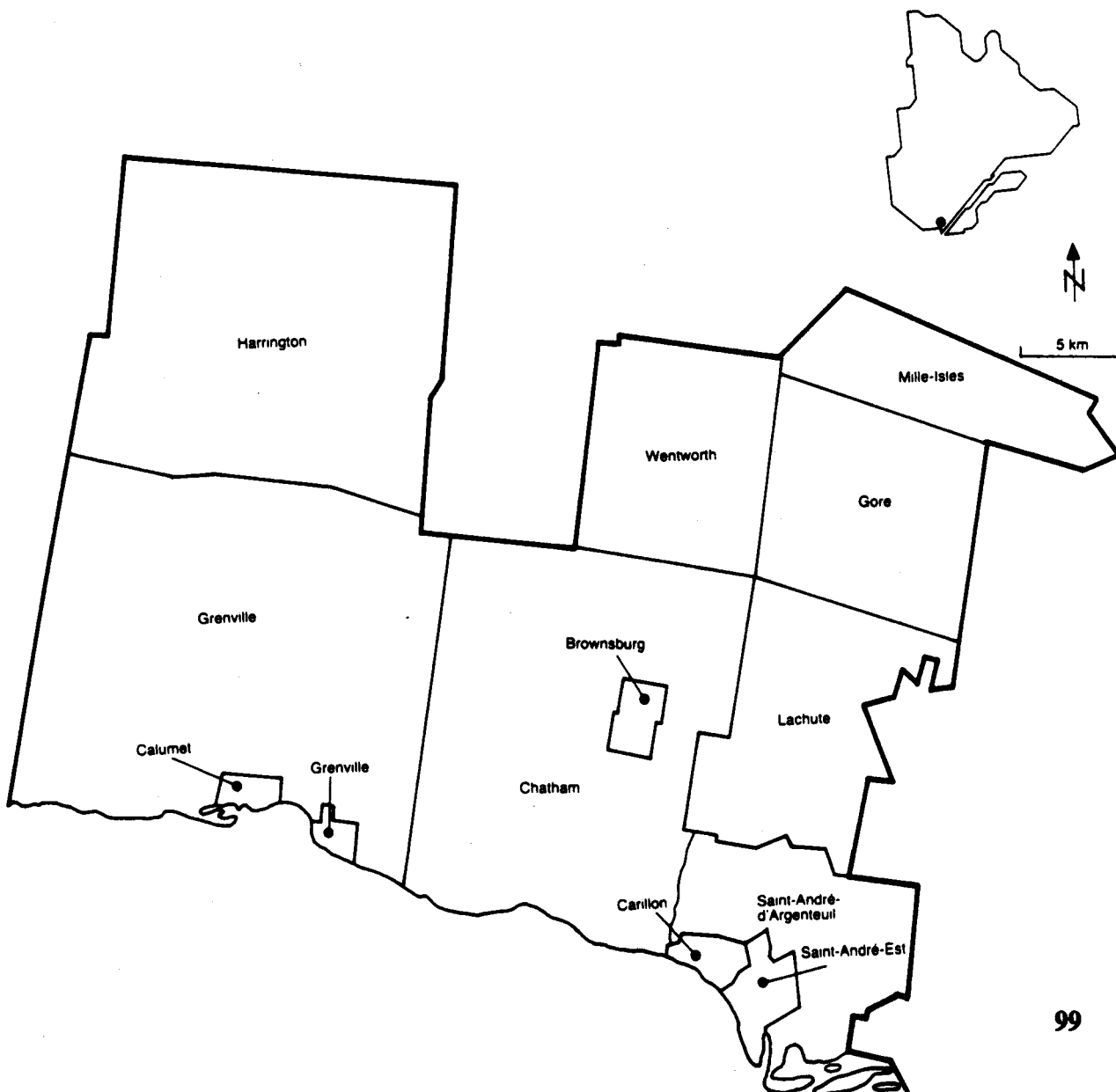
430, rue Grâce  
Case postale 188  
Lachute (Québec)  
J8H 3X3  
(514) 562-2474

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
74270	VL	Brownsburg	2 710	7,12
74330	VL	Calumet	700	5,54
74150	VL	Carillon	150	6,83
74300	CT	Chatham	3 950	242,19
74540	CT	Gore	840	93,86
74320	VL	Grenville	1 420	3,18
74380	CT	Grenville	1 970	316,13

Date d'entrée en vigueur  
Préfet  
Secrétaire-trésorier

1983-01-01  
Saint-Onge Flonan  
Paré Yves

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
74410	CT	Harrington	730	243,87
74230	V	Lachute	12 100	100,20
74580	SD	Mille-Isles	820	59,98
74190	P	Saint-André-d'Argenteuil	1 160	80,72
74110	VL	Saint-André-Est	1 460	10,90
74500	CT	Wentworth	320	88,99
<b>Total</b>			<b>28 330</b>	<b>1 259,51</b>





## **ARGENTEUIL 686**

Entrevues: 3  
Organismes  
et sociétés: 2

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

La MRC Argenteuil bien que située entre les deux grands centres de Montréal et de Hull-Ottawa est une région relativement enclavée en raison de l'absence d'autoroute la reliant à l'un ou à l'autre de ces deux centres, plus spécifiquement à Montréal. D'autre part, le fait que la ville d'Hawkesbury soit francophone à 85% (le Conseil Municipal se tient la plupart du temps en français) favorise les échanges entre cette dernière et la ville de Lachute de taille comparable (environ 10 000hbs, 70 km de distance).

Il est clair que ce problème de l'autoroute qui viendrait doubler la 148 et la 158 est actuellement au coeur de tous les débats d'importance qui se tiennent dans la MRC.

### **LIENS COMMERCIAUX**

Il existe une étroite collaboration au niveau des échanges commerciaux entre Lachute et Hawkesbury. Le fameux encan du mardi a permis d'accroître encore davantage ces échanges.

On cite le cas particulier du petit village de Grenville qui dépend très fortement de Hawkesbury, les maisons y sont moins chères et on assiste à un véritable petit boom résidentiel.

### **LIENS INDUSTRIELS**

Observations peu significatives si l'on excepte quelques échanges entre les deux cités de Lachute et Hawkesbury. On ne mentionne aucune industrie forte en interdépendance entre les deux provinces

### **LIENS TRAVAIL**

Observations peu significatives à part quelques exceptions.

### **LIENS SERVICES**

Santé : les deux villes ont toutes deux de bons hôpitaux, cependant, celui de Hawkesbury (hôpital privé) possède une meilleure réputation. On y a constaté un exode assez fort des médecins québécois. La file d'attente y est moins grande et l'accueil y est plus

chaleureux. Naturellement la RAMQ est vigilante sur toute entente de services particulière.

Scolaire : liens négligeables sauf pour les enfants désirant apprendre dans la langue anglaise (fréquence observée très faible).

### ***RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION***

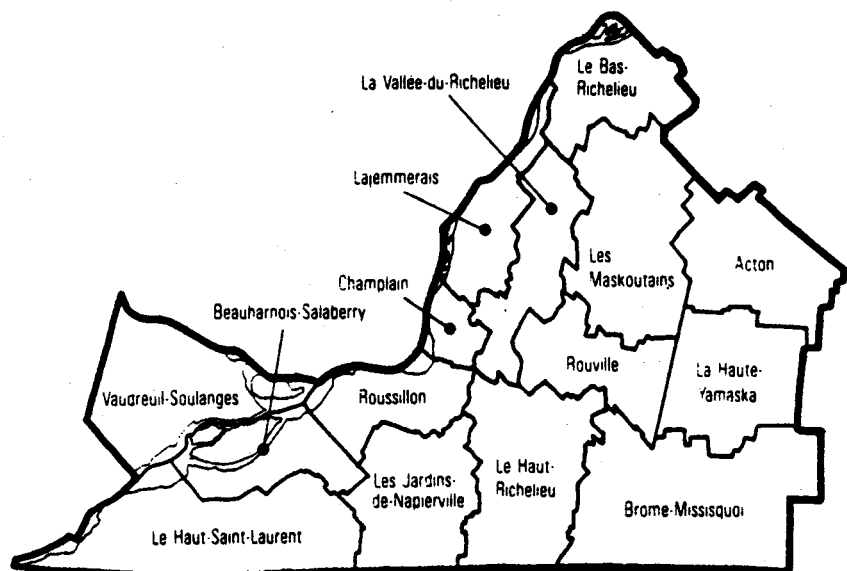
Hawkesbury se développe plus vite que Lachute, au point que Lachute est une municipalité désignée défavorisée par son vieillissement et son taux de chômage. Son enclavement relatif par rapport aux grands centres du Québec doublé de l'aspect francophone de Hawkesbury accentue l'orientation «ontarienne» de cette MRC qui plus que bien d'autres souhaite le maintien des libres marchés advenant l'accession du Québec à la souveraineté.

De plus à l'heure actuelle et depuis une dizaine d'années, on observe un exode important des anglophones vers l'Ontario.

---

RÉGION ADMINISTRATIVE :  
**Montérégie 16**

---





**Vaudreuil-Soulanges 628 (710)**

420, boulevard Roche, bureau 200

Vaudreuil (Québec)

J7V 2N1

(514) 455-5753

Date d'entrée en vigueur

1982-04-14

Préfet

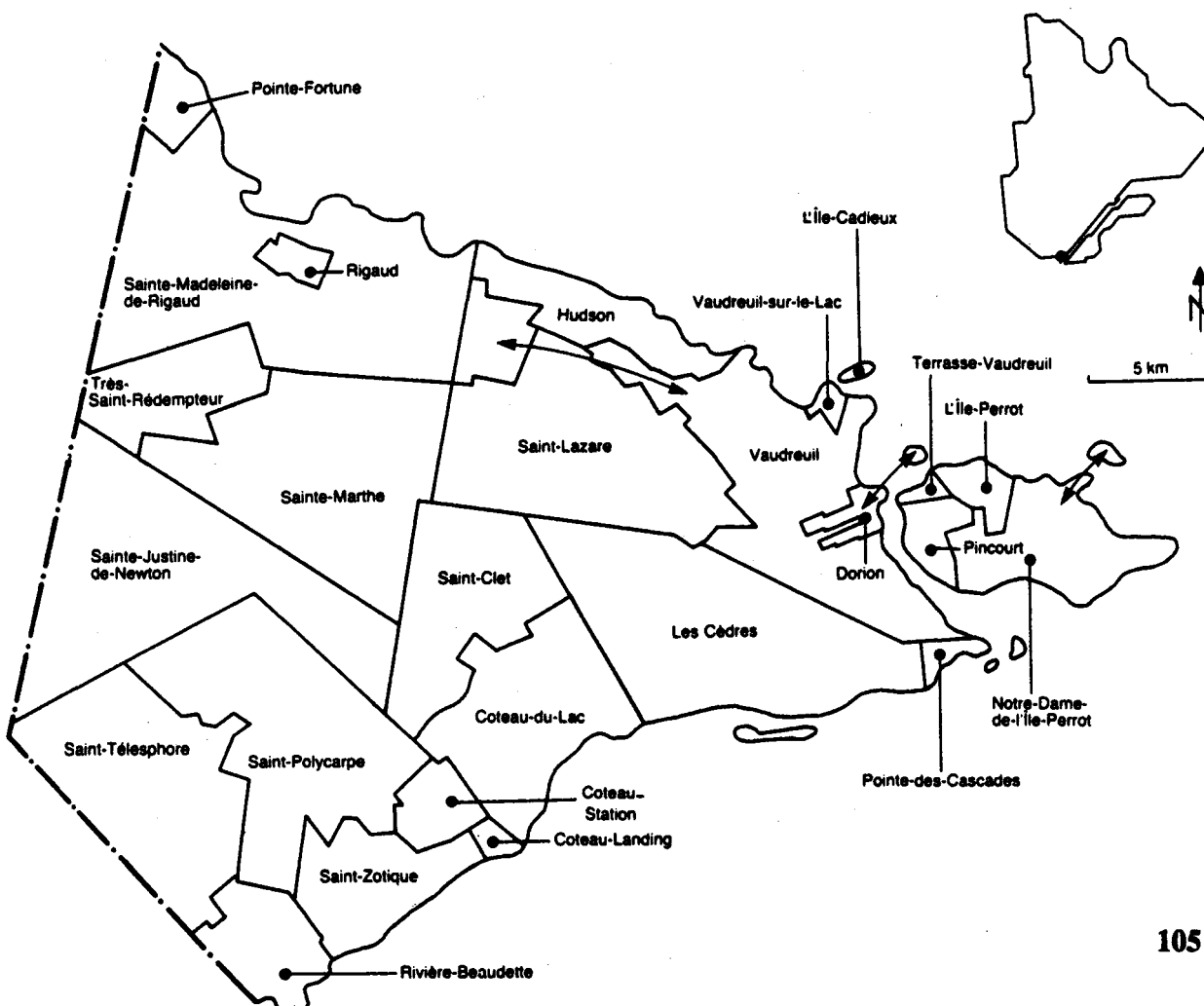
Sabourin Claude

Secrétaire-trésorier

Boisvert André B.

Code	Désignation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
71300	SD	Coteau-du-Lac	3 790	46,57
71420	VL	Coteau-Landing	1 570	1,83
71370	VL	Coteau-Station	1 070	10,28
72230	V	Dorion	5 800	3,70
72360	V	Hudson	4 940	21,62
71200	SD	Les Cèdres	3 560	78,31
72310	V	L'Île-Cadieux	140	0,62
72150	V	L'Île-Perrot	7 700	4,86
72130	P	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	5 600	28,14
72180	V	Pincourt	10 200	8,36
71120	VL	Pointe-des-Cascades	630	2,66
72780	VL	Pointe-Fortune	440	9,09
72680	V	Rigaud	2 600	4,04

Code	Désignation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
71550	SD	Rivière-Beaudette	1 100	19,62
71350	SD	Saint-Clet	1 230	36,61
72460	P	Sainte-Justine-de-Newton	890	84,14
72720	P	Sainte-Madeleine-de-Rigaud	3 250	93,11
72510	SD	Sainte-Marthe	1 120	80,23
72400	P	Saint-Lazare	7 300	67,59
71740	SD	Saint-Polycarpe	1 610	70,80
71780	P	Saint-Télesphore	780	59,62
71470	VL	Saint-Zotique	2 290	24,24
72210	SD	Terrasse-Vaudreuil	1 750	1,08
72580	P	Très-Saint-Rédempteur	550	25,40
72260	V	Vaudreuil	9 000	69,48
72300	VL	Vaudreuil-sur-le-Lac	790	1,73
<b>Total</b>			<b>79 700</b>	<b>855,73</b>





## **VAUDREUIL-SOULANGES 628**

Entrevues: 4  
Organismes  
et sociétés: 4

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

À l'inverse de la MRC d'Argenteuil, celle de Vaudreuil-Soulanges est presque exclusivement tournée vers l'île de Montréal. Et ce, d'autant plus que les zones économiques et résidentielles principales sont situées à la limite du West-Island (Île Perrot).

### **LIENS COMMERCIAUX**

Très peu de liens directs avec l'Ontario sont observables. La MRC est bordées par deux autoroutes qui en très peu de temps conduisent au centre-ville de Montréal. Une nuance a été évoquée pour la proximité (relative) de Rigaud et de Hawkesbury. Mais là encore, le train permet un accès direct de Rigaud au centre-ville de Montréal.

### **LIENS INDUSTRIELS**

Mêmes remarques que pour les liens commerciaux. Si l'on excepte les zones rurales de l'Ouest de la MRC (Saint-Zotique, Ste-Justine-de-Newton, St-Clet), seul Vaudreuil et Dorion possèdent quelques industries. Celles-ci sont en relation directe avec le tissu industriel montréalais et l'absence de centre ontarien important renforce cette tendance.

L'attraction naturelle est en premier lieu Montréal puis Valleyfield puis enfin les USA. Quand on parle de l'Ontario on emprunte le langage des météorologues pour parler de «trace» c'est à dire de présence effective mais en quantité négligeable

### **LIENS TRAVAIL**

Pas d'observations significatives. Les travailleurs alternants sont d'abord attirés par Montréal puis ensuite par Valleyfield.

### **LIENS SERVICES**

Santé: Pas d'observations significatives.

Scolaire: Pas d'observations significatives si ce n'est l'école des douanes qui attire des élèves de partout au Canada.

**RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE  
D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION**

Aucune réflexion d'inquiétude concernant la spécificité limitrophe de la MRC n'a été évoquée. Définitivement les liens socio-économiques sont québécois et non ontariens.

**Le Haut-Saint-Laurent 620 (690)**

23, rue King  
Case postale 1600  
Huntingdon (Québec)  
J0S 1H0  
(514) 264-5411

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
68720	CT	Dundee	380	72,46
68420	CT	Elgin	460	69,38
68300	SD	Franklin	1 700	112,19
68540	CT	Godmanchester	1 690	138,77
68240	CT	Havelock	850	87,98
68360	CT	Hinchinbrook	2 430	148,95
69660	VL	Howick	630	0,89
68480	V	Huntingdon	2 990	2,58

Date d'entrée en vigueur

1982-01-01

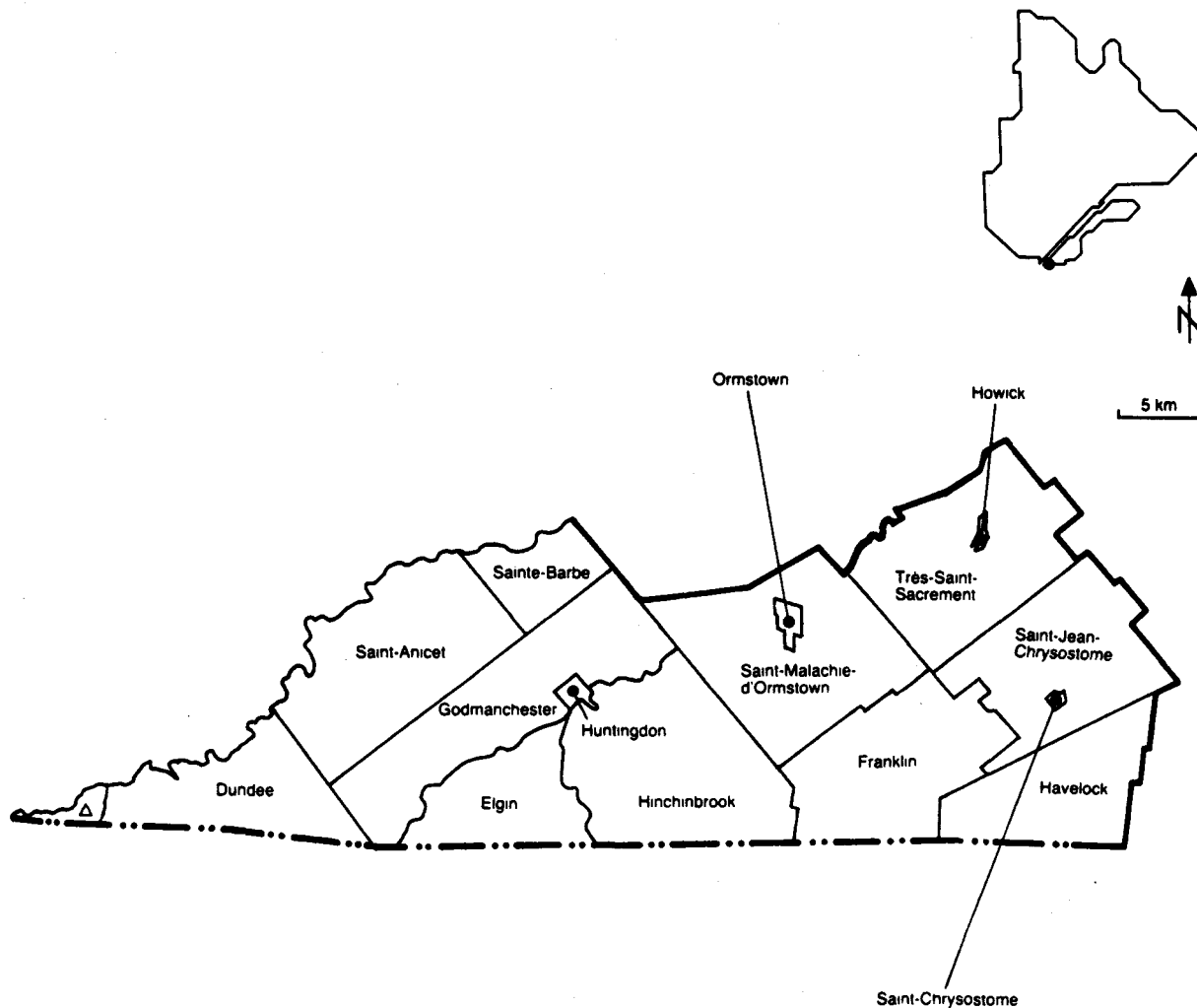
Préfet

Paternaude Paul-Maurice

Secrétaire-trésorier

Landreville François

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
69740	VL	Ormstown	1 680	1,89
68660	P	Saint-Anicet	2 280	136,25
69180	VL	Saint-Chrysostome	890	0,50
68600	P	Sainte-Barbe	1 310	39,78
69240	P	Saint-Jean-Chrysostome	1 620	99,04
69780	P	Saint-Malachie-d'Ormstown	2 100	140,50
69720	P	Très-Saint-Sacrement	1 400	97,30
<b>Total</b>			<b>22 410</b>	<b>1 148,46</b>





## **LE HAUT-SAINT-LAURENT 620**

Entrevues: 5  
Organismes  
et sociétés: 4

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

Il va sans dire que le voisin important est constitué par les États-Unis et non par l'Ontario. Toute la frontière Sud est constituée par les États-Unis. Il y a d'ailleurs une recherche de protection grâce à des associations de commerçants.

D'une façon générale, il s'agit d'une région relativement déshéritée par rapport au reste de la MRC Pas d'organismes de développement si ce n'est le Conseil Régional de la Montérégie (grande échelle). Les statistiques décrivent mal la réalité; le revenu moyen dans cette MRC n'a pas de signification, seuls les deux extrêmes (riches et pauvres) sont présents, les riches vers le Lac St-François et les pauvres avec parfois de maisons en terre battue près de Dundee, Elgin ou Havelock.

90% du territoire est agricole, 30% de la M.O. est agricole. Les seuls échanges se font surtout avec Cornwall.

On assiste aussi à un exode de la classe moyenne vers Valleyfield ou Chateauguay. Seuls l'agriculture et le textile sont encore intéressants dans cette MRC.

### **LIENS COMMERCIAUX**

Un certains nombre d'achats peuvent s'effectuer au besoin dans la région de Cornwall. Cependant les véritables fuites sont orientées vers l'État de New-York (Hogansburg en face Cornwall, Malone et Plattsburgh).

### **LIENS INDUSTRIELS**

Observations négligeables.

### **LIENS TRAVAIL**

Il est estimé que moins de 3% de la main d'oeuvre de la région travaille en Ontario. Quelques ouvriers de la construction et de services, et plus majoritairement des employés de la Domtar à Cornwall et dans le textile à Cornwall. Quelques uns vont également travailler au niveau des services de santé et des services sociaux en Ontario.

Dans la plupart des cas, il s'agit de personnes unilingues anglaises.

De façon générale, les gens qui vont travailler en Ontario, déménagent après un certain temps dans cette province lorsque leur emploi est assuré.

### ***LIENS SERVICES***

Santé: Quelques cas spécifiques peuvent être transférés sur les hôpitaux de la région de Cornwall. Mais plus généralement les transferts et admissions se font à Valleyfield ou Montréal.

Scolaire: On estime à moins de 5% les étudiants québécois qui étudient en Ontario. Principalement au collège St-Laurent à Cornwall et dans les institutions (collèges et universités à Ottawa).

### ***AUTRES LIENS***

Schéma d'aménagement: Le schéma d'aménagement est «maison», il n'y a pratiquement pas d'échange au niveau du fleuve. Il s'agit véritablement de la partie pauvre de la Montérégie.

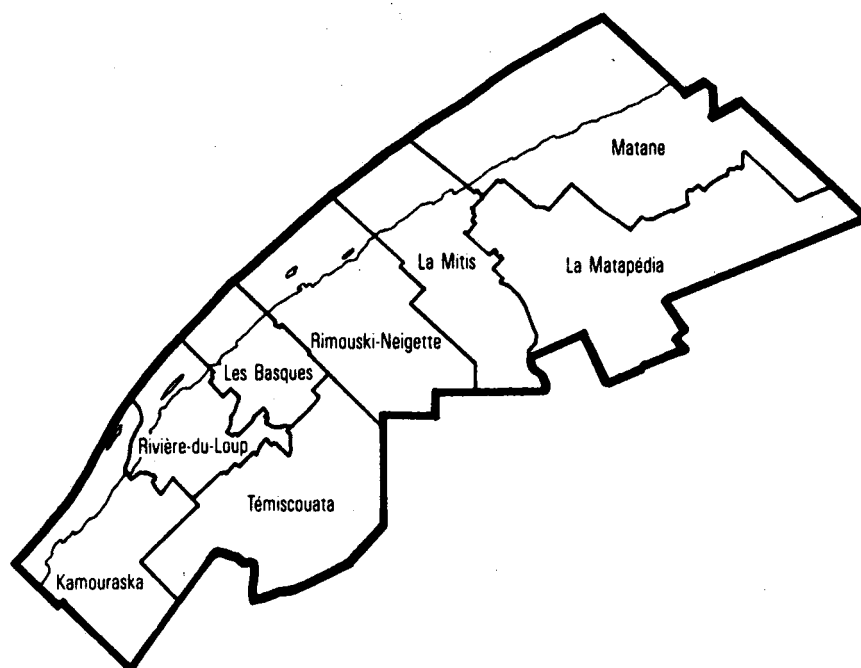
### ***RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION***

Politiquement, le Parti «Equality» est très présent dans le milieu anglophone de la région et il n'est pas exclu qu'il y ait des propositions pour qu'une partie du territoire soit incluse dans le corridor «Canton de l'Est - Ontario».

---

RÉGION ADMINISTRATIVE :  
**Bas-Saint-Laurent 01**

---





## Témiscouata 300 (130)

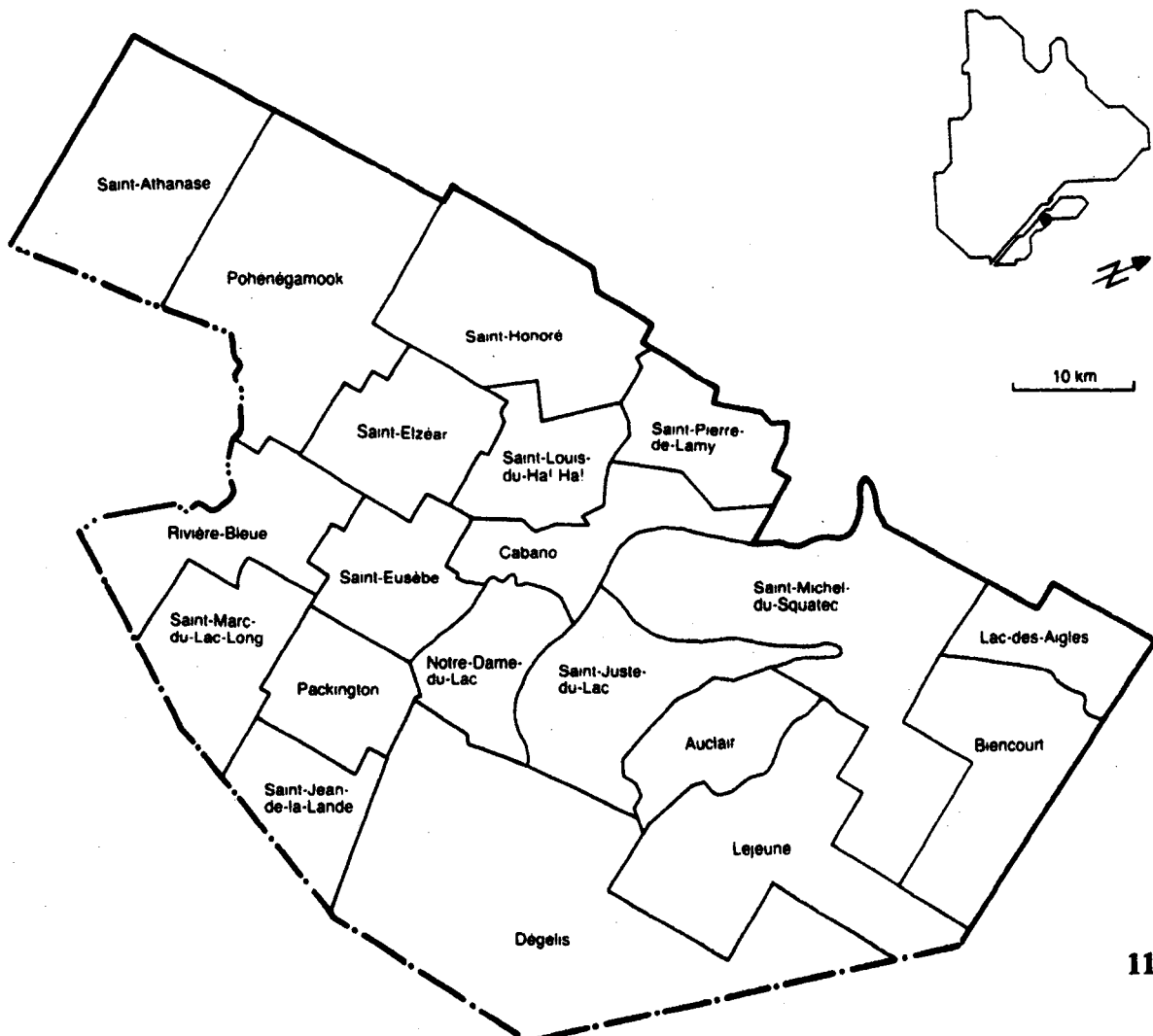
3, rue Hôtel-de-Ville  
Case postale 460  
Notre-Dame-du-Lac (Québec)  
G0L 1X0  
(418) 899-6725

Date d'entrée en vigueur  
Préfet  
Secrétaire-trésorier

1992-01-01  
Lemay Alonzo  
Lapante Jean-Pierre

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
09410	SD	Auclair	530	106,66
07280	SD	Biencourt	850	187,80
09500	V	Cabano	3 390	121,78
09150	V	Dégelis	3 660	562,84
07280	SD	Lac-des-Aigles	720	85,10
09440	SD	Lejeune	430	269,40
09370	V	Notre-Dame-du-Lac	2 120	106,13
09220	P	Packington	620	117,89
10140	V	Pohénégamook	3 540	351,97
09310	SD	Rivière-Bleue	1 800	179,93

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
10160	SD	Saint-Athanase	420	289,08
09700	SD	Saint-Elzéar	440	151,54
09340	P	Saint-Eusébe	700	120,12
09770	SD	Saint-Honoré	940	244,34
09180	SD	Saint-Jean-de-la-Lande	330	108,80
09400	SD	Saint-Juste-du-Lac	720	170,11
09630	P	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 590	109,09
09260	P	Saint-Marc-du-Lac-Long	540	147,16
09460	P	Saint-Michel-du-Squatec	1 510	363,10
09560	SD	Saint-Pierre-de-Lamy	190	115,46
Total			25 040	3 908,30





## TÉMISCOUATA 300

Entrevues: 7  
Organismes  
et sociétés: 5

### REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Il faut considérer cette MRC comme voisine du Nouveau-Brunswick mais également comme voisine des USA par le Nouveau-Brunswick (Edmunston - Madawaska et via le Quartier Escourt à Ville Pohénégamook). Les entrées directes aux USA n'étant pas du tout aménagées.

Les liens entre les deux provinces sont, dans cette région, historiques et solidement implantés; il existe aussi beaucoup de liens de parenté de part et d'autre de la frontière.

### LIENS COMMERCIAUX

Au niveau commercial, les achats se font dans les deux sens. Ainsi par exemple les gens du Nouveau-Brunswick viennent acheter des autos dans le Témiscouata tandis que les gens de la région de Dégelis vont faire leur magasinage et épicerie pour une bonne partie à Edmunston (16 000 hbts).

Les échanges de biens et services sont importants, surtout entre Dégelis et Edmunston + Madawaska dans le Maine.

La MRC Témiscouata est l'une des rares à posséder des enquêtes assez bien étoffées qui permettent de quantifier avec une précision appréciable les échanges commerciaux établis entre les deux provinces.

Une première étude intitulée *Le magasinage à l'extérieur du Témiscouata*<sup>1</sup> réalisée par deux chercheuses pour le C.A.D.R.E.-TÉMIS (Centre d'Assistance en Développement Régional-Témiscouata Inc) révèle clairement l'ampleur du phénomène en 1989<sup>2</sup>.

On reprend ici pour fins de précisions 6 des 10 conclusions principales extraites directement du rapport sommaire de l'étude. D'autres précisions sont données au point 3.2.1. du texte principal.

- 
1. Copies disponibles à la MRC de Témiscouata.
  2. Les résultats principaux sont repris dans le texte principal du rapport.

1. La consommation à l'extérieur est une pratique courante et généralisée à l'ensemble des localités de la MRC de Témiscouata.
2. Entre 41,34 et 51,26% des ménages ont acheté quelque chose à l'extérieur au cours des six derniers mois.
4. La valeur des ventes qui ne sont pas réalisées dans la MRC de Témiscouata est estimée à 9 300 000\$ pour la dernière année, sans tenir compte des achats de meubles.
5. Les secteurs les plus durement touchés sont les jouets, les vêtements en général, les articles de sport et les chaussures pour enfants.
7. Les raisons spécifiques d'achats à l'extérieur pour les différents groupes de produits sont le choix, le prix et le fait que certains articles sont peu ou pas offerts dans les localités ou régions.
9. Les villes les plus fréquentées pour l'achat à l'extérieur sont Rivière-du-Loup (45 % des déplacements) et Edmunston - St.-Basile (30% des déplacements).

En mai 1990 une autre étude intitulée *Rapport Étude de marché* rédigée par l'équipe de «Rues principales» confirme et précise les résultats de l'enquête précédente. Les parts d'achat effectués au Nouveau-Brunswick sont par secteurs principaux :

Alimentation : 9,3%  
Journaux, revues, livres : 9,9%  
Vêtements : 49%  
Chaussures : 41%  
Décorations intérieure : 25,6%  
Appareils électro-ménagers : 46,7%  
Articles de sport : 42,3%  
Pièces et Acc. d'auto : 17,2%  
Bijoux : 37,3%  
Jouets : 53,2%  
Meubles : 6,1%

## **LIENS INDUSTRIELS**

Les échanges industriels sont importants au niveau du bois de sciage et pour l'ensemble des produits forestiers et dérivés.

Les moulins de sciage profitent aussi des taux préférentiels, de même que l'agriculture.

## ***LIENS TRAVAIL***

Au niveau de l'emploi, il s'agit surtout de travailleurs forestiers (assez nombreux historiquement). Aucun chiffre ne semble disponible bien que les responsables s'entendent pour dire qu'il s'agit d'un phénomène qui n'est pas négligeable.

## ***LIENS SERVICES***

Santé : de nombreux accouchements se font à Edmunston située à 15 mn. Sinon il ne semble pas que les institutions de cette région du Nouveau-Brunswick accueillent un nombre significatif de patients québécois. Les hôpitaux de Rivière-du-Loup, Rimouski ou Québec sont suffisants pour fournir l'essentiel de la suppléance.

Scolaire : Quelques jeunes vont au collège universitaire de Saint-Louis Maillet; également à Moncton. Seuls quelques enfants anglophones peuvent choisir d'aller au primaire et à titre privé dans les écoles du Nouveau-Brunswick.

## ***AUTRES LIENS***

Schéma d'aménagement : le schéma n'a pas de relation directe avec la province voisine.

## ***RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION***

Il est clair que les consommateurs de la région de Dégelis seraient très défavorisés si il y avait quelque frein nouveau qui interviendrait dans les échanges. On peut cependant prévoir que ce protectionnisme permettrait probablement d'exploiter plus facilement le marché d'un point de vue local et partant de favoriser le développement de la région.



**Rimouski-Neigette 190 (100)**

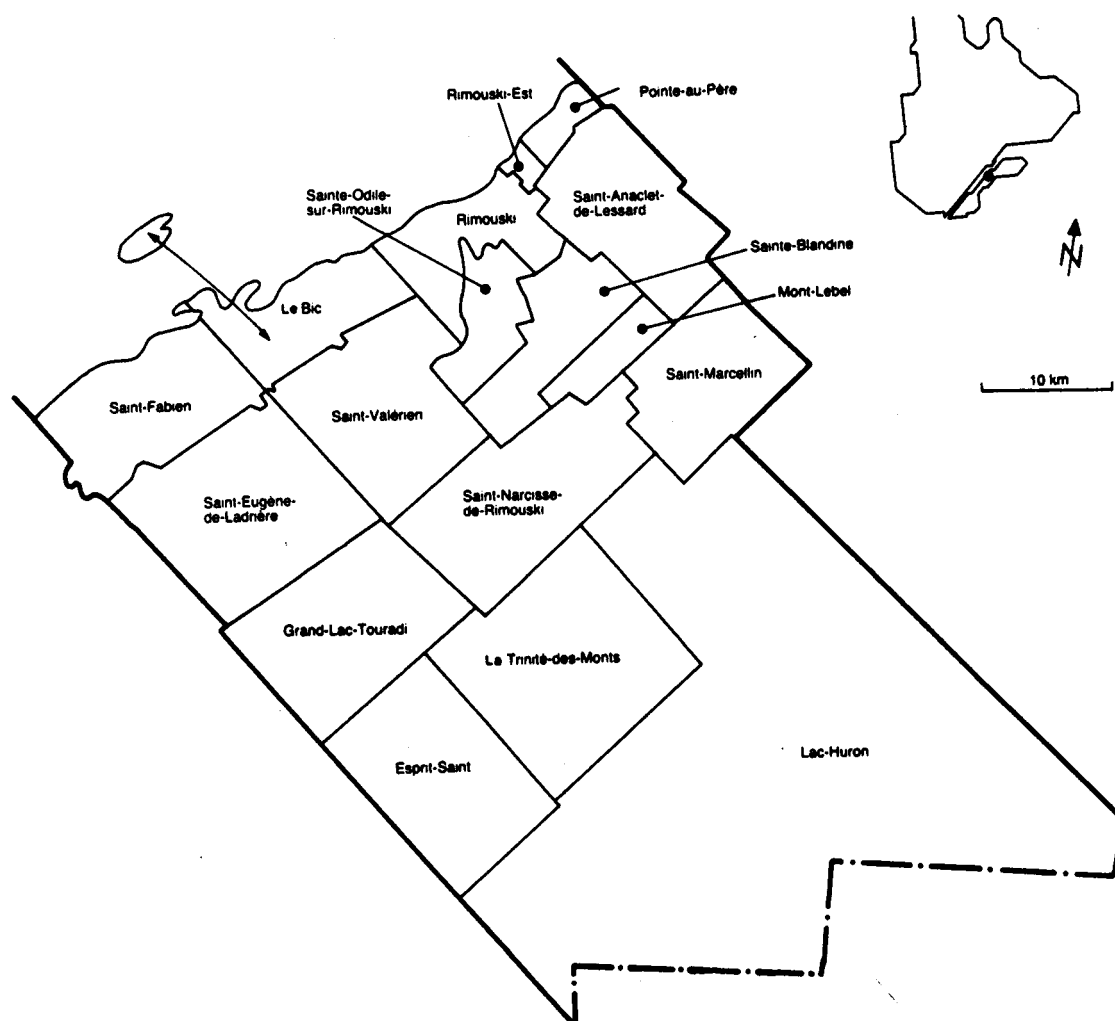
220, avenue de la Cathédrale  
Case postale 1297  
Rimouski (Québec)  
G5L 5J2  
(418) 724-5154

Date d'entrée en vigueur  
Préfet  
Secrétaire-trésorière

1982-05-26  
Côté Daniel  
Audet Louise

Code	Désignation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
07250	SD	Esprit-Saint	600	169,28
07970	NO	Grand-Lac-Touradi	0	163,30
07929	NO	Lac-Huron	0	981,79
07240	P	La Trinité-des-Monts	400	233,09
07660	VL	Le Bic	3 230	81,17
07360	SD	Mont-Label	230	31,70
07560	V	Pointe-au-Père	4 040	17,84
07580	V	Rimouski	30 700	75,90
07570	VL	Rimouski-Est	2 340	6,26

Code	Désignation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
07550	P	Saint-Anaclet-de-Lessard	2 850	126,26
07620	P	Sainte-Blandine	1 940	74,59
07600	P	Sainte-Odile-sur-Rimouski	1 230	47,87
07700	P	Saint-Eugène-de-Ladrière	570	191,79
07680	P	Saint-Fabien	2 040	128,07
07370	P	Saint-Marcellin	300	117,01
07350	P	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 040	166,83
07640	P	Saint-Valérien	820	149,69
<b>Total</b>			<b>52 130</b>	<b>2 762,44</b>





## ***RIMOUSKI-NEIGETTE 190***

Entrevues : 2  
Organismes  
et sociétés : 2

### ***REMARQUES PRÉLIMINAIRES***

La MRC Rimouski-Neigette possède une limite commune avec le Nouveau-Brunswick, mais uniquement à travers les bois. Quelques chemins forestiers traversent, mais aucune route ou rang véritablement carrossable ne permet de relier les deux provinces.

### ***LIENS COMMERCIAUX***

Rien d'observable

### ***LIENS INDUSTRIELS***

Rien d'observable

### ***LIENS TRAVAIL***

Quelques travailleurs forestiers sur les deux municipalités de Trinité-des-Monts et Esprit-Saint, mais leur nombre demeure inconnu.

### ***LIENS SERVICES***

Rien d'observable

### ***AUTRES LIENS***

Rien d'observable

### ***RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION***

Les principes de maintenir la libre circulation des biens et des personnes sont énoncés mais ne concernent que de façon très théorique la MRC.



## La Mitis 180 (090)

300, avenue du Sanatorium  
 Mont-Joli (Québec)  
 G5H 1V7  
 (418) 775-8445

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
06780	SD	Grand-Métis	330	25,85
05919	NO	Lac-à-la-Croix	4	242,55
07919	NO	Lac-des-Eaux-Mortes	0	936,02
05660	P	La Rédemption	620	116,29
06710	SD	Les Boules	390	34,08
07530	VL	Luceville	1 460	4,55
06720	VL	Métis-sur-Mer	210	13,93
07480	V	Mont-Joli	6 800	8,86
05760	SD	Padoue	410	67,57
06760	VL	Price	2 030	2,35
07200	P	Saint-Charles-Garnier	440	83,73

Date d'entrée en vigueur

1982-01-01

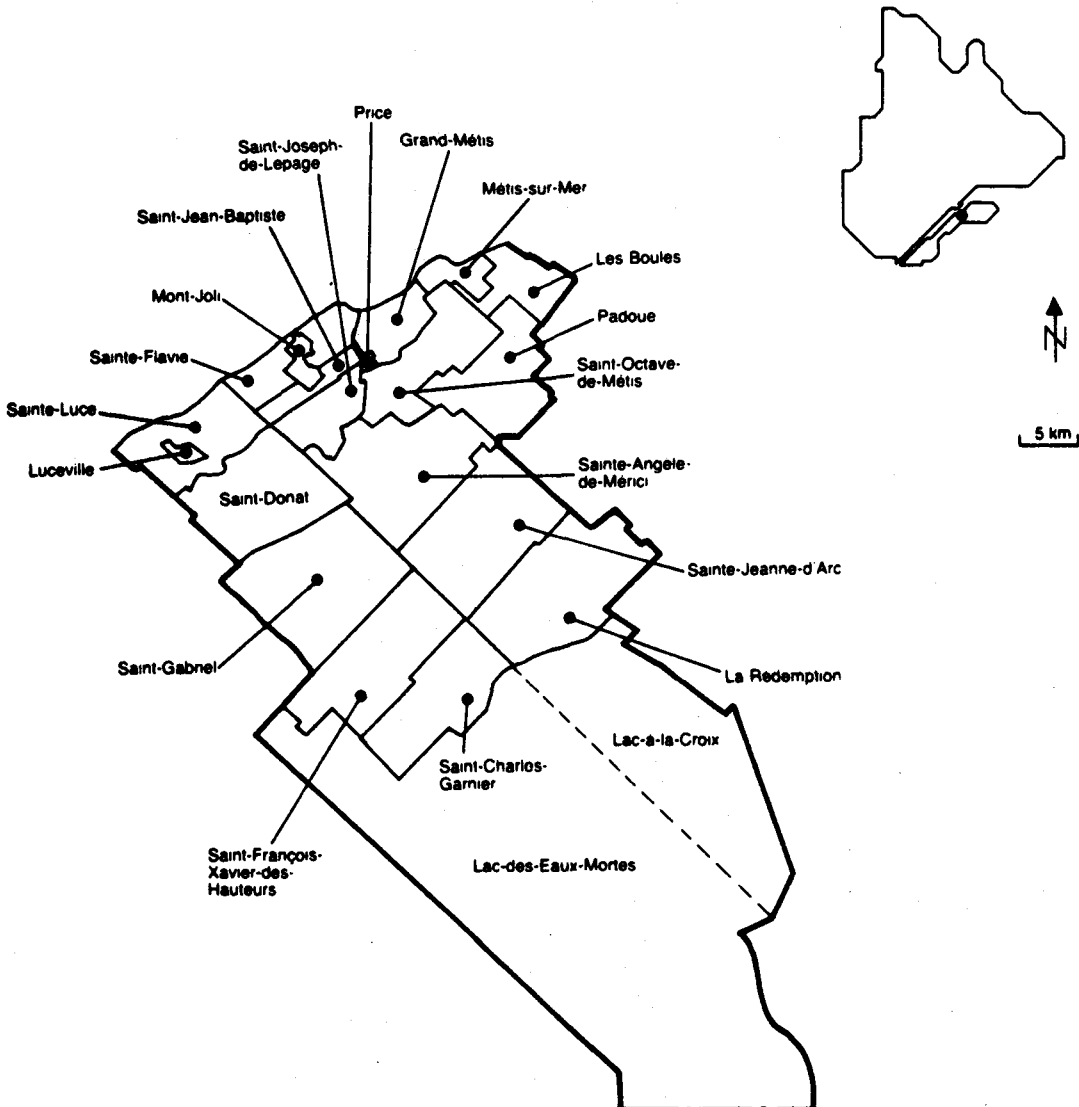
Préfet

Bélanger Rémi

Secrétaire-trésorier

Séguin Luc

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
07520	P	Saint-Donat	850	83,23
07440	SD	Sainte-Angèle-de-Mérici	1 290	108,41
07510	P	Sainte-Flavie	1 030	37,62
05680	P	Sainte-Jeanne-d'Arc	450	110,82
07540	P	Sainte-Luce	1 430	70,33
07220	P	Saint-François-Xavier-des-Hauteurs	770	105,41
07420	SD	Saint-Gabriel	1 340	132,10
07500	SD	Saint-Jean-Baptiste	780	13,78
07460	P	Saint-Joseph-de-Lepage	640	30,27
06740	P	Saint-Octave-de-Métis	640	74,63
<b>Total</b>			<b>21 914</b>	<b>2 312,38</b>





## **LA MITIS 180**

Entrevues : 2

Organismes

et sociétés : 2

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

Les observations faites pour la MRC Rimouski-Neigette sont valable pour cette MRC. Seule une limite commune d'une dizaine de kilomètres dans le bois relie les deux provinces sur ce territoire.

### **LIENS COMMERCIAUX**

Rien d'observable.

### **LIENS INDUSTRIELS**

Rien d'observable.

### **LIENS TRAVAIL**

Rien d'observable.

### **LIENS SERVICES**

Rien d'observable.

### **AUTRES LIENS**

Rien à signaler si ce n'est le petit morceau de frontière avec le Nouveau-Brunswick qui se limite à l'Est par la Rivière à Saumon Patapédia.

### **RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION**

Il y aurait peut-être, advenant un changement de statut pour le Québec à envisager une harmonisation de la législation pour la pêche au saumon. On note aussi la centaine de chalets loués au gouvernement du Québec relevant directement de la MRC.

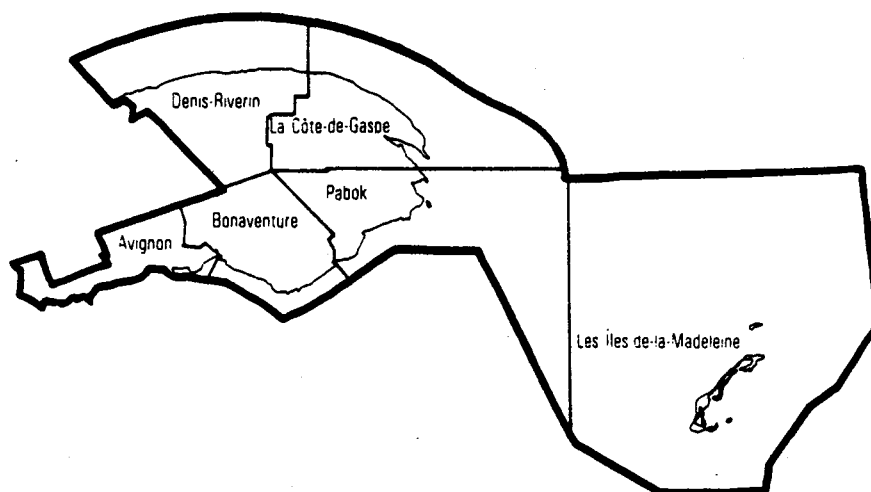


---

RÉGION ADMINISTRATIVE :

Gaspésie –  
Îles-de-la-Madeleine **11**

---





**Avignon 110 (060)**

470, rue Francoeur  
Case postale 128  
Nouvelle (Québec)  
G0C 2E0  
(418) 794-2221

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
04480	V	Carleton	2 730	152,34
04560	SD	Escuminac	700	109,55
04700	SD	L'Ascension-de-Patapédia	320	95,38
04460	SD	Maria	2 590	96,34
04650	P	Matapédia	830	70,75
04530	SD	Nouvelle	2 200	230,63
04600	SD	Pointe-à-la-Croix	1 740	394,03

Date d'entrée en vigueur

1981-03-18

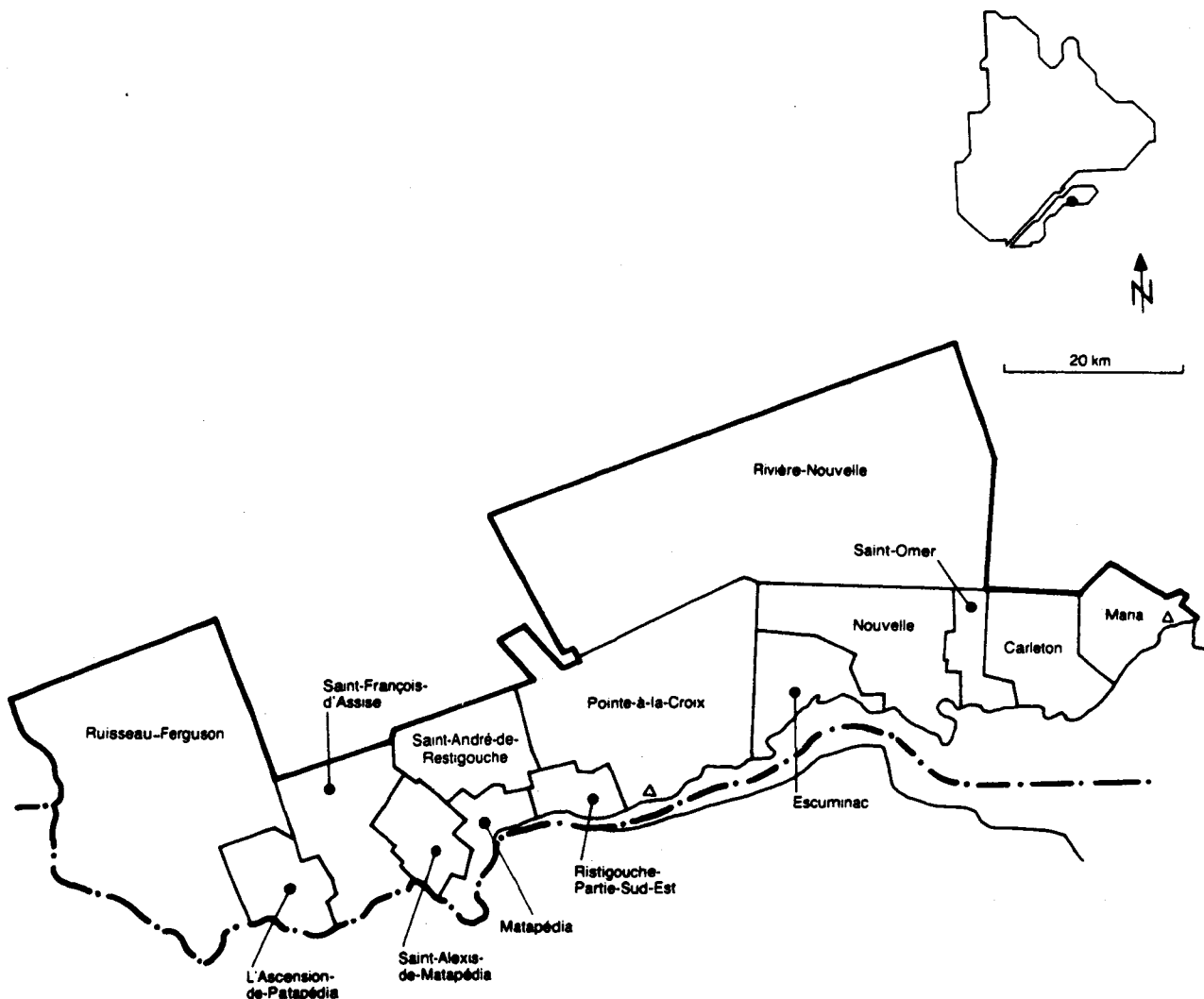
Préfet

Plourde Renad

Secrétaire-trésorier

Bernatchez Gaétan

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
04620	CT	Ristigouche-Partie-Sud-Est	140	48,95
04919	NO	Rivière-Nouvelle	0	1 117,35
04950	NO	Ruisseau-Ferguson	0	680,65
04660	P	Saint-Alexis-de-Matapédia	830	83,37
04640	SD	Saint-André-de-Restigouche	200	146,07
04680	P	Saint-François-d'Assise	980	171,97
04500	P	Saint-Omer	1 400	62,44
<b>Total</b>			<b>14 660</b>	<b>3 459,82</b>





## AVIGNON 110

Entrevues : 5  
Organismes  
et sociétés : 4

### REMARQUES PRÉLIMINAIRES

La MRC Avignon, de façon identique à celle du Témiscouata est en interrelation constante avec le Nouveau-Brunswick. La MRC n'a pas de capitale, aucune de ses municipalités n'offre suffisamment à toutes les autres pour exercer un véritable attrait. L'attraction est donc forte de la part des trois centres extérieurs : Amqui et New-Richmond au Québec et surtout Campbellton au Nouveau-Brunswick.

La MRC Avignon subit sur l'ensemble de son territoire une force centrifuge qui draine autant son économie que sa démographie. En fait, il faut bien tenir compte du fait que le nord du Nouveau-Brunswick est important et gros par rapport à cette contrée du Québec qui de son côté n'est que périphérique et plus marginale.

Campbellton s'impose comme un centre d'attraction majeur; et ceci est évident jusqu'à Nouvelle. Il convient toujours de distinguer les Plateaux du reste de la MRC. Les plateaux ou la vallée partent de l'extrême ouest (Ruisseau-Ferguson, L'Ascension-de-Patapédia, jusqu'à Pointe-à-la-Croix. La partie basse (la Baie) continue à l'Est jusqu'à Maria.

### LIENS COMMERCIAUX

Une étude effectuée par le CLSC Malauze de la MRC Avignon (mars 1984)<sup>3</sup> révèle très clairement que le premier pôle d'attraction de la MRC est constitué par Campbellton. L'étude ne donne pas de chiffres exprimés en dollars mais en pourcentage d'échanges effectués. Ainsi on calcule que cette attraction s'établit au minimum à 30% pour la municipalité de l'Ascension-de-Patapédia et à 90% pour Ristigouche Sud-Est. La moyenne pondérée semble s'établir autour de 50% des échanges en biens et services.

Le classement effectué par centre d'attraction et par catégorie de biens et services révèle que Campbellton est surtout attirante pour ses centres commerciaux ainsi que pour y effectuer des achats importants comme l'automobile ou encore la dentisterie et la pharmacie.

---

3. *Avignon : Un tiers monde à l'âge d'or*, CLSC Malauze, mars 1984, 84 pages.

## LIENS INDUSTRIELS

Sans que l'importance ait été chiffrée avec précision, on peut observer un certain nombre de liens économiques pour l'industrie du bois d'oeuvre. La MRC compte une dizaine de scieries dont une seule d'importance après l'incendie de *Les Matériaux Blanchet inc* en 1983. Il s'agit de *Delebo Inc.* Une bonne partie du bois provient des MRC voisine ainsi que du Nouveau-Brunswick.

## LIENS TRAVAIL

Là encore il s'agit surtout de travailleurs forestiers et un peu du secteur de la construction<sup>4</sup>. Il est intéressant aussi de remarquer qu'un nombre important de résidents de la MRC oeuvre au nouvel hôpital de Campbellton dans les différents services de santé.

## LIENS SERVICES

Santé: l'Est de la MRC dépend surtout de sa continuité naturelle avec Bonaventure et la Baie des Chaleurs, tandis que l'Ouest dépend tout à fait de Campbellton. Il y a peu de relations entre l'Est et l'Ouest. Les gens de Nouvelle et plus à l'Est se dirigeront plus facilement vers l'hôpital de Maria et ceux de la MRC Bonaventure. Cependant pour les orthèses et certaines spécialités, les gens sont obligés d'aller à Campbellton.

On remarque que les hôpitaux Hôtel-Dieu et Soldiers Memorial de Campbellton offrent 10 lits réservés aux résidents du Québec. Le nouvel hôpital de la ville offre également une quantité de services réservés à la population du Québec.

Scolaire: L'enseignement primaire se dispense sur la quasi-totalité de la MRC. L'enseignement en anglais est également très accessible, ce qui limite les inscriptions des résidents québécois dans les écoles de la région de Campbellton. Au niveau du primaire et du secondaire, les seuls liens significatifs concernent les amérindiens (deux réserves, celle de Maria et celle de Restigouche) et quelques anglophones. pour le collégial, peu de liens car il y a le CEGEP de Carleton. Au niveau universitaire, grosse dépendance vis-à-vis des acadiens et de Moncton.

## AUTRES LIENS

Schéma : il y a la question des rivières à saumons: rivière Restigouche + réserves amérindiennes. Sur ce plan il y a une certaine opacité avec les voisins du Nouveau-Brunswick car ils n'ont ni la même législation ni la même structure de travail au niveau des régions. Quelques règlements ou litiges comme la demande faite par la MRC pour que le Nouveau-Brunswick se dote d'un épurateur pour la centrale thermique de Belledune.

---

4. Les événements récents de janvier 1992 sont éloquentes à cet égard.

## RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION

L'étude du CLSC Malauze rapporte qu'un article paru dans *Le progrès du Golfe* du 23/10/1931 décrivait bien déjà à cette époque l'attraction exercée par Campbellton : *Le Nouveau-Brunswick se remue activement, tire sur toutes sortes de ficelles dangereuses, il suffit de lire les journaux de là-bas pour s'en convaincre, tandis que le public du Québec dort sur les deux oreilles en méditant sur la crise économique. Plus loin on relève : Il ne manque plus que le pont pour faire de la Gaspésie une excellente succursale du Nouveau-Brunswick. Les liens et les rivalités ne datent donc pas d'hier.*

Récemment le Maire de Campbellton aurait déclaré de façon controversée que si les québécois qui ont coutume d'aller magasiner à Campbellton s'établissaient définitivement là, le problème de la ville serait alors réglé. Cela démontre l'extrême polarité (parfois émotive) que cette ville exerce sur la MRC, il y a donc une interdépendance très forte.

Il semble très clair dans le cas de cette MRC que le lien soit presque à sens unique Québec -> Nouveau-Brunswick et qu'une séparation économique serait à terme beaucoup plus dommageable pour la région de Campbellton qui perdrait l'un de ses clients privilégiés. La MRC se tournerait provisoirement vers ses voisines, et favoriserait une meilleure autonomie en termes de services et de commerces si — et c'est peu probable — aucune entente particulière n'intervenait rapidement entre ces deux régions.



## Les Îles-de-la-Madeleine 100 (010)

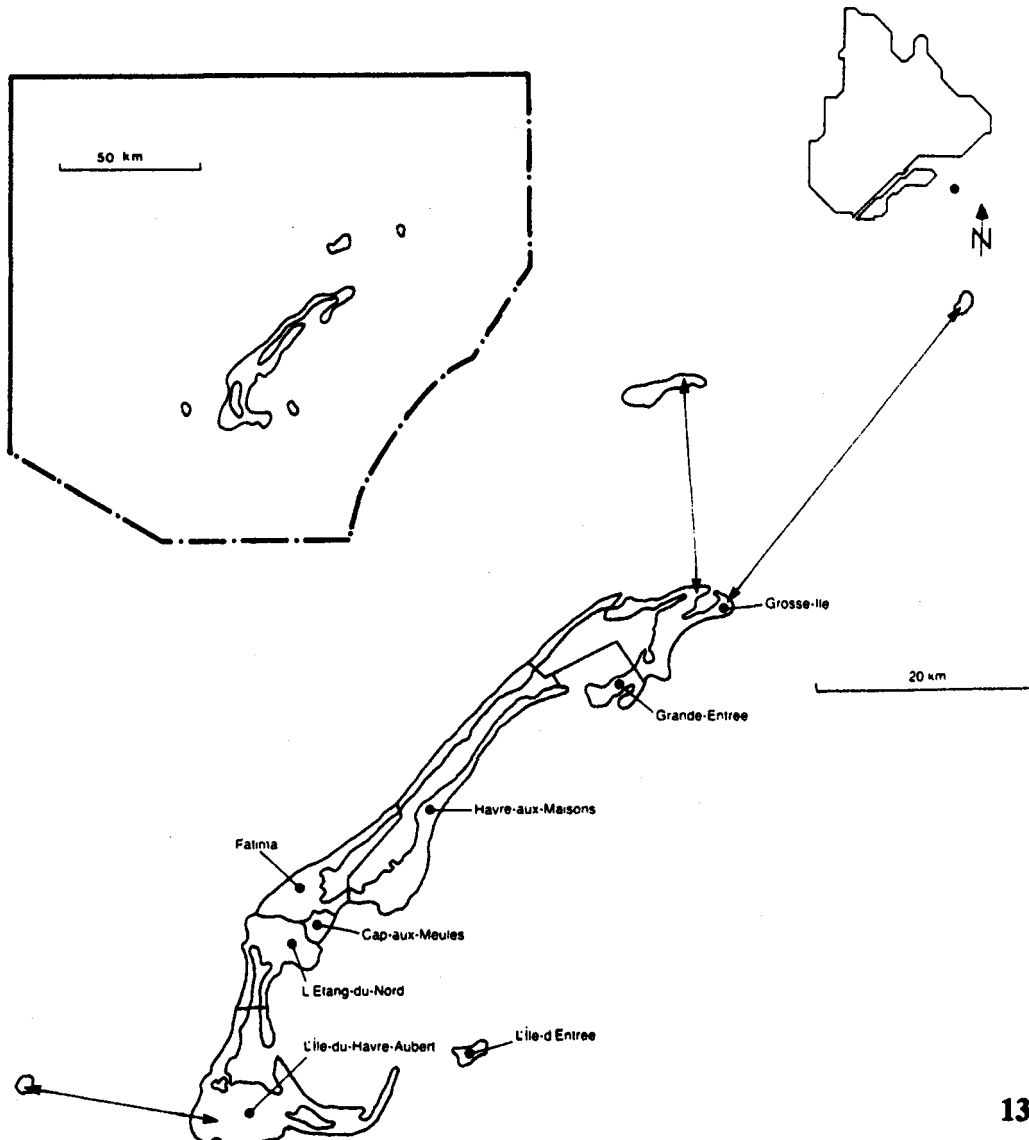
Édifice "plomberie Cyr", porte 25  
 Case postale 339  
 Cap-aux-Meules (Québec)  
 G0B 1B0  
 (418) 986-4251

Date d'entrée en vigueur  
 Préfet  
 Secrétaire-trésorière

1981-04-01  
 Nadeau Marc-Édouard  
 Chevrier Lise

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
01300	VL	Cap-aux-Meules	1 640	3,16
01350	SD	Fatima	3 280	26,13
01500	SD	Grande-Entrée	770	7,45
01600	SD	Grosse-Île	580	38,92

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
01450	SD	Havre-aux-Maisons	2 370	38,25
01250	SD	L'Étang-du-Nord	3 120	25,97
01150	VL	L'Île-d'Entrée	220	4,19
01180	SD	L'Île-du-Havre-Aubert	2 760	58,06
<b>Total</b>			<b>14 740</b>	<b>202,13</b>





## **LES-ÎLES-DE-LA-MADELEINE 100**

Entrevues : 5  
Organismes  
et sociétés : 4

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

Les Îles-de-la-Madeleine n'ont par définition aucun lien direct par terre avec d'autres MRC voisines ou autre province canadienne. Les liens de dépendance avec le continent canadien ont par contre toujours été très présents. Anciennement, jusque dans les années soixante, les îles étaient reliées à l'Évêché de Charlottetown et la dépendance de l'Archipel était tributaire de l'Île-du-Prince-Édouard.

Depuis lors deux événements majeurs ont concouru à réorienter radicalement la dépendance des Îles vers sa province d'appartenance. 1) leur séparation de l'Évêché de Charlottetown et 2) les retombées du Rapport Kirby sur les pêcheries. Ce rapport recommandait qu'au niveau canadien, soient créés des pôles de développement de pêche. Le Québec n'étant pas une province maritime, les Îles ne l'étaient pas non plus! Elles ont donc dû tout naturellement se retourner vers leur province d'appartenance.

### **LIENS COMMERCIAUX**

Presque sans objet en raison de la situation même de la MRC.

### **LIENS INDUSTRIELS**

Au niveau des liens économiques, la «machine» est inversée depuis 20 ans: ce n'est plus les maritimes qui prédominent et les échanges commerciaux se font davantage avec le Québec, surtout Montréal et un peu Matane. Une exception avec la Coopérative d'alimentation qui est toujours reliée pour certains produits de base à l'Île-du-Prince-Édouard.

Le *Lucy Maud Montgomery* relie à la terre ferme durant 9 à 10 mois. La CTMA possède un autre traversier, le *Voyageur*, subventionné par Québec, qui fonctionne toute l'année entre Matane et les Îles.

Les liens aériens avec I.P.É. et Halifax ont très sensiblement diminués. Air Atlantique (Canadien) a abandonné Charlottetown depuis octobre.

## **LIENS TRAVAIL**

Quelques migrations saisonnières peuvent être observées au niveau touristique sur l'Île du Prince Édouard et dans les autres provinces maritimes; rien de très significatif cependant.

## **LIENS SERVICES**

Santé : rien sauf parfois pour les anglophones qui se font diriger vers les provinces maritimes.

Pour les francophones, ils s'en tirent avec le système du réseau et le déplacement des médecins et demeurent dans la province de Québec. Les anglophones vont à Halifax ou encore à Charlottetown

Scolaire : CEGEP de Gaspé, Rimouski, Québec ou Montréal. Université de Moncton ou de Frédéricton. Il y a un lien ancien avec les Maritimes (Churchpoint en Nouvelle-Écosse et son Université Ste-Anne).

## **AUTRES LIENS**

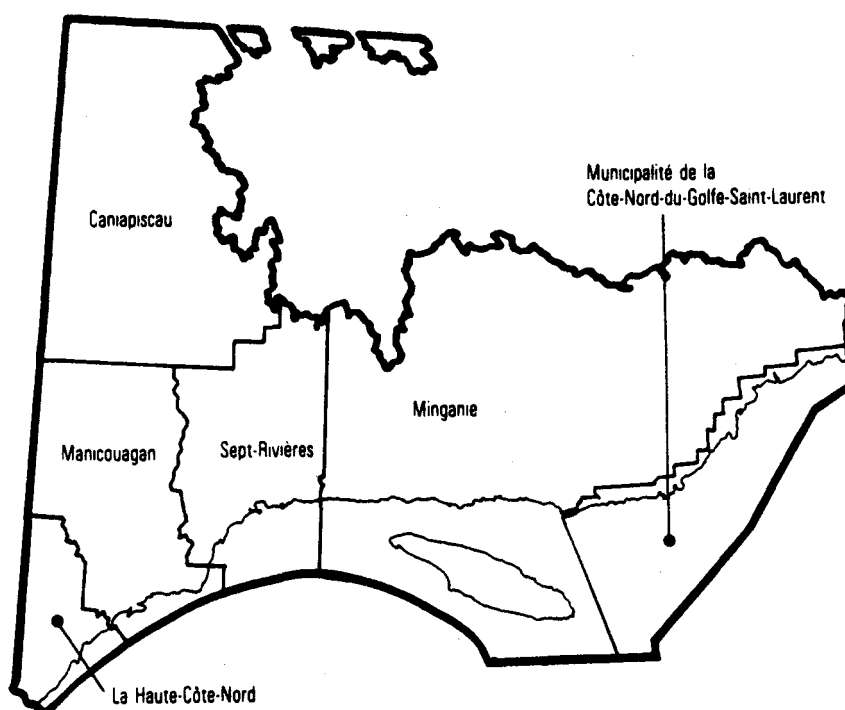
Schéma d'aménagement : pas de voisin! Il y a cependant la mer dont il faut tenir compte et où la frontière se trouve à mi-chemin entre les autres corporations municipales, québécoises ou autre.

## **RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION**

Il semble que les responsables administratifs (et gouvernementaux) des Îles-de-la-Madeleine soient très méfiants à l'égard d'une éventuelle accession à la souveraineté sans association. Le secteur d'activité principal des Îles étant la pêche, on comprend que dans les circonstances actuelles les madelinots puissent se sentir mieux couverts par l'ensemble fédéral que par la seule Province de Québec. Cependant les avis individuels sont très nuancés.

RÉGION ADMINISTRATIVE :

Côte-Nord 09





# Sept-Rivières 920 (971)

106, rue Napoléon, bureau 200  
 Sept-Îles (Québec)  
 G4R 3L7  
 (418) 962-1900

Date d'entrée en vigueur

1981-03-18

Préfet

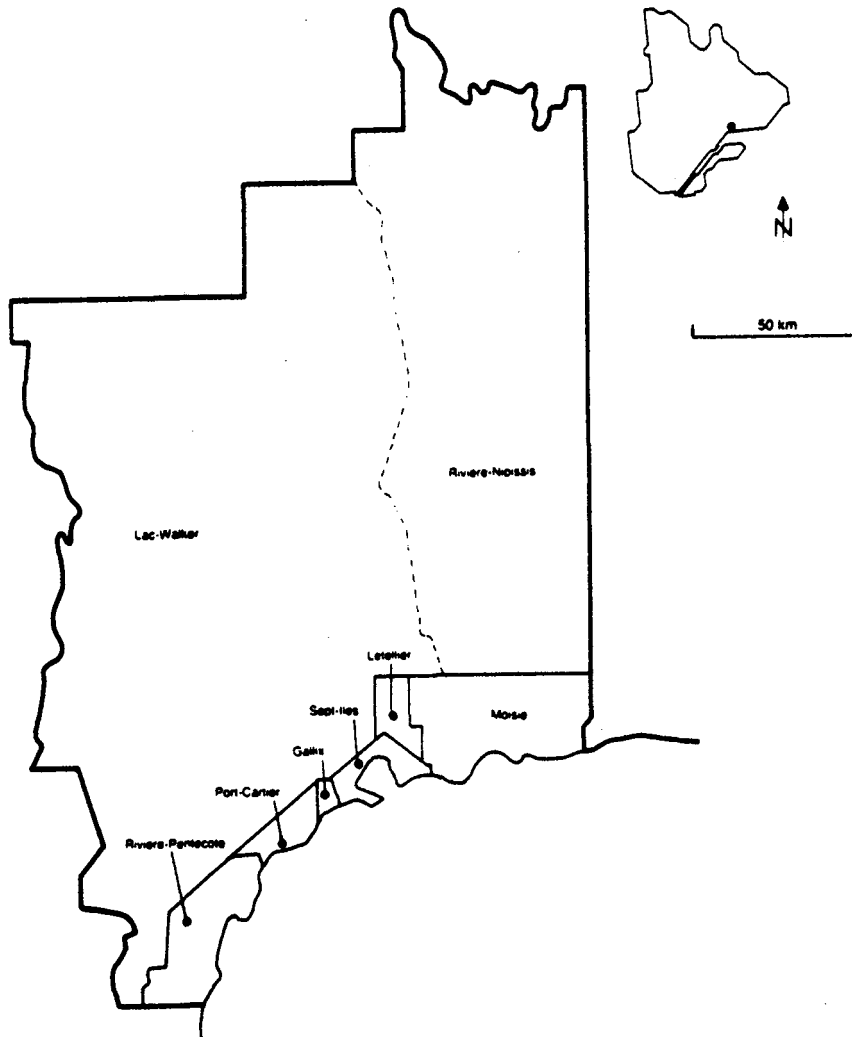
Santerre Louis-Ange

Secrétaire-trésorière

Migneault Suzanne

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km²
97280	SD	Gallix	545	96,65
97949	NO	Lac-Walker	67	18 074,80
97215	V	Moisie	640	1 554,55
97290	V	Port-Cartier	6 400	300,59

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km²
97929	NO	Rivière-Nipissis	0	11 036,03
97300	SD	Rivière-Pentecôte	740	773,11
97270	V	Sept-Îles	24 400	318,22
<b>Total</b>			<b>32 792</b>	<b>32 153,95</b>





**Caniapiscou 990 (972)**

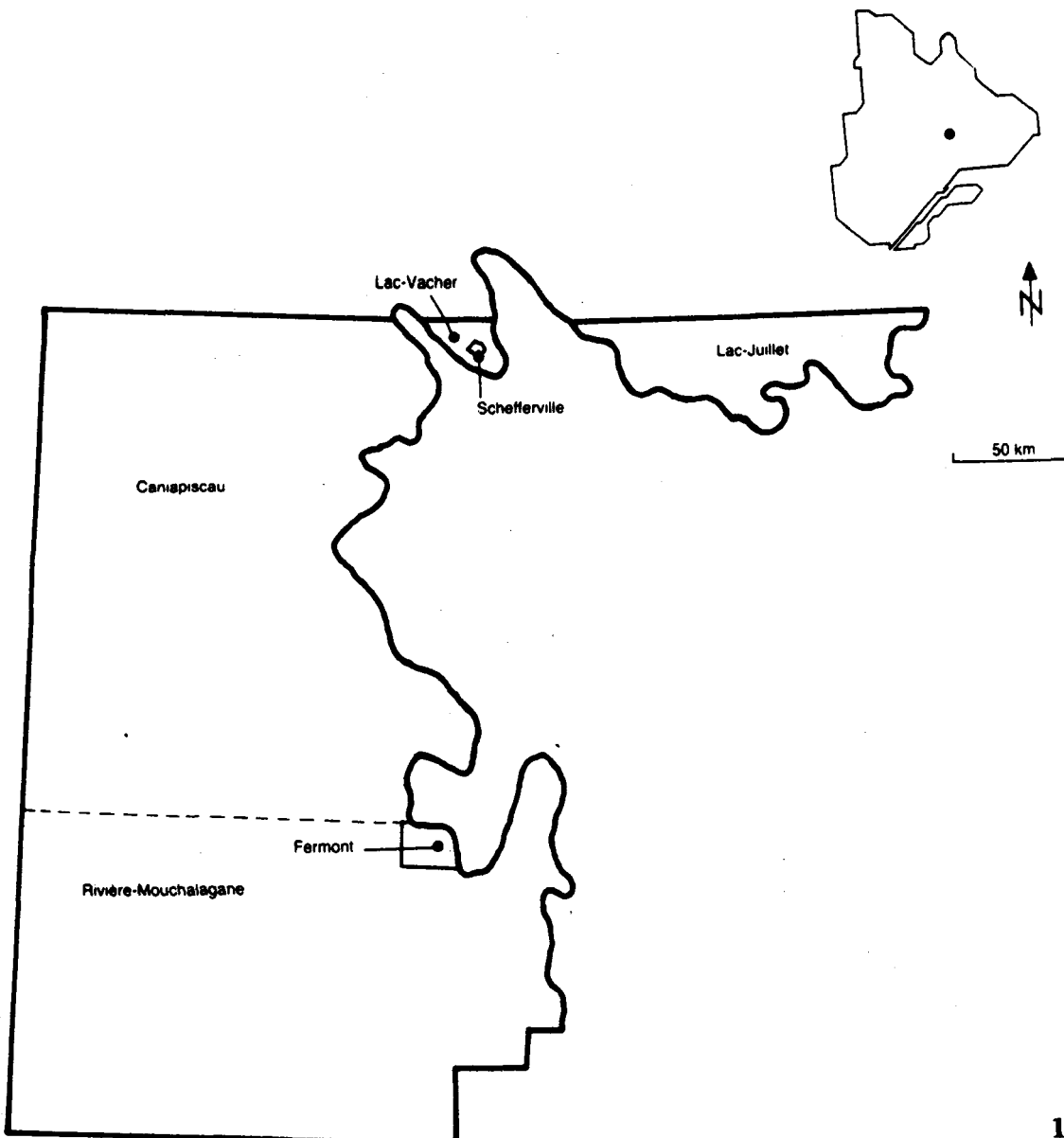
100, place Daviault  
Case postale 1420  
Fermont (Québec)  
G0G 1J0  
(418) 287-5339

Date d'entrée en vigueur  
Préfet  
Secrétaire-trésorière

1982-01-01  
Bélanger Robin  
Malouin Nancy

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
98905	NO	Caniapiscou	0	39 186,70
97770	V	Fermont	3 360	497,45
98909	NO	Lac-Juillet	0	5 321,07

Code	Dési- gnation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
98919	NO	Lac-Vacher	0	584,74
97979	NO	Rivière-Mouchalagane	0	35 555,18
98450	V	Schefferville	110	39,50
<b>Total</b>			<b>3 470</b>	<b>81 184,64</b>





**Minganie 910 (981)**

788, boul. de l'Escale  
Case postale 1146  
Havre-Saint-Pierre (Québec)  
G0G 1P0  
(418) 538-2732

Code	Désignation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
97140	SD	Aganish	380	377,40
97150	SD	Baie-Johan-Beetz	98	425,31
97160	SD	Havre-Saint-Pierre	3 520	3 779,89
97919	NO	Lac-Jérôme	0	56 531,57
97100	SD	L'Île-d'Anticosti	350	7 923,16

Date d'entrée en vigueur

1982-01-01

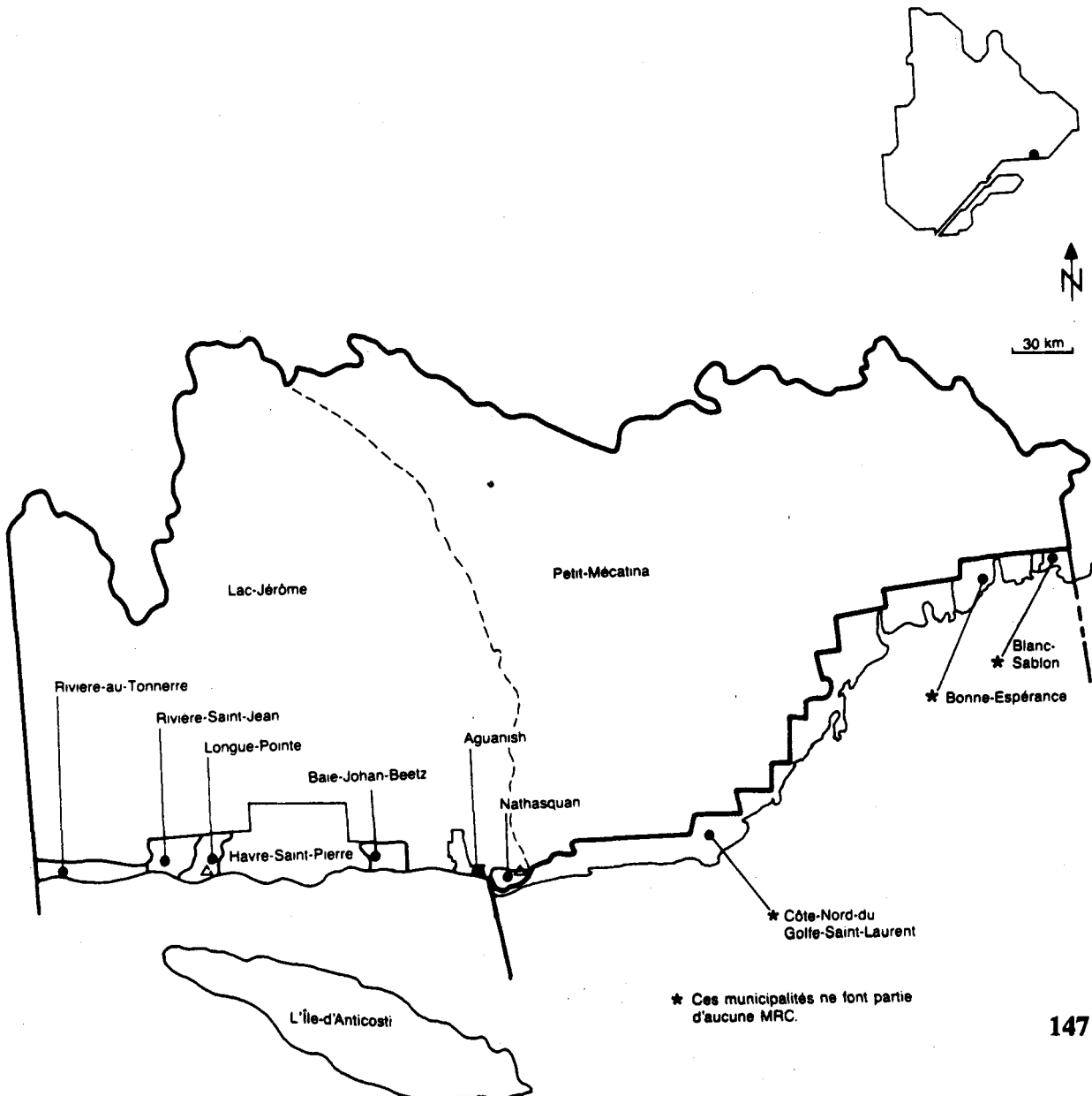
Préfet

Boudreau Julien

Secrétaire-trésorier

Boulianne Sylvain

Code	Désignation	Municipalité	Population	Superficie km <sup>2</sup>
97170	SD	Longue-Pointe	580	417,60
97130	CT	Natashquan	380	193,20
97910	NO	Petit-Mécatina	0	56 860,52
97200	SD	Rivière-au-Tonnerre	620	1 331,17
97180	SD	Rivière-Saint-Jean	370	652,54
<b>Total</b>			<b>6 298</b>	<b>128 492,36</b>



\* Ces municipalités ne font partie d'aucune MRC.



***MRC SEPT-RIVIÈRE  
MRC CANIAPISCAU  
MRC MINGANIE 910***

Entrevues : 3  
Organismes  
et sociétés : 3

***REMARQUES PRÉLIMINAIRES***

Les MRC Sept-Rivière et Caniapiscou n'ont que des frontières nordiques avec le Labrador et éloignées de tous grands centres, il s'agit dans tous les cas de territoires non-organisés et non de municipalités.

***LIENS COMMERCIAUX***

Aucun.

***LIENS INDUSTRIELS***

Quelques uns, très indirects reliés au transport de l'électricité en provenance du Labrador.

***LIENS TRAVAIL***

Rien de significatif.

***LIENS SERVICES***

***AUTRES LIENS***

***RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE  
D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION***

En dehors des positions politiques individuelles et du seul point de vue socio-économique, il semble que ce ne soit là qu'un sujet tout à fait secondaire.



## **MUNICIPALITÉ DE LA-CÔTE-NORD-DU-GOLFE-SAINT-LAURENT**

Entrevues : 1  
Organismes  
et sociétés : 1

### **REMARQUES PRÉLIMINAIRES**

La Municipalité regroupe une quinzaine de village sur l'extrême Nord-Est du Golfe du St-Laurent. Elle regroupe environ 6 000 personnes anglophones à 85 %. Coupée presque complètement du reste de la province (caboteurs et avions tributaires du climat et des saisons), cette municipalité se sent géographiquement beaucoup plus proche de Terre-Neuve. Ses activités principales se rattachent aux pêcheries.

### **LIENS COMMERCIAUX**

Les liens sont très étroits avec Terre-Neuve, il existe un traversier qui relie Blanc-Sablon à Ste-Barbe (Terre-Neuve) en deux heures.

Quelques échanges commerciaux et de services s'effectuent entre le groupe de petites localités situé à l'extrémité Est de la municipalité (Vieux-Fort, Rivière-St-Paul, Brador, Lourdes-de-Blanc-Sablon, Middle-Bay) et les localités immédiatement voisines de Forteau-Bay et Anse-au-Loup situées en territoire du Labrador.

### **RÉFLEXIONS PROSPECTIVES SELON L'HYPOTHÈSE D'UNE SOUVERAINETÉ SANS ASSOCIATION**

Au cours de l'été dernier une querelle portée jusque devant l'Assemblée Nationale faisait état des inquiétudes exprimées par une partie de la population de cette région. Selon le maire de Bonne-espérance, il serait préférable que leur région soit rattachée à Terre-Neuve advenant l'indépendance du Québec.



## Annexe C

### *Tableau des postes frontaliers (à l'exclusion des points de passages correspondant à la Communauté Urbaine de l'Outaouais)*

Le tableau suivant présente les principaux postes frontaliers qu'il conviendrait d'établir advenant l'imposition de barrières douanières suite à l'accession du Québec à la souveraineté dans un cadre de non-association ou «d'association contrôlée».

Le critère unique retenu ici est celui des échanges socio-économiques actuellement observables. On ne retient principalement que les postes frontaliers terrestres. Les postes fluviaux et aériens nécessitent d'autres critères de localisation qui ne sont pas encore définis. Naturellement, tous les chemins de bois ou de traverses forestières ne sont pas dénombrés ici; quelques-uns mériteraient probablement à court terme une surveillance permanente tandis que d'autres pourraient se suffire d'un contrôle «volant».

Les postes proposés ici sont localisés dans le sens géographique retenu pour cette étude, c'est-à-dire du Nord-Ouest (Abitibi-Ouest) au Nord-Est (Minganie et Golfe-du-Saint-Laurent).

La présentation est la suivante :

**Ville du Québec {route québécoise} - {route autre province} Ville autre province.**

Les noms de villes placés entre parenthèses indiquent que celle-ci est distante de plus de 3 km de la frontière actuelle. Les noms de ville sans parenthèses signifient que celles-ci sont situées exactement (ou presque) sur la frontière actuelle.

#### **M.R.C. Abitibi Ouest**

(Duparquet) {388} - {101} (Timmins)

#### **M.R.C. Rouyn-Noranda**

(Arntfield) {117} - {66} (Virginiatown)

#### **M.R.C. Témiscamingue**

Notre-Dame du Nord {101} - {65} (New Liskeard)

Lac Témiscamingue sur toute sa longueur

Témiscaming {101} - {63} (North Bay)

**M.R.C. Pontiac**

Rapide des Joachims { } - {17} Rolphton

Desjardinsville {148} - {62} Pembroke

Portage-du-Fort {301} - {653} Chenaux

**M.R.C. Papineau**

Trois passages en traversiers donnant sur Rockland, proximité d'Alfred et Cumberland.

**M.R.C. Argenteuil**

Grenville {148} - {17} Hawkesbury

**M.R.C. Vaudreuil-Soulanges**

(Rigaud) {40} - {17} (Hawkesbury)

Sainte-Justine - (Glen Robertson)

(St-Zotique) {20} - {401} (South Lancaster)

**M.R.C. Le-Haut-St-Laurent**

Akwesasne - Cornwall

**M.R.C. Témiscouata**

(Saint-Marc-du-Lac-Long) {289} - {120} Lac-Baker

(Dégelis) {185} - {2} Edmundston

**M.R.C. Avignon**

Restigouche {132} - {134} Campbellton

Miguasha {132} - {134} Dalhousie

**Municipalité La-Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent**

Blanc-Sablon - Forteau (Labrador)

Blanc-Sablon - St-Barbe (Terre-Neuve)